

Concessions américaines sur la dette

Quelques jours après les centaines de « morts de la dette » au Venezuela, les États-Unis viennent de faire deux concessions importantes. Alors que le plan Baker de 1985, qui, malgré son échec partiel, demeure pour les États-Unis la grande référence, excluait toute possibilité d'annulation des créances, le projet présenté vendredi 10 mars par son successeur au Trésor, M. Nicholas Brady, prévoit l'élimination d'une fraction substantielle de la dette des pays en voie de développement. En échangeant leurs créances contre des titres financiers de valeur moindre, les banques devraient se résigner en effet à ne pas percevoir une partie des sommes prêtées pendant les années fastes de la décennie 70.

En outre, compte tenu du rôle central des institutions monétaires internationales - Banque mondiale et Fonds monétaire international (FMI) - dans la garantie de ces titres et dans l'octroi de prêts nouveaux, M. Brady admet le principe d'un relèvement des quotes-parts versées au FMI par ses cent cinquante et un pays membres, alors que les États-Unis s'y refusaient depuis plusieurs années. Mais, déjà il y a quelques mois, ils avaient accepté de rembourser leurs arriérés à l'ONU.

Pour le Japon, ces deux concessions représentent un succès considérable. Le ministre nippon des finances, M. Tetsuo Murayama, a pratiquement revendiqué la copartenance du projet Brady, en soulignant la concertation étroite entre experts américains et japonais. Depuis longtemps, le Japon réclame le droit de jouer un rôle accru dans les organismes internationaux et dans la gestion de la dette. En se proposant de soutenir financièrement la nouvelle stratégie américaine, il avance un argument de poids pour obtenir une responsabilité plus grande au sein du FMI. Deuxième puissance économique mondiale, le Japon n'est en effet que le cinquième contributeur du FMI. Une position d'autant plus frustrante que l'autorité américaine en matière de dette, depuis la crise de 1982, a prouvé ses limites. Le montant de la dette des pays en voie de développement reste au niveau de 1 200 milliards de dollars, et l'on assiste à une généralisation des provisions pour créances douteuses de la part des banques, ainsi qu'à l'annonce périodique de cessations de paiement de la part des pays endettés, dont le Honduras il y a quelques jours. Quant aux tensions sociales, l'exemple du Venezuela montre jusqu'où elles peuvent s'étendre.

Devant tant de preuves, les États-Unis ne pouvaient qu'élargir leur réflexion, en y incorporant des éléments de l'initiative de Toronto, prise par M. Mitterrand, ou du « plan Miyazawa » - du nom de l'ancien ministre des finances japonais - présenté à l'automne dernier à Berlin-Ouest, qui tous deux comprennent l'annulation d'une partie de la dette. L'objectif proclamé par M. Brady est de « raviver l'espoir des peuples, des pays endettés et de leurs dirigeants que leurs sacrifices les conduiront à une plus grande prospérité et à un avenir dégagé du fardeau de la dette ». Cette prise en compte permettra peut-être de l'atteindre plus rapidement.

(Lire nos informations page 20.)

M 0146 - 03130 - 6,00 F



379014600000 03130

MM. Mitterrand et Rocard à La Haye

Vingt-quatre pays se concertent sur la défense de l'environnement

Après les réunions à Paris, le 4 mars, et à Londres, du 5 au 7 mars, sur la défense de la couche d'ozone, une nouvelle conférence sur « la protection de l'atmosphère du globe » s'est tenue samedi 11 mars à La Haye - dans une certaine confusion - en présence des dirigeants de vingt-quatre pays, dont MM. François Mitterrand et Michel Rocard pour la France, les États-Unis et l'Union soviétique étant absents.



Lire nos informations page 3

Le renouvellement des élus dans 36 736 communes

La poursuite de l'agitation sociale pèse sur le premier tour des municipales

Un peu plus de 38 millions d'électeurs sont appelés à renouveler les conseils municipaux des 36 736 communes de métropole et d'outre-mer. Selon le ministère de l'Intérieur, 118 515 candidats figurent sur 3 382 listes dans les villes de plus de 9 000 habitants, au lieu de 93 719 il y a six ans. Les élus-majors s'attendent à un changement limité. Le gouvernement, comme les dirigeants du PS, craignent de faire les frais de l'agitation sociale et d'une faible participation.

Commencée dans l'indifférence, la campagne pour les élections municipales s'est poursuivie sans passion au rythme des combats locaux, et s'est achevée par un coup de semonce : M. Michel Rocard, en meeting à Toulouse, n'a pu, vendredi, terminer son discours. Enseignants et ouvriers de chez Dassault ont bruyamment manifesté leur mécontentement.

Or, Toulouse, pour la gauche, est la ville symbole de la ferveur militante. M. François Mitterrand y est venu avec une belle régularité puiser des forces auprès de troupes enthousiastes. Cette fois, la capitale de Midi-Pyrénées a servi de révélateur à l'inquiétude et à l'insatisfaction de ces mêmes troupes de gauche.

Tous les dirigeants du PS craignent que ce mécontentement ne se traduise par un taux élevé d'abstentions, qui frapperait en

priorité leurs candidats. M. Laurent Fabius en a d'ailleurs appelé à la mobilisation : « La plus grande difficulté de ces élections est d'obtenir un peu de cohérence : que les gens de gauche se déplacent et aillent voter à gauche ».

Et déjà le président de l'Assemblée nationale envisage le second tour en estimant qu'il faudra d'ici là que les divisions s'estompent, que toute la gauche se rassemble pour bâtir ensemble les municipalités de demain et la seule chance de nos adversaires est que les nôtres n'aillent pas voter ». La droite a le même souci : mobiliser. Mais le climat ne ressemble pas à celui de 1983.

ANNE CHAUSSEBOURG.

(Lire la suite et nos informations page 11.)

M. Ceausescu en accusation

Six anciens dirigeants roumains dénoncent sa politique.

PAGE 6

Un entretien avec M. Olivier Stin

Le ministre du tourisme estime que « les Français manquent de professionnalisme ».

PAGE 20

5,1 % de chômeurs aux États-Unis

Le niveau le plus bas depuis 1974.

PAGE 20

La distribution des journaux

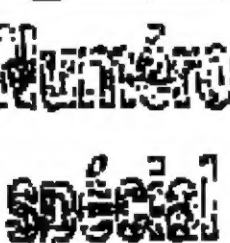
M. Rocard condamne les atteintes à la liberté de la presse.

PAGE 15

Chronologie

Le mois de février en France et dans le monde.

PAGE 19



Nous publions lundi, dans notre numéro daté mardi 14, les résultats des élections municipales dans près de 800 villes et un deuxième cahier économique avec « le Monde économique ».

Le sommaire complet se trouve en page 24.

Après soixante-dix ans de tutelle sud-africaine

La Namibie en marche vers l'indépendance

Ancienne colonie allemande sous tutelle sud-africaine depuis soixante-dix ans, la Namibie va accéder dans quelques mois à l'indépendance. Des « casques bleus » y sont attendus pour l'application, à compter du 1^{er} avril, d'une résolution de l'ONU que Pretoria a acceptée. Un gouvernement représentatif devrait être formé après des élections sous contrôle international, prévues pour novembre.

WINDHOEK de notre envoyé spécial

« Sam Nujoma peut revenir demain s'il le veut ; j'assurerais sa protection », nous affirme M. Louis Pienaar, administrateur général sud-africain en Namibie. Après vingt-neuf ans d'exil et de

lutte, le président de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) peut donc rentrer chez lui. Sa sécurité est garantie ne sera sans doute pas jugée suffisante par le chef historique du mouvement indépendantiste.

Il préférera probablement attendre l'arrivée des « casques bleus » et l'entrée en vigueur, le 1^{er} avril, de la résolution 435 des Nations unies sur l'indépendance de la Namibie, pour envisager un éventuel retour au pays, lequel n'aura vraisemblablement pas lieu avant l'été.

Toujours est-il que le leader historique de la SWAPO est pratiquement le bienvenu. Qui l'eût cru il y a seulement quelques mois ? Dans l'attente de l'indépendance, on ne peut pas dire que Windhoek soit particulièrement en fièvre. Elle est plutôt dans l'expectative. Elle éprouve un sentiment d'incertitude face à un avenir incertain.

Comme si elle se préparait, sans tout à fait y croire, à une nouvelle époque. Windhoek se transforme. Kaiserstrasse, la principale artère, est défoncée ; la rue de l'Empereur est, selon la formule utilisée, en cours de « redéveloppement » : une nouvelle tour est en construction en plein centre-ville, édifée par un groupe sud-africain ; on y creuse un tunnel routier.

Malgré tout, Windhoek s'agit, parcourue en tout sens par des hommes d'affaires à l'affût de nouveaux marchés. Elle résiste tant bien que mal à cet assaut de curiosité, se demandant comment elle va faire pour accueillir l'afflux de journalistes, les quatre mille cinq cents soldats, les mille trois cents civils et cinq cents policiers de l'ONU. Les prix des chambres d'hôtel et des logements montent en flèche et le directeur d'une firme automobile japonaise se demande où trouver les deux mille voitures dont il a besoin.

Il semble donc bien que la Namibie pourra, d'ici un an, devenir le cent soixantième Etat membre de l'ONU. M. Pienaar est formel et il insiste sur l'adverbe : « Le processus de séparation de l'Afrique du Sud est inexorablement en train de démarrer ». Ce détachement physique sera, dans un ou deux mois, concrétisé par l'installation de postes frontières entre les deux pays, par des conditions d'admission des journalistes « plus libres » qu'en Afrique du Sud et, d'ici à la fin du mois, par le règlement de la question de la citoyenneté : « Toutes les personnes vivant sur ce territoire, précise M. Pienaar, sont naturellement citoyennes de l'Afrique du Sud ; reste à déterminer les conditions dans lesquelles cette citoyenneté pourra être perdue ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 7.)

Huit millions de pèlerins dans le village yougoslave de Medjugorje

La Vierge de 17 h 45

A l'initiative de l'association Notre-Dame de France (1), 300 pèlerins français se sont rendus du 1^{er} au 5 mars à Medjugorje (Yougoslavie), où, depuis près de huit ans, des adolescents disent voir la Vierge tous les jours. Depuis 1981, 8 millions de visiteurs au moins se sont rendus à Medjugorje.

MEDJUGORJE (Yougoslavie) de notre envoyé spécial

Son visage est caché derrière les mains. Il prie. Puis, comme mû par une force inconnue, Ivan Dragicevic, vingt-deux ans, en jean et blouson de cuir, se tord comme un ressort, tombe, les genoux sur un prie-dieu, en extase. La Gospa (Vierge) est

devant lui. Il bouge les lèvres, mais aucun son n'est perceptible. Il sourit, hoche la tête, fait des signes de croix, se frappe la poitrine. Au bout de quelques minutes, l'œil se lève, et dans un souffle, l'adolescent murmure : « Ode » (Elle est partie).

La même scène se répète, jour après jour, dans un même petit village d'Herzégovine, à Medjugorje, deux mille cinq cents habitants. Jamais, depuis deux mille ans, la Vierge n'avait fait un aussi long séjour sur la Terre. La première vision remonte au 24 juin 1981 et, depuis, elle n'a été infidèle qu'à cinq reprises au rendez-vous quotidien de 17 h 45. Jamais elle ne s'était manifestée à un groupe aussi nombreux d'enfants - six - dont la parfaite synchronisation du mouvement des yeux, des lèvres et des réflexes physi-

ques pendant l'extase étonne les spécialistes et les pèlerins accourus du monde entier. Car Ivan n'est pas seul. Les voyants sont aussi Vicka, vingt-quatre ans, au regard espiègle ; Marija, du même âge, plus contemplative ; le petit Jakov, qui avait dix ans quand tout a commencé, futur serrurier. La brune Ivanka, vingt-deux ans et mariée, et la blonde Mirjana, vingt-quatre ans, étudiante en économie à Sarajevo, n'ont plus que des apparitions espacées.

HENRI TIMCO.

(Lire la suite page 14.)

(1) Présidée par M^{me} Edmond Friconot, notaire à Saint-Denis, cette association est à l'origine de l'élevation, près de l'autoroute du Nord dans le Val-d'Oise, d'une statue monumentale de la Vierge (le Monde du 18 octobre 1988).

Dates

Il y a trente ans

Le soulèvement de Lhassa

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDIPAR 850 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Bour-Méry (1944-1969)
Jacques Fattet (1969-1982)
André Fontaine (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bour-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Woua.

Rédacteur en chef :
Daniel Verne.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDIPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2027
Remboursements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 35-15 - Tapes LEMONDE
ou 35-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	REUNION	INDOCHINE	AFRIQUE	AMERIQUE
3 mois	345 F	399 F	504 F	700 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F	2 650 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Par voie aérienne
tarif sur demande.
RENVOYER CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 03-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse effectués en
prévision : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

PERSONNE ne prête attention au jeune soldat qui franchit avec deux gardes le lourd portail du Parc-aux-Joyaux, le Norbulingka, pour s'enfoncer dans l'obscurité de la nuit. Aux alentours pourtant, divers groupes s'affairaient dans la pénombre, et, près de la rivière, les taillis bruisaient du cliquetis des armes, du chuchotement des ordres et d'une excitation tendue. Lhassa en effervescence s'appretait à se battre contre l'ennemi chinois, et une trentaine de foudroyants combattants se disposaient à escorter le dalaï-lama en lieu sûr. Le jeune soldat au fusil maladroitement ajusté sur l'épaule, c'était lui, au cœur de la nuit du 16 au 17 mars 1959, au seuil du chemin de l'exil.

Depuis le début du mois, l'état se resserrait autour du jeune moine confiné dans l'étude et la solitude dès sa tendre enfance, protégé par les murailles du Potala, le grand palais rouge et blanc qui domine la capitale tibétaine. Kompu à la dialectique, à la philosophie, à l'ascèse et aux joutes oratoires, le chef spirituel du Pays des neiges était en revanche peu versé en haute politique et plutôt ignorant des ambitions des hommes. Certes, avec la « libération pacifique du Tibet » décidée par Pékin en octobre 1950 et l'arrivée des troupes chinoises en territoire tibétain, les frictions se multipliaient entre la population et les intrus, et le dalaï-lama s'opposait comme il le pouvait au démantèlement des institutions nationales. Faisant preuve d'une rare patience, il s'efforçait de préserver l'indépendance du Haut Pays, conscient que, face à la force des armes, son pouvoir était de plus en plus limité.

Invitation suspecte

Déjà la révolte grondait dans les marches tibétaines, et la résistance des guerriers khampas donnait du fil à retordre aux autorités chinoises, alimentant d'autant leur exaspération. De maladroites en faux pas, puis d'endoctrinement en vexations, les nouveaux arrivants s'en prenaient systématiquement à ce qui constituait le pivot central de la civilisation tibétaine, le bouddhisme et ses expressions religieuses. Il n'en faut pas davantage pour nourrir le ressentiment populaire. Les ultimes tentatives d'apaisement du dalaï-lama parviennent de moins en moins à contenir la colère des combattants, et, à Lhassa, le ton monte.

Dans le sillage des fêtes de la nouvelle année lunaire, les préparatifs vont bon train pour les cérémonies du Moulam, la Grande Prière pour le bonheur de tous les êtres, qui sont les plus importantes du rituel tibétain. La Cité des dieux est remplie à ras bord de pèlerins qui, traditionnellement, profitent de l'occasion pour accomplir leurs dévotions. Cette année-là, l'éclat est encore rehaussé par un événement capital : le jeune dalaï-lama passe son examen final de maître en métaphysique. Il n'a pas encore vingt-quatre ans, et, même investi depuis 1950 de tous les pouvoirs, ce titre fera de lui la plus haute autorité spirituelle et religieuse aux yeux de ses compatriotes. C'est alors que les responsables chinois commencent l'impair le plus grave, celui qui servira de détonateur à la révolte ouverte.

Deux officiers subalternes sont dépêchés au beau milieu de la cérémonie au Jokhang, le saint des saints du bouddhisme tibétain, pour presser le dalaï-lama d'arrêter sur-le-champ une date pour participer à une représentation théâtrale, organisée par le commandant en chef de l'armée de libération, dans l'enceinte même du camp militaire. Non seulement le moment était fort mal choisi, mais ce manquement à l'étéquette devait profondément heurter l'entourage du souverain pontife. Poliment fécondés, les deux émissaires rapportent à leur chef que la date ne pourra être fixée qu'à la fin des rituels en cours. Rongeant leur frein, mais multipliant les gestes de mauvaise humeur et les avertissements, les responsables chinois imposent finalement la date du 10 mars, au lendemain de l'achèvement des cérémonies.

Le 9 mars, le chef de la garde personnelle du dalaï-lama est convoqué sans ménagement au quartier général chinois pour

s'entendre signifier qu'aucun soldat ne devait escorter le chef spirituel lors de ce déplacement. Au surplus, cette exigence devait être tenue secrète. Comme pour accentuer les appréhensions, aucune invitation n'avait été transmise aux fonctionnaires tibétains qui accompagnaient d'ordinaire le moine le plus révérend du Haut Pays. Maladroites en chaîne ou volontés délibérées d'humiliation, toujours est-il que ces agissements insolites avivent les craintes dans l'entourage du jeune souverain. Et le bruit se répand comme une traînée de poudre à Lhassa que le dalaï-lama doit se rendre le 10 mars à midi, pratiquement seul, au-delà du Pont-de-Pierre, au camp militaire chinois.

Dès l'aube, après les prières matinales et un ultime moment de répit, le carrousel des événements s'affoie et se précipite. Des centaines, puis des milliers de Tibé-

chinois, furieux de sentir qu'on leur tient tête.

C'est de cet intervalle tendu que date l'échange de correspondance entre le dalaï-lama et le général Tan Kuan-Sen, chef des forces chinoises au Tibet. Trois missives que les autorités de Pékin utilisèrent par la suite pour conforter leur thèse soutenant que Tenzin Gyatso avait été retenu de force au Norbulingka et contraint à l'exil par une « clique réactionnaire ». La troisième lettre du général, remise le 16 mars au dalaï-lama, contient une note de Ngabo, un noble membre du cabinet tibétain lié de très près aux autorités chinoises. Il avait notamment fait partie de la délégation tibétaine contrainte de signer à Pékin le fameux « accord » en dix-sept points, qui devait servir de justification à l'invasion du Toit du monde. Dans cette brève missive, Ngabo

grande d'employer plutôt le bâton que la carotte. A Pékin, on a beau jeu maintenant de dire que ce n'était pas cela qu'on avait voulu, et qu'il fallait sortir le Haut Pays de son isolement séculaire. Peu avant de disparaître soudainement, le panchen-lama, que l'on ne saurait guère suspecter de tendances sécessionnistes, avait clairement déclaré que le Tibet avait payé trop cher cette « libération », et qu'il fallait se garder de retomber dans les errements du passé.

Le droit à la différence

Trente ans après la révolte de Lhassa, ni le Tibet ni les Tibétains n'ont oublié, même si l'opinion mondiale a tardé à prendre conscience de ce drame soigneusement occulté. Avec la volonté d'ouverture manifestée ces der-

Deng Xiaoping, continue d'avoir mal au Tibet.

De son exil indien de Dharamsala, où il vit sur l'autre versant himalayen, le dalaï-lama s'est attaché durant ces années à maintenir vive la foi en la pérennité de son peuple et de sa civilisation. Il n'a cessé d'offrir le dialogue et de cultiver des liens étendus avec les dirigeants chinois pour ne pas couper les ponts. La mort récente du panchen-lama, qui avait su jouer l'intermédiaire dans des conditions souvent difficiles, est venue encore brouiller les perspectives. Au Parlement européen à Strasbourg, il y a tout juste un an, le dalaï-lama a rappelé : « La lutte de notre peuple se distingue de nombreux autres mouvements par son caractère non violent. C'est pourquoi il nous a peut-être été plus difficile de convaincre le monde de la profondeur de notre détresse et de la fermeté de notre



tains se massent autour du Norbulingka, déterminés à empêcher le dalaï-lama d'en sortir. Et ils le font savoir sans équivoque. Au fil des dernières semaines, des dirigeants, des meneurs d'hommes, avaient spontanément surgi des rangs de la foule. Aux plaintes du peuple, ils ajoutent la dénonciation des exactions de ceux qu'ils appellent les occupants, et leurs harangues s'émoussent de cris de révolte. Ils réclament le respect de l'indépendance de leur pays et le droit de rester eux-mêmes, des êtres libres sur leur terre ancestrale.

Trois missives

Devant l'hostilité populaire croissante qui s'exprime contre la présence chinoise, et tandis que se multiplient les incidents – véhicules lapidés, émissaires malmenés, contrôle sourcilieux des allées et venues par une foule méfiante, – sur le conseil de ses collaborateurs laïcs et religieux les plus proches, le dalaï-lama renonce à se rendre à l'invitation. Annoncé par haut-parleur, sa décision est saluée par des ovations de la foule. Mais les Tibétains ne se dispersent pas pour autant : ils veulent désormais avoir l'assurance de leur souverain qu'il n'irait ni aujourd'hui ni jamais au camp chinois. Il en prend l'engagement dans l'espoir d'apaiser les esprits. La tension baisse effectivement, mais il est décidé de former aussitôt un corps de garde spécial visant à empêcher toute velléité chinoise d'approcher. Surtout, dit, surtout fait : les Tibétains redoutent une tentative d'enlèvement de leur guide spirituel. L'après-midi et la fin de la journée se passent en palabres, en échanges d'informations et en conjectures. L'atmosphère demeure chargée, et le dalaï-lama continue de chercher à calmer ses fidèles.

Pour la première fois sans doute dans l'histoire de leur pays, les Tibétains, partagés entre l'obéissance née d'une longue vénération et la vivacité des craintes pour sa sécurité personnelle, renâclent à entendre les conseils de leur guide spirituel. Le lendemain et les jours qui suivent, rien ne permet de débloquer la situation. L'exaspération monte aussi parmi les responsables

chinois, car il demande au dalaï-lama d'indiquer avec précision le bâtiment où il se trouve « afin que les Chinois fassent tout pour ne pas l'endommager ». C'est dire, du même coup, que les soldats s'approprient bel et bien à employer les grands moyens contre le Norbulingka.

Autre confirmation, non moins inquiétante : des messages convergent vers le palais d'été, pour témoigner de barrages dressés sur les routes d'accès à Lhassa, de la mise en place d'artillerie lourde en des points stratégiques et de l'arrivée de renforts par camions entiers. Le dalaï-lama tente, dans un dernier appel au général chinois, de le dissuader d'utiliser la force. Dans l'après-midi, deux obus de mortier tombent dans l'enceinte intérieure du Norbulingka. C'en est fini des tergiversations, des tentatives de conciliation, et c'est le chemin de l'exil qui se dessine après une ultime méditation solitaire. Le départ est fixé à 22 heures.

Sous la protection de combattants khampas résolus à tous les sacrifices pour leur sauver la vie, le dalaï-lama et sa caravane arrivent en Inde après une marche forcée de quinze jours. En chemin, les fugitifs apprennent le bombardement de la ville sainte, du Norbulingka et du Potala, des monastères environnants, la mort de milliers d'innocents. La bravoure à elle seule ne suffit pas à arrêter les tanks ou à faire taire les canons. Désormais, pour le Toit du monde, c'est l'occupation dans le plein sens du terme, avec le pire encore à venir : les années de la révolution culturelle, l'anéantissement par les Gardes rouges de milliers de sanctuaires ; ils brûlent les bibliothèques, sacagent des trésors et massacrent en priorité les maîtres de sagesse les plus vénéérés. Dans deux rapports circonstanciés consacrés à ces événements, la Commission internationale de juristes (1) n'hésite pas à parler de « génocide ». Au total, plus d'un million de morts, soit un sixième de la population tibétaine, depuis le soulèvement populaire de 1959.

Au début des années 80, les autorités chinoises ont publiquement « reconnu leurs erreurs », sans toutefois jurer qu'on ne les y reprendrait plus. Face à un peuple turbulent, la tentation demeure

niers temps par Pékin, les Tibétains ont voulu montrer et faire savoir au monde qu'ils n'avaient pas plié malgré les malheurs, et qu'ils restaient profondément attachés à leur chef exilé. Ils l'ont clamé à Lhassa en octobre 1987, en mars 1988, et le jour même où l'on célébrait à Paris le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ils continuent de réclamer justice et la reconnaissance de leur droit fondamental à la différence et à l'autodétermination. Aujourd'hui, la Chine populaire, celle qui tente de renaitre et de se reconnaître sous le regard de

détermination. C'est peut-être aussi pourquoi les gouvernements ont ignoré la justesse de notre cause. Trente ans après, l'écho de la révolte de Lhassa gronde encore dans les vallées perdues des hauts plateaux transhimalayens et porte toujours le cri d'un peuple singulier qui refuse de vivre à genoux.

CLAUDE B. LEVENSON,
Écrivain, auteur du Seigneur
de Lhassa, le dalaï-lama.
Ed. Lieu commun, 1987.

(1) Commission internationale de juristes. « Le Tibet et la République populaire de Chine », « La question du Tibet et la primauté du droit », Genève, 1959-1960.

Le Monde et la Revue française de Finances publiques

LE FINANCEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Colloque organisé avec le concours de la Commission des Communautés européennes

26 et 27 avril 1989 — Université Paris-Dauphine

Mercredi 26 avril

Jeudi 27 avril

— Panorama en France et à l'étranger
— Partenaires et usagers

— Management et gestion des établissements
— Quelles évolutions possibles ?
A quelles conditions ?

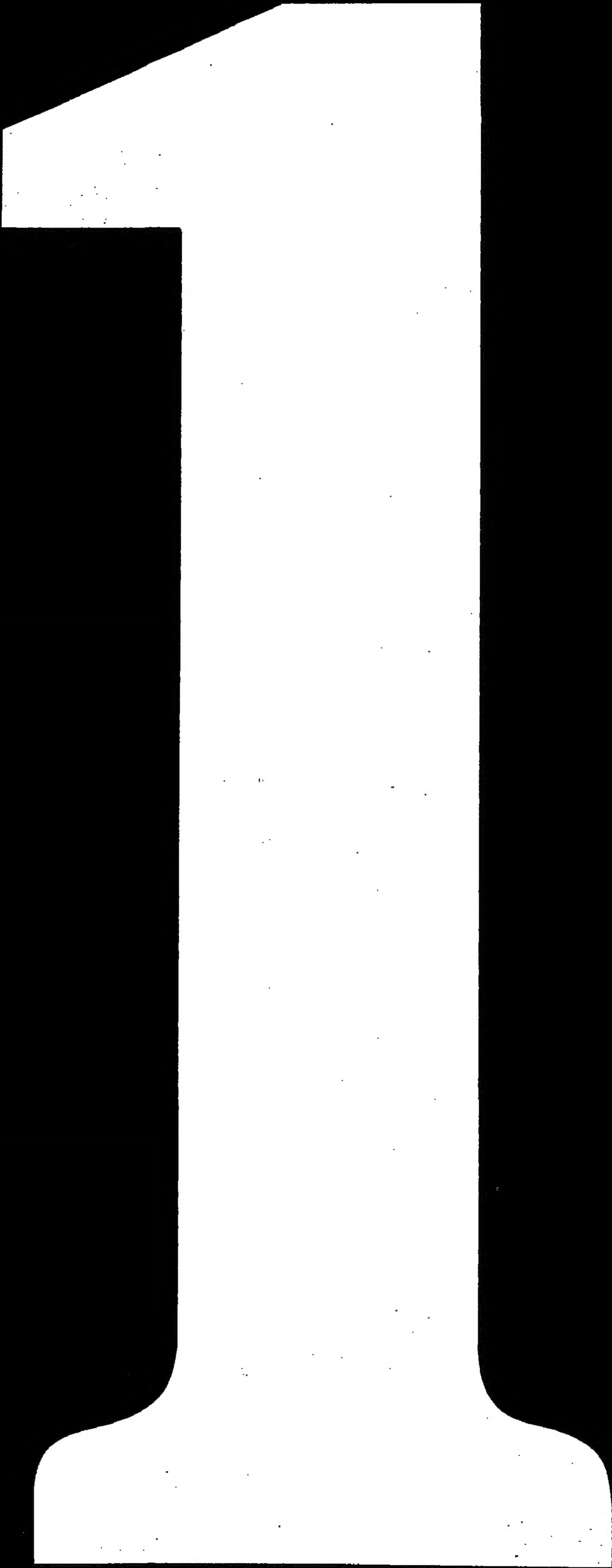
Avec la participation de Lionel Jospin, ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports

Inscriptions - Renseignements et programme
E.J.A. Formation Vera Couturier
26, rue Vercingétorix, 75014 Paris
Tél. : (1) 43-35-01-67

Téléx : EJA 203 918 F - Télécopie : (1) 43-20-07-42

50 كذا من الأصل

Ogilvy & Mather



هكذا من الأمل

Millard

Un rec

à s z

1 Milliard de chiffre d'affaires annuel au bout de 4 ans.

Un record absolu.

La micro-informatique est une industrie où les records pleuvent.

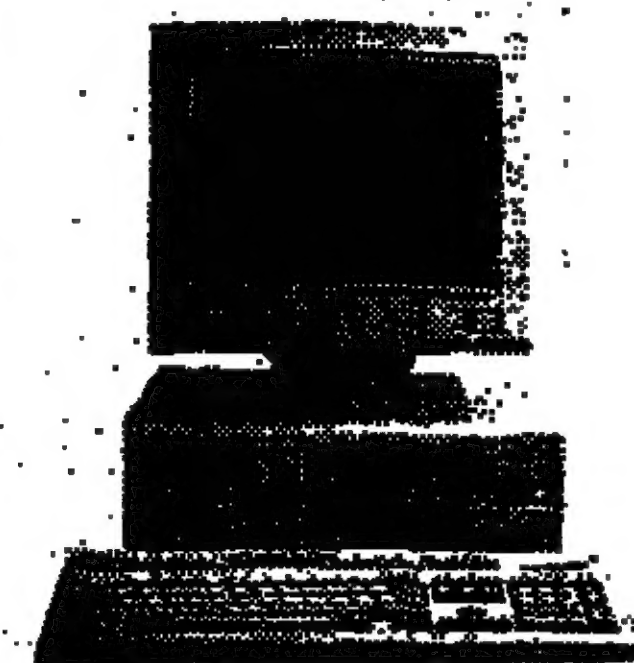
COMPAQ les fait exploser. Depuis son implantation fin 1984, COMPAQ France met sur le marché les micro-ordinateurs les plus performants. COMPAQ France choisit les meilleurs revendeurs.

Aujourd'hui, le résultat est là : en 1988, 1 Milliard de francs de chiffre d'affaires annuel au bout de 4 ans seulement. C'est le record absolu de croissance interne dans l'informatique.

à suivre...

COMPAQ

à suivre.



Amériques

ÉTATS-UNIS

La candidature de M. Cheney au Pentagone est accueillie par un concert de louanges

WASHINGTON
de notre correspondant

Comme pour effacer au plus vite le souvenir éphémère de l'affaire Tower, M. Bush a nommé dès vendredi 10 mars un nouveau candidat au poste de secrétaire à la défense : M. Richard Cheney, membre républicain de la Chambre des représentants et ancien secrétaire général de la Maison Blanche du temps du président Ford.

Aussitôt après le vote du Sénat qui, jeudi, avait scellé le sort de M. John Tower, son premier choix pour le poste de chef du Pentagone, M. Bush s'était déclaré résolu à « aller de l'avant », à tourner la page. C'est fait, avec une rapidité un peu étonnante au terme d'une interminable bataille, et alors que M. Bush avait maintes fois répété que M. Tower, pour ses qualités et son expérience exceptionnelles, était « le meilleur choix possible ».

A partir de maintenant, Dick Cheney est le meilleur choix possible, a expliqué vendredi le président Bush, avec un humour un peu embarrassé. La nomination de M. Cheney a été aussitôt accueillie par un concert de louanges, aussi bien de la part des démocrates qui voulaient de mettre à mal M. Tower que de la part des républicains qui avaient fustigé pour sa défense la bonne réputation de M. Cheney, membre éminent du Congrès, et sans doute pour quel-que chose, mais une réaction favorable était de toute manière prévisible. Après avoir asséné une gifle au pré-

sident, les élus se devaient d'étaler leur bonne volonté, sauf à déclarer une guerre en bonne et due forme à la Maison Blanche.

M. Cheney devrait donc être « confirmé » par le Sénat aussi vite que possible — mais le processus risque malgré tout de durer plusieurs semaines, d'autant que le Congrès doit interrompre ses activités au moment des fêtes de Pâques. Et tout naturellement se fera dans les formes : enquête du FBI, auditions devant la commission des forces armées, présidée par le ténor de John Tower, M. Sam Nunn.

Une ascension rapide

Mais, comme l'a déclaré, avec un brin d'humour, le leader républicain Robert Dole, « cette fois il devrait s'agir d'une confirmation, non d'une exécution ». M. Dole n'a pas été le seul à marquer, par le choix de ses mots, que l'affaire Tower avait laissé quelques douloureuses cicatrices. Le vice-président Dan Quayle a dénoncé en termes très vifs, à propos de la campagne lancée contre M. Tower, le danger d'un « retour au maccarthysme », et il a averti que le président défendrait ses pouvoirs face aux ambitions du Congrès. Mais M. Bush lui-même a soigneusement évité d'adopter un ton aussi belliqueux ; et il a même refusé de dire s'il approuvait les propos de son vice-président.

Contrairement à M. Tower, M. Cheney n'est pas vraiment un

spécialiste des questions de défense, comme il le reconnaît lui-même. M. Sam Nunn devrait donc trouver en lui un interlocuteur plus facile, parce que moins éclairé, que M. Tower. Mais le nouveau candidat à la direction du Pentagone a la réputation d'être un homme coriace, très au fait des finances de la vie politique washingtonienne. C'est aussi un proche du conseiller national de sécurité, M. Brent Scowcroft, et du secrétaire d'État James Baker.

Élevé dans le Wyoming (dont il est le représentant depuis 1978), « Dick » (Richard) Cheney a connu une ascension politique rapide. Il avait trente-quatre ans quand il a succédé, en 1975, au poste de secrétaire général de la Maison Blanche, fonction de première importance. A la Chambre des représentants, il s'est hissé au rang de « numéro deux » parmi les républicains, et il siège à la commission du renseignement. Conservateur, il a soutenu le président Reagan dans la plupart de ses efforts, mais pas toujours : il a même joué un rôle majeur dans la révocation des élus républicains contre le projet de réforme fiscale lancé en 1985 par M. Reagan et finalement mené à bien grâce au soutien des démocrates.

Agé de quarante-huit ans, marié et père de deux filles, il semble mener une vie plus rangée que M. Tower. Par contre, il a déjà eu trois incidents cardiaques, et a dû se soumettre, l'an dernier, à un pontage coronarien : personne n'est parfait...

JAN KRAUZE.

Devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU

Condamnation pour le Chili indulgence pour Cuba

GENÈVE
de notre correspondant

Durant des années, le Chili a fait partie, avec l'Afrique du Sud et Israël, d'une « trinité maudite », rituellement condamnée par la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Peu à peu, grâce aux efforts des États-Unis et surtout moyennant l'acceptation par le gouvernement du général Pinochet d'un rapporteur spécial sur son territoire, la Commission s'est montrée moins sévère pour Santiago. Il n'empêche qu'au cours de la quarante-cinquième session de la Commission, une résolution sévère présentée par les pays occidentaux, auxquels s'était joint le Mexique, a été adoptée sans vote.

Le texte souligne certes l'adoption par le Chili de mesures « encourageantes » ; mais il précise que la Commission est « consternée par la persistance d'actes d'une violence extrême commis de toutes parts, lesquels ont exacerbé le climat d'insécurité » ; il rappelle « la persistance de violations graves des droits de l'homme et des libertés fondamentales... à savoir meurtres, séquestrations, disparitions, tortures, détentions arbitraires, mises au secret pendant de longues périodes, détentions pour des raisons politiques, menaces de mort et mesures d'intimidation à l'égard des opposants au régime ».

Autre État latino-américain sur la sellette à Genève, Cuba s'est mieux tiré d'affaire en dépit du rapport sur les violations des droits de l'homme rédigé par un groupe de travail de la Commission, qui s'était rendu sur l'île (le Monde du 14 mars). Le régime castriste a, désormais, toute chance de se plus être inséré à l'ordre du jour de la Commission

parmi les pays dont le respect des droits de l'homme laisse à désirer. Ce n'est certes pas là ce qu'avaient souhaité les États-Unis, dont l'activisme sur le sujet depuis deux ans avait été notable. Mais la délégation de Washington — conduite par le poète d'origine cubaine Armando Valladares, récemment naturalisé américain après plus de vingt années passées en prison dans l'île — s'est montrée particulièrement maladroite : au lieu de présenter, comme cela avait été convenu avec les autres délégations occidentales, une résolution commune, elle a soumis un texte très dur, n'ayant aucune chance d'être adopté compte tenu du nombre de pays du tiers-monde peu enclins à condamner catégoriquement Cuba.

C'est finalement un texte anodin déposé par la Colombie, le Mexique, Panama et le Pérou, et considéré au premier abord par les Occidentaux comme trop indulgent pour La Havane, mais finalement accepté de guerre lase après amendement, qui a été adopté « au finish » après une séance mouvementée, par 32 voix — dont celles de la France et des États-Unis, — 10 abstentions et 1 voix contre (celle du Maroc).

Tenant compte de la « volonté de coopérer » manifestée par La Havane, le texte demande qu'à l'avenir le suivi de toutes les questions touchant Cuba soit pris en charge par M. Páez de Cuellar et non plus par la commission. Etant donné le nombre des problèmes qui occupent déjà le secrétaire général des Nations unies, on peut imaginer que beaucoup d'aspects de la situation dans l'île carabé risquent de lui échapper.

ISABELLE VICHNIAC.

Europe

GRÈCE

L'attentat contre la BNP est revendiqué par un groupe « solidaire » d'Action directe

ATHÈNES
de notre correspondant

L'attentat à la bombe perpétré vendredi 10 mars contre le siège de la Banque nationale de Paris à Athènes a été revendiqué par « Solidarité révolutionnaire », une organisation extrémiste peu connue des services de police grecs. Dans le communiqué qu'elle a adressé à une radio munici-

pale d'Athènes, l'organisation se déclare « solidaire » des quatre membres d'Action directe récemment condamnés à la réclusion à perpétuité à Paris. Elle accuse la France de traquer, derrière une façade d'élégance de la mode et de la culture, une politique d'oppression et d'assassinat. Le groupe évoque également l'attaque terroriste contre le bateau de croisière City of Paris, qui avait fait neuf morts en juillet dernier. Cette opération, est-il dit dans le communiqué, eut lieu dans le cadre de l'« insurrection palestinienne ». Sont enfin dénoncés plusieurs sociétés françaises d'armement, telles que Dassault et les « fabricants d'armes », qui symbolisent « l'alliance de la terreur et des assassins ». L'attentat contre la BNP a causé d'importants dégâts matériels.

T. M.

● GRANDE-BRETAGNE : prison à perpétuité pour deux Siciles. — Deux militants sikhs ont été condamnés, vendredi 10 mars, à la prison à vie, par un tribunal de Londres, pour avoir abattu un dirigeant shikh modéré et deux de ses partisans, en 1987, à Southall. (Reuters.)

Dans « le Monde diplomatique » du mois de mars

Sables mouvants

L'économie libérale s'enfoncé dans les sables mouvants. Outre les OPA sauvages et la spéculation financière, Claude Julien évoque, dans le Monde diplomatique du mois de mars, d'autres pratiques capitalistes, très légales en elles-mêmes, qui permettent à leurs auteurs de s'enrichir à tout prix, parfois avec la complicité de l'État, et qui du coup les placent littéralement hors la loi au regard de la législation républicaine. André Postel-Vinay, dans cet esprit, établit un lien direct entre l'affaire Enxeta et l'endettement du tiers-monde.

Frénésie de consommation, déficits, endettements et, pour finir, coupures de protectionnisme : Marie-France Toinet décrit la spirale qui maintient l'économie des États-Unis en état de léthargie, sans cesse de ses partisans commerciaux ; mais aussi de ses « perdants », tels ceux qui font les frais de la création d'Amplex (Serge Halimi) ou les salariés à New-York (Hélène Fouyruvion). René Dumont, de son côté, attire l'attention sur la dangereuse baisse des stocks de céréales, alors que la production agricul-

taire ne suit plus le rythme de la croissance démographique.

Également au sommaire de ce numéro de mars : les ravages de la corruption aux Philippines ; les violences du Japon sur le Japon asiatique de développement ; une étude de Philippe Pons sur la société japonaise « en quête de vraies valeurs » ; la crise très exemplaire entre la Belgique et le Zaïre, etc. Devant la montée des intégrismes, Albert Memmi en appelle à un humanisme laïque. Une nouvelle inédite de l'écrivain turc Nedim Gürsel, le tunnel, évoque la mise en scène par les médias du drame de l'immigré dans cette Europe du grand marché qui elle-même cherche encore les moyens de préserver sa culture (Gérard Cassin). Max Gallo revient sur le passé historique pour mieux affirmer le rôle essentiel des nations dans cette Europe dominée par les affaires. Enfin Jean Klein expose les enjeux, pour l'avenir du continent, des négociations sur la réduction des forces classiques.

ROUMANIE : dans une lettre ouverte

Six anciens dirigeants dénoncent la politique de M. Ceausescu

Six anciens dirigeants roumains ont fait parvenir cette semaine à différents organes de presse occidentaux une lettre ouverte dans laquelle ils dénoncent la politique de M. Nicolae Ceausescu. Il s'agit de MM. Gheorghe Apostol, ancien numéro 2 du Parti communiste et patron des syndicats ; Alexandre Barladeanu, qui fut notamment chef de la section économique du comité central et président du comité du plan ; Corneliu Mănescu, ancien ministre des affaires étrangères et ambassadeur, notamment aux États-Unis et auprès de l'ONU ; Constantin Parvulescu, ancien membre du bureau politique chargé des cadres ;

et Silviu Brucan, ancien ambassadeur auprès de l'ONU, qui fut également responsable en chef de l'organe du parti *Scinteia* ; et Ion Răceanu.

Certaines de ces personnalités ont exercé leurs fonctions dirigeantes avant l'accession au pouvoir de M. Ceausescu, mais la plupart ont également travaillé sous sa direction. On croit savoir qu'ils sont tous encore membres du Parti communiste roumain.

Les signataires procèdent dans leur lettre à une critique systématique de la politique suivie depuis quinze ans, dans tous les secteurs, par le régime de M. Ceausescu, qu'ils accusent de ne pas respecter la Constitution, les résolutions en particulier que celui-ci s'est révélé incapable de nourrir la population roumaine et de pallier les pénuries dont elle souffre dans tous les domaines. Ils dénoncent l'arbitraire du régime et, entre autres, le fait que la construction du nouveau palais présidentiel, au centre de Bucarest, n'ait fait l'objet d'aucun budget précis. En ce qui concerne le plan de développement du territoire et de regroupement des populations dans des centres agro-industriels, ils observent que les déplacements forcés de villageois sont contraires à

URSS
Grève dans le Haut-Karabakh

Les Arméniens observent une nouvelle grève depuis le lundi 6 mars à Stepanakert, chef-lieu de la région du Haut-Karabakh, passée sous administration directe de Moscou depuis janvier, et-tout après auprès du quotidien *Sovetski Karabakh*.

La grève n'est pas totale, mais « beaucoup d'entreprises sont arrêtées », a indiqué un journaliste de ce quotidien local. Les grévistes avancent dix revendications, parmi lesquelles la rupture de tous les liens avec l'Azerbaïdjan — la République dont le Haut-Karabakh fait toujours officiellement partie — le rattachement de la région à l'Arménie, et la libération des membres du Comité Karabakh, emprisonnés à Moscou.

A Erevan, « plusieurs milliers de personnes » ont participé à une marche, mercredi, dans le centre-ville, sans que l'armée intervienne, ont indiqué des témoins. Il s'agissait du deuxième défilé toléré dans la capitale arménienne depuis l'imposition du couvre-feu, en novembre dernier. Le couvre-feu est toujours en vigueur au Haut-Karabakh, ainsi que dans les capitales et certaines régions d'Arménie et d'Azerbaïdjan. — (AFP.)

● Un nouveau président au Kazakhstan. — M. Mukhit Sagdiyev a été nommé vendredi 10 mars président de la République soviétique du Kazakhstan en remplacement de Zakach Kamalidenov, qui a quitté son poste en décembre, apparemment pour raison de santé. L'agence Tass rapporte que Sagdiyev est membre du comité central du Parti communiste kazakh et ex-président du Parti kazakh. — (Reuters.)

la Constitution. Cependant les signataires se disent prêts à accepter le dialogue avec M. Ceausescu si celui-ci renonce à son projet de « systématisation ».

Plusieurs personnalités qui, elles aussi, avaient exercé autrefois des fonctions dirigeantes, s'étaient déjà exprimées de manière individuelle pour critiquer le régime actuel à Bucarest. Tel avait été le cas notamment de M. Ion Gheorghe Măures, ancien premier ministre et membre du bureau politique. Mais c'est la première fois qu'un groupe d'anciens hauts responsables se réunit pour dénoncer la gestion de M. Ceausescu. Les observateurs remarquent qu'une telle démarche a difficilement pu passer entièrement insoupçonnée des services de sécurité roumains. Il est tentant d'en déduire que les signataires ont bénéficié soit de complicités, soit de puissants encouragements, éventuellement extérieurs. On rapprochera cette « lettre ouverte » de l'attitude observée, jeudi 9 mars, à Genève, par l'URSS et ses autres alliés du pacte de Varsovie qui ont, en ne prenant pas part au vote, laissé adopter par la Commission des droits de l'homme de l'ONU une résolution dénonçant la violation des libertés fondamentales en Roumanie.

durant cette période. L'organisation a notamment dénoncé des assassinats de civils, parfois à leur domicile, lors de descentes de police, ainsi que de nombreux cas de torture, de violences et de détentions arbitraires.

Le directeur des services secrets vénézuéliens, le vice-amiral Germán Rodríguez, a réfuté ces accusations, affirmant notamment qu'il n'y avait pas eu de cas de torture de prisonniers.

Le Congrès a par ailleurs ratifié, le 9 mars, le rétablissement de la liberté d'expression. Le gouvernement, qui avait dans un premier temps annoncé le rétablissement de toutes les libertés constitutionnelles, est revenu sur sa décision, estimant « prudent » de maintenir la suspension de certaines d'entre elles. Les autorités peuvent ainsi continuer à procéder à des arrestations sans mandat, perquisitionner les domiciles, interdire les réunions et les manifestations publiques, et limiter la libre circulation dans le pays et hors du pays. — (AFP, AP.)

La Commission des droits de l'homme de l'ONU a une résolution dénonçant la violation des libertés fondamentales en Roumanie.

A TRAVERS LE MONDE

Venezuela

Dénonciation des excès de la répression après les émeutes

M. Teodoro Petkoff, dirigeant du Mouvement pour le socialisme (MAS), ex-candidat à l'élection présidentielle de 1988, a accusé, vendredi 10 mars, la garde nationale, dépendant de l'armée, et la police politique d'avoir « exécuté » dix-neuf personnes, dont une fillette de huit ans ; cela se serait produit dans un bidonville de la périphérie de Caracas au cours des violentes émeutes qui ont secoué le Venezuela fin février en réponse à un train de mesures d'austérité. Un Comité des disparus a été constitué à l'initiative des parlementaires socialistes. Amnesty International a, pour sa part, réitéré au gouvernement du président Carlos Andrés Pérez, l'ouverture d'une enquête sur les violations des droits de l'homme qui ont été perpétrées

durant cette période. L'organisation a notamment dénoncé des assassinats de civils, parfois à leur domicile, lors de descentes de police, ainsi que de nombreux cas de torture, de violences et de détentions arbitraires.

Le Congrès a par ailleurs ratifié, le 9 mars, le rétablissement de la liberté d'expression. Le gouvernement, qui avait dans un premier temps annoncé le rétablissement de toutes les libertés constitutionnelles, est revenu sur sa décision, estimant « prudent » de maintenir la suspension de certaines d'entre elles. Les autorités peuvent ainsi continuer à procéder à des arrestations sans mandat, perquisitionner les domiciles, interdire les réunions et les manifestations publiques, et limiter la libre circulation dans le pays et hors du pays. — (AFP, AP.)

Chine

La loi martiale reste en vigueur au Tibet

De nouvelles arrestations auraient eu lieu, vendredi 10 mars, à Lhassa, mais le jour du 30^e anniversaire du soulèvement avorté de 1959 (lire page 2), semble s'être déroulé sans signes de troubles. La loi martiale reste en vigueur et tous les étrangers ont été expulsés du Tibet. L'armée et les forces de sécurité chinoises ont reçu l'injonction officielle de respecter les règles sur l'usage des armes à feu et d'« obéir aux ordres ».

À l'étranger, Londres a tenu, vendredi, à « réaffirmer son trouble » après les morts survenus ces derniers jours au Tibet. Une manifestation de 1 500 Tibétains et Suisses a eu lieu devant l'ambassade de Chine à Berne.

سكوا من الأصل

Asie

BIRMANIE : de l'impasse à l'enlèvement

Les militaires gouvernent à vue

AFGHANISTAN

Combats acharnés à Jalalabad

Alors que les combats continuent de faire rage à Jalalabad, vendredi 10 mars, le président Najibullah a demandé à l'URSS et aux Etats-Unis « en tant que garants des accords de Genève, de prendre les mesures nécessaires pour empêcher une aggravation de la situation ». Kaboul a accusé le Pakistan d'avoir planifié et organisé la première grande offensive de la résistance depuis le retrait des troupes soviétiques.

Sur le terrain, selon l'agence Tass, des combats acharnés se sont déroulés encore vendredi autour de l'aéroport de Jalalabad. Tass affirme que Kaboul a été contraint d'envoyer des renforts à Jalalabad. Les résistants pillent la ville tandis que les gouvernements tirent, à partir de Kaboul, des missiles Scud sur les positions des moudjahiddines.

Plusieurs centaines de morts

Alors que Kaboul déclarait que les combats se poursuivaient autour des avant-postes gouvernementaux qui protègent Jalalabad, la résistance a affirmé, vendredi, avoir pris l'aéroport ainsi que la vieille ville. Un porte-parole officiel à Kaboul a fait état de plusieurs centaines de morts, sans autre précision.

Entre-temps, une première réunion, en territoire afghan, du gouvernement provisoire de la résistance a eu lieu à proximité de la frontière pakistanaise. Dix ministres sur seize y ont participé. La résistance espérait pouvoir tenir cette réunion à Jalalabad avant la conférence ministérielle de l'organisation de la conférence islamique, qui s'ouvre lundi à Ryad. — (AFP, AP, Reuters.)

● VIETNAM : disette. — Le Quan Doi Nhan Dan, quotidien de l'armée vietnamienne, a affirmé, samedi 11 mars, qu'un million de personnes environ étaient touchées par une disette dans les provinces de Thanh-Hoa et de Nghe-Tinh (Centre-Nord), déjà affectées l'an dernier à la même époque. La disette menaçait également dans les provinces de Lang-Son et de Bao-Thai (Nord) et de Binh-Tri-Thien, Quang Nam-Da Dang et de Gia Lai-Kontum (Centre). — (AFP.)

La junte militaire birmane a annoncé que les élections générales, promises au lendemain du coup d'Etat du 18 septembre 1988, auraient lieu l'an prochain. Mais personne ne croit plus à une réelle libéralisation du régime en dépit de la volonté qu'il manifeste de sortir de son isolement.

RANGOUN

L'index posé à la verticale sur les lèvres serrées s'abaissa vite pour rejoindre les autres doigts, imitant alors le doigt sur la détente, avant de se retourner contre la poitrine de l'interlocuteur résolument muet : en trois gestes et un regard qui ne cille pas, le bonze en robe safran à Shwedagon vient de nous résumer ce qui se passe à Rangoun. Symbole ? La célèbre Pagode d'or est sous haute surveillance : au bout de l'escalier de l'entrée principale, une demi-douzaine de jeunes soldats en uniforme veillent, pieds nus et mitraillette à la main. Les trois autres portes sont gardées de la même manière.

Un rapide coup d'œil sur les cours attenantes révèle un spectacle pour le moins surprenant : des soldats vautreés sur des nattes, d'autres jouant aux cartes, fusils en vrac appuyés aux murs des chapelles, quand ce n'est pas directement sur les statues de Bouddha. Plusieurs sanctuaires à l'intérieur de la pagode ont été ainsi investis et transformés en cantonnements. « C'est temporaire », explique tout de même un fidèle, mais, en attendant, les habitants de la ville qui vaguent à leurs occupations religieuses feignent d'ignorer les intrus, et les moines les toisent sans indulgence.

Ne serait-ce cette présence incongrue sur le parvis sacré, en apparence tout est plutôt calme à Rangoun. Des camions militaires passent parfois à tombeau ouvert, suivis d'un regard noir par les piétons. Dans les églises et sur les marchés, on soupèse, on marchandise, et on cause. Des prix qui augmentent, du mécontentement qui s'installe, de la peur qui bride les élan, du ras-le-bol des militaires, des espoirs qui s'effritent.

Les cours dans les écoles et les universités sont toujours suspendus, et le gouvernement a lancé une sévère mise en garde à tous ceux qui seraient tentés de trouver quelque

chose à y redire. Si le couvre-feu, naguère du crépuscule à l'aube, maintenant de 10 heures du soir à 4 heures du matin, s'est un peu assoupli, les cinémas n'ont toujours pas rouvert leurs portes. « Depuis longtemps déjà, depuis plus de cinq mois », soupire une jeune fille. Une manière de dire « depuis le coup de force du 18 septembre dernier ».

Un malaise perceptible

Les nouveaux maîtres de ce pays secret et fermé n'ont pas renoncé à le maintenir à l'abri des regards indiscrets. Ce n'est que depuis fin décembre que quelques hommes d'affaires et les tout premiers groupes de touristes ont à nouveau reçu des visas distribués au compte-gouttes. Lors de notre passage à Rangoun, le vénérable hôtel Strand, vestige de l'Empire britannique, n'aurait que neuf voyageurs dans sa centaine de chambres, et les étrangers étaient encore plus rares à Mandalay. Selon l'Office du tourisme, la Birmanie a accueilli à peine cent cinquante-huit visiteurs en janvier, alors que l'an dernier, à la même époque, elle en dénombreait près de deux cents par jour.

Dans les petits villages poussés le long de la route de Pagan à Mandalay, où rien n'a changé depuis des lustres, les militaires sont moins voyants que dans la capitale, et des permanences de formations politiques nouvellement créées ont fait leur apparition. Mais, là aussi, le malaise est perceptible. Comme jamais peut-être auparavant, l'homme de la rue s'exprime et commente à sa façon les récents événements, la brutalité de la répression et la soif très réelle de changement, une volonté clairement affirmée de démocratie. « Cela ne peut durer », confie un jeune vendeur à la foire villageoise de Nyan-U, près de Pagan. « Les Birmans perdent patience, nous avons besoin d'autre chose ».

Le général Saw Maung s'efforce de donner le change en assurant publiquement qu'il était seul au gouvernement. Mais en admettant dans la foulée qu'il considérait le général Ne Win « comme son père », il a jeté le mouchoir.

Pourtant, bien plus que son prédécesseur, le général Saw Maung se montre habile. En apparence, du moins. Ainsi, à la suite de la débâcle du parti unique du Programme

socialiste birman, il a laissé le champ libre au foisonnement de nouvelles formations : plus de deux cents partis politiques ont été officiellement légalisés. La plupart d'entre eux ont demandé leur reconnaissance pour bénéficier d'avantages pratiques, tel l'installation de deux lignes téléphoniques et l'allocation d'un quota supérieur d'essence. Nombre de ces partis ne sont que des émanations de l'ancien parti officiel. Mais le prétexte est tout trouvé pour les autorités de prétendre que plus personne ne se retrouve dans ce fouillis qui rend plus difficile l'établissement des registres électoraux. En attendant, le droit de réunion et d'expression, écrite ou parlée, demeure strictement limité. Les manifestations publiques sont interdites et il n'existe plus qu'un seul quotidien, *The Working People's Daily* en birman et en anglais, les autres journaux officiels ayant été supprimés par manque de moyens.

La difficile ouverture

Dans le domaine économique, l'ambiguïté n'est pas moindre. L'ouverture aux investisseurs étrangers, décidée fin novembre, peine à se concrétiser faute de structures légales efficaces. La légendaire bureaucratie, mise à rude épreuve par les événements de l'an dernier, n'a pas disparu pour autant et se montre incapable de prendre en charge le changement. Des hommes d'affaires, notamment thaïlandais, singapouriens et taiwanais, ont bien fait le voyage de Rangoun, mais se disent finalement assez sceptiques : l'inefficacité administrative, la corruption et le manque de fonds clairs, même dans le pays n'inspirent guère confiance. Jusqu'ici, seule une firme ouest-allemande, la société Fritz Werner, avait pu signer un contrat de joint-venture en Birmanie : elle construit des machines pour fabriquer des armes.

Cela ne suffit cependant pas à garantir l'avenir du régime militaire. A un homme d'affaires danois venu négocier la vente de rouleaux-compresseurs, le ministre du commerce, le colonel Abel, a dit : « Revenez me voir dans quelques mois, si je suis encore là ». Autre signe de l'incapacité du marmasse, la situation des Burma Airways. Après quatre catastrophes en une année, la ligne aérienne nationale ne dispose plus que de huit appareils.

Elle a suspendu ses liaisons internationales, et — nous a confié un pilote — tous les vols intérieurs sont effectués avec seulement trois avions, les autres servant de réserve pour les pièces de rechange et le brocage.

De même, les conditions d'existence déjà précaires de la population ne cessent de se détériorer. Les autorités recourent à la planche à billets pour payer les fonctionnaires, et les prix montent en flèche. Rationnée, l'essence entre en grande partie en contrebande pour approvisionner le marché noir, tandis qu'une part importante de la production de riz est détournée du marché intérieur pour être exportée illégalement. Habitée à vivre en autarcie, la Birmanie ne subsiste que grâce à la contrebande, et ce n'est que dernièrement que les particuliers ont été autorisés à fuir directement du commerce avec la Chine.

Soumise à une étroite surveillance, l'opposition n'a guère les moyens de se faire entendre, d'autant qu'une certaine crainte reste manifeste. A Rangoun, quelque mille cinq cents personnes seraient toujours détenues, et les arrestations se poursuivent. Fin janvier, l'armée a arrêté trente-quatre organisateurs de la visite, dans le bassin de l'Irrawaddy, de M^{me} Aung San Suu Kyi, fille du héros de l'indépendance et secrétaire générale de la Ligue nationale pour la démocratie.

La fille du héros de l'indépendance

Devenue incontestablement la personnalité la plus populaire, cette femme de quarante-trois ans sillonne inlassablement l'intérieur du pays pour asseoir sa nouvelle formation, quitte à se heurter à l'hostilité déclarée des caciques locaux de l'ancien parti au pouvoir, décidés à ne pas perdre leurs privilèges. Lors de ses déplacements, elle-même et ses partisans sont constamment l'objet de brimades et de mesures d'intimidation de la part des militaires. Empêchée de prendre la parole en public et de voyager sans autorisation, elle n'en attire pas moins les foules sur son passage. Son parti, dont on peut voir l'emblème jusque dans les plus petits villages, revendique actuellement trois millions d'adhérents. Malgré l'impitoyable reprise en main qui a suivi le coup de force du général Saw Maung, elle espère encore en une transition démocratique et réclame la fixation d'une date

pour les élections. « Si le pourrissement se prolonge, il y a fort à parier que le peuple retournera dans la rue », indique M. Myint Swe, bras droit de M^{me} Aung San Suu Kyi. « Nous ne pouvons que protester contre l'armée. Que faire d'autre ? »

En attendant, le *Journal officiel* montre des généraux en train de jouer au golf et vante à longueur de colonne les mérites de *taimadaw* (l'armée) pour préserver l'unité nationale. Un pavé publié chaque jour en première page rappelle que « seul le respect de la loi, de l'ordre et de la paix peut garantir la vie et les biens du peuple ». Les militaires répètent qu'ils organiseront des élections, mais précisent que cela sera seulement possible si les partis politiques, les étudiants et le peuple coopèrent pour la restauration de la loi et de l'ordre. « Pendant vingt-cinq ans, écrit-il fin janvier le *Journal officiel*, le peuple birman a été habitué au système du parti unique. Il n'a pas l'expérience des pratiques démocratiques. Si le pluralisme est introduit prématurément, cela aura des conséquences néfastes pour le pays ».

Dans les pagodes et les monastères, tout paraît normal, à quelques exceptions près. Le matin, bonzes et nonnes sortent comme à l'accoutumée mendier leur nourriture quotidienne, avant de poursuivre leurs activités routinières. « L'armée jaune », comme les appelle d'aucuns, serait-elle définitivement retournée à ses chères études ? Pas forcément, car l'influence de la communauté monastique demeure grande sur l'opinion populaire, et à l'abri des regards indiscrets, des moines ne mâchent ni leur amertume ni leurs mots pour condamner l'actuel régime.

U Nu, qui se considère toujours comme le premier ministre légal, même s'il a été évincé du pouvoir par le coup d'Etat de Ne Win en 1962, doute de la bonne foi des forces armées. « Les militaires », explique le vieux leader tout étonné de nous voir débarquer chez lui, comprennent comme tout le monde que la restauration de la démocratie est dans l'intérêt de la Birmanie. Mais ce n'est pas leur. Ils s'accrochent à leurs privilèges, et nous, nous n'avons pas d'argent. Comment faire quand ils n'hésitent pas à tirer sur une foule désarmée ? Nous voulons la démocratie, et nous l'aurons un jour. Mais à quel prix ?

JEAN-CLAUDE BUHNER.

Afrique

La Namibie en marche vers l'indépendance

(Suite de la première page.)

Des propositions seront faites par le gouvernement de Pretoria en ce sens.

Depuis le 1^{er} mars, le gouverneur de l'Afrique du Sud en Namibie est seul maître à bord. Le gouvernement intérimaire mis en place par le président Pieter Botha en juin 1985 a été dissous le 28 février. Des représentants de l'ONU, dont le général indien Prem Chand, arrivé le 26 février, sont à pied d'œuvre. Les premiers « casques bleus » sont attendus dans quelques jours. Le 1^{er} avril, jour de la mise en application de la résolution 435 des Nations unies, le représentant spécial de l'ONU, un Irlandais, M. Marti Ahtisaari, arrivera à Windhoek ; le SWAPO lui prépare un accueil triomphal.

Après soixante-quatorze ans de tutelle sud-africaine et presque vingt-trois ans de guerre, ce territoire grand comme la France et l'Italie réunies, en grande partie désertique, peuplé seulement de un million deux cent mille habitants, va enfin pouvoir se débarrasser du qualificatif de « dernière colonie d'Afrique ». Le peuple est prêt, mais tout peut encore arriver », fait remarquer M. Jerry Ekandjo, un porte-parole de la SWAPO.

Pour beaucoup de gens toutefois, le processus paraît bien engagé. M. Pienaar est déjà en train de mettre la dernière main aux trois décrets qui régleront les élections prévues au début de novembre. Cinq cents à six cents bureaux d'enregistrement seront installés à travers le pays, du 1^{er} avril à la mi-

septembre. Tous ceux qui sont nés en Namibie, même s'ils n'y résident pas, notamment les réfugiés en Angola, seront admis à voter, ainsi que tous ceux qui vivent sur place depuis une période qui reste à déterminer (entre un et quatre ans).

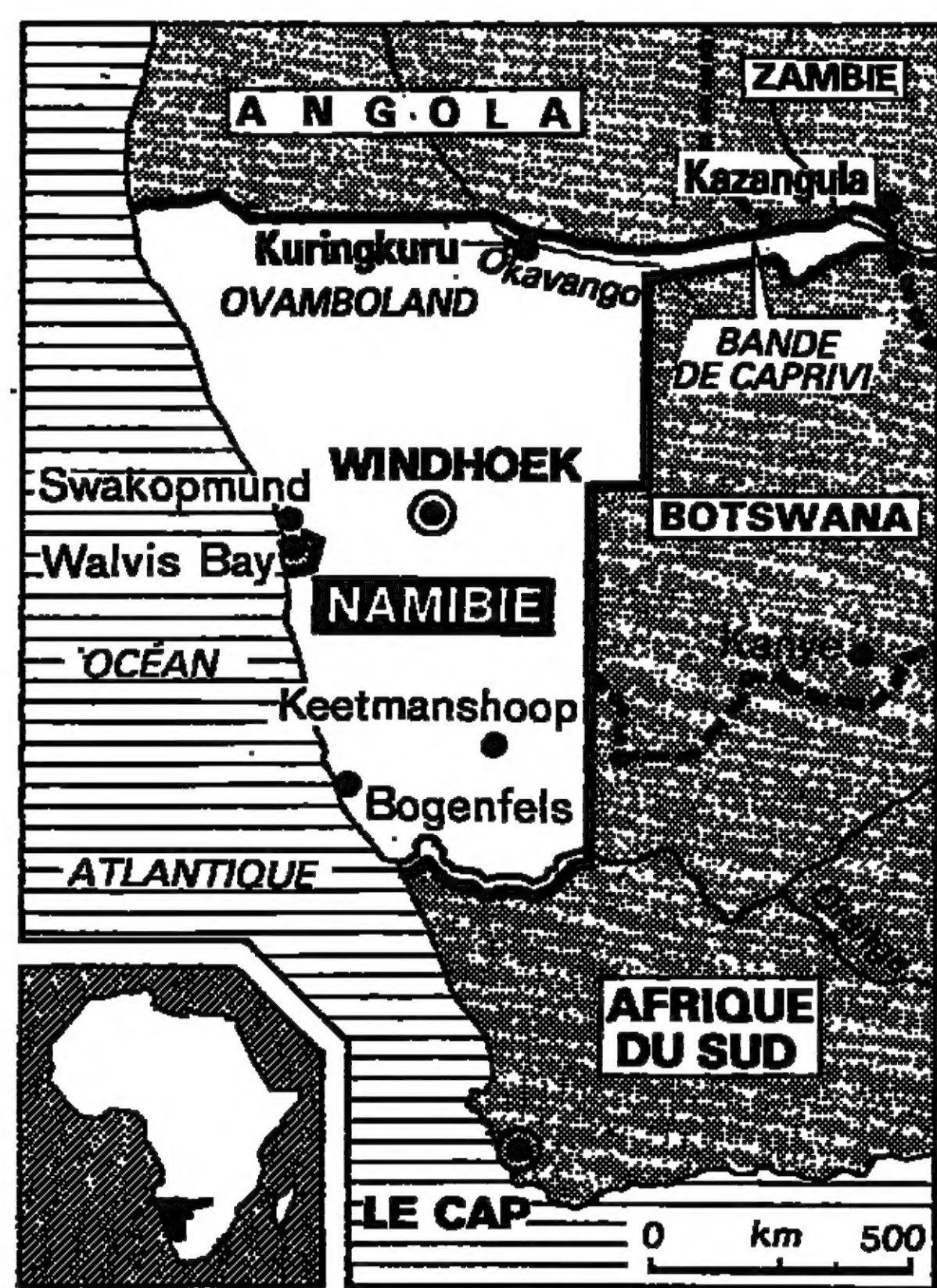
Enfin, M. Pienaar a fixé l'âge minimum à vingt et un ans, provoquant les protestations de la SWAPO, qui exige dix-huit ans. Rien n'est encore décidé quant à la nationalité des candidats. M. Ahtisaari aura son mot à dire et, d'ailleurs, M. Pienaar se déclare totalement « ouvert », précisant qu'il n'a aucun doute sur le caractère « libre et équitable » des élections. Il qualifie de « complètes » les élections de 1978, les alléguant selon lesquelles des cartes d'identité sont distribuées à des rebelles de l'UNITA à la frontière anglo-namibienne, en expliquant que ce seul document n'autorise pas à voter.

Retour des réfugiés

A partir de la mi-mai, soixante-dix mille à quatre-vingt mille réfugiés seront autorisés à revenir au pays. Des structures vont être mises en place pour les accueillir. Tous les prisonniers politiques seront libérés. La branche armée de la SWAPO, l'Armée populaire de libération de la Namibie (PLAN), environ huit mille à neuf mille hommes, déposera les fusils à la frontière. Les membres des forces namibiennes — huit mille à dix mille soldats, selon M. Pienaar — seront démobilisés, leurs armes remises et toutes les troupes de Pretoria devront avoir quitté le pays d'ici au 1^{er} juillet, à l'exception de mille cinq cents hommes.

M. Pienaar affirme qu'il « ne représente plus son pays, mais le processus d'indépendance » mis sur pied par les Nations unies et accepté par la SWAPO. Il se déclare « prisonnier de la résolution 435 » qui leur commande d'agir de façon « impartiale », « comme un juge », sous le contrôle de M. Ahtisaari, bien qu'il lui revienne de droit de prendre les décisions concernant l'administration du territoire.

Petit à petit, le mécanisme se met en place. Son fonctionnement donnera vraisemblablement lieu à des controverses, voire à des heurts



entre anciens ennemis. La réduction du contingent des « casques bleus » — de sept mille cinq cents à quatre mille six cent cinquante — suscite la colère de la SWAPO. M. Ekandjo peste contre les membres occidentaux du Conseil de sécurité, estimant qu'ils peuvent payer « avec l'argent de tous les minéraux dont le pays a été pillé ».

Le mouvement indépendantiste craint des tentatives de déstabilisation et les « procédés déloyaux » de l'Afrique du Sud pour empêcher d'atteindre la majorité des deux tiers dans l'Assemblée constituante qui sortira des urnes en novembre. Une majorité qui permettrait à la SWAPO de rédiger comme elle l'entend la Constitution, sans avoir à rechercher une alliance qui retarderait l'accès à l'indépendance.

Le mouvement de Sam Nujoma, après trente-deux ans d'existence, croit pouvoir atteindre ce seuil décisif. Il entend ouvrir la campagne électorale dès le 1^{er} juillet. Auparavant, ses responsables locaux souhaitent qu'un cessez-le-feu en bonne et due forme soit signé avec l'Afrique du Sud, qui s'y refuse. Pretoria se retranche derrière le protocole de Genève d'août 1988, qui a institué une cessation de fait des hostilités.

La machine est désormais en marche. Après vingt-deux ans de guerre, la paix est une réalité, même si elle reste fragile. Le dispositif de sécurité s'est relâché dans les magasins de Windhoek ; le couvre-feu a été levé, dans le Nord, le 20 février. La capitale attend des « casques bleus » ainsi qu'un futur incertain.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Quarante-deux ans de contentieux avec l'ONU

La Namibie était une colonie allemande, obtenue par Bismarck à la conférence de Berlin en 1885, lorsque, pendant la première guerre mondiale, les Alliés demandèrent à ce qu'elle soit alors l'Union sud-africaine d'en prendre le contrôle. Il fallut un an de combats entre Blancs pour que le territoire change effectivement de main. En 1919, au traité de Versailles, Pretoria fut chargée de l'administrer avec obligation de faire un rapport annuel à la Société des Nations.

En 1946, l'Afrique du Sud refusa de remettre son mandat à l'ONU qui succédait à la SDN. En 1948, elle décida que le territoire serait représenté par six députés à son Parlement, ce qui aboutissait à en faire une simple province. Diverses recommandations de l'ONU et un avis défavorable de la Cour internationale de justice de La Haye restèrent sans effet.

Constituée à l'origine sur une base tribale, l'Ovamboland People's

Organisation fut le premier parti nationaliste. Elle devint en 1960 la South West African People's Organisation (SWAPO). Bien que le mouvement de M. Sam Nujoma se réfère toujours dans ce sigle à ce qu'on appelait naguère le Sud-Ouest africain, l'ONU et l'OUA appellent maintenant la Namibie (du nom du désert qui en occupe une grande étendue).

Le processus de décolonisation active s'est mis en marche le 29 septembre 1978 avec l'adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 435 réclamant l'indépendance.

C'est seulement en août 1988, par un accord conclu à Genève entre Luanda, La Haye et Pretoria pour un règlement de paix dans la région qui fait le problème namibien à la guerre civile en Angola, que l'Afrique du Sud accepta de collaborer avec l'ONU.

Le conflit du Sahara occidental

Le Polisario annonce une reprise des combats

Les combattants du Front Polisario ont repris, au début du mois, leurs opérations militaires au Sahara occidental après une trêve officielle de plusieurs semaines, a annoncé le secrétaire général du mouvement indépendantiste sahraoui, M. Mohamed Abdelaziz, dans une interview diffusée, vendredi 10 mars, par la télévision espagnole.

« Les opérations militaires ont repris hier sur tous les fronts », a déclaré M. Abdelaziz, dans cette interview recueillie le 2 mars dans le désert près de l'ossuaire algérienne de Tindouf.

Le Polisario avait annoncé le 28 janvier une trêve unilatérale pour février afin de favoriser la poursuite du dialogue direct avec le Maroc entamé début janvier à Marrakech.

« Les opérations vont désormais se poursuivre sur une base régulière », a ajouté M. Abdelaziz.

On a, par ailleurs, appris aux Nations unies, que les travaux de remise à jour des listes de recensement de la population sahraoui — une tâche indispensable pour la préparation du référendum — se poursuivent activement avec le concours d'experts espagnols ayant effectué en 1974 le seul recensement jamais mené à bien dans le territoire. — (Reuters, AFP.)

QUELLES SONT LES DIFFERENCES ENTRE LA DROITE ET LA GAUCHE ?

REPONSE PAGE 135 DU LIVRE
SOPHES, L'ÉTAT DE L'OPINION 1989
EDITIONS DU SEUIL

Politique

Le premier tour des élections municipales

Le Front national présent dans la moitié des grandes villes

Le Front national est présent au premier tour des élections législatives, le 12 mars, dans un peu plus de la moitié des villes de plus de 20 000 habitants — 214 sur 390 — et dans environ un tiers de toutes les communes ayant une population supérieure à 9 000 habitants — 306 sur plus de 900. Dans 192 villes de cette dernière catégorie, le mouvement d'extrême-droite présente une liste homogène composée uniquement de candidats se réclamant du FN et dans les 114 autres cas, il fait équipe avec un ou plusieurs partenaires. La plupart du temps, il s'agit de candidats « divers droite » ou de candidats classés « extrême droite » par le ministère de l'Intérieur.

Seul ou associé à d'autres, le Front national est en course dans les villes de plus de 9 000 habitants de trois départements sur quatre. Les vingt-six départements d'où il est absent sont les suivants : Ain, Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Ardèche, Ariège, Aveyron, Cantal, Charente, Corrèze, Haute-Corse, Creuse, Lot, Lozère, Manche, Haute-Marne, Mayenne, Meuse, Nièvre, Orne, Haute-Saône, Savoie, Deux-Sèvres, Tarn-et-Garonne, Vienne et Haute-Vienne.

Les grandes villes dans lesquelles le mouvement de M. Jean-Marie Le Pen n'est pas parvenu à constituer une liste sont : Sedan, Marquise, Caen, Angoulême, La Rochelle, Tulle, Périgueux, Valence, Chartres, Mont-de-Marsan, Cahors, Angers, Saint-Lô et Cherbourg, Laval, Nevers, Alençon, Calais, Vesoul, Chambéry, Niort, Albi, Montauban, La Rochelle-sur-Yon, Limoges (1), Epinal, Nanterre, Bobigny et Pontivy.

En revanche, le Front présente une liste, ou en soutient une, dans dix communes des Alpes-Maritimes dont Nice, Cannes et Antibes, dans quatorze des Bouches-du-Rhône dont Marseille (tous secteurs), Aix-en-Provence et Arles, dans neuf de la Gironde dont Bordeaux et Mérignac, dans six de l'Hérault dont Montpellier et Béziers, dans six de la Loire dont Saint-Etienne, dans vingt du Nord dont Lille, Roubaix et Tourcoing, dans douze des deux départements alsaciens,

dans quatorze du Rhône dont Lyon (tous secteurs), ainsi que dans les vingt arrondissements de Paris. Le président du FN est lui-même tête de liste dans le vingtième dont il est conseiller sortant.

Le mouvement d'extrême droite est aussi en lice dans onze villes du Var et dans onze du Vaucluse. Quant aux départements de la couronne parisienne, ils constituent un important contingent de villes de plus de 9 000 habitants où se présente le Front national : Essonne (12 communes), Hauts-de-Seine (21), Seine-Saint-Denis (27), Val-de-Marne (17) et Val-d'Oise (11).

Au total, les listes FN étaient légèrement plus présentes dans les villes de droite que dans celles de gauche : 119 contre 83. Les amis de M. Le Pen conduisent une liste dans cinquante-cinq villes dirigées par le RPR, quarante-six gérées par l'UDF et dix-huit classées « divers droite ». Ils défendent leurs chances dans quarante-quatre villes à direction socialiste et dans trente-neuf à direction communiste.

Ententes cordiales

Là où ils ne sont pas uniquement entre eux, les candidats du Front national font, le plus souvent, équipe avec des « divers droite ». La tactique utilisée par le FN a été d'attribuer cette étiquette à des candidats qui se réclament Front national, après les élections. Cependant, le mécanisme est parfois un peu voyant. Ainsi à La Ricamarie (Loire), sur trente-trois candidats, il y en a un seul étiqueté FN qui conduit une liste de vingt-neuf « divers droite », un RPR et un UDF ! A Sarrebourg (Moselle), la liste d'extrême droite ne comporte que trois candidats du Front national et trente « divers droite ».

Il arrive que des candidats RPR et UDF se trouvent sur une liste conduite par un candidat FN, comme à Mougins (Alpes-Maritimes), Pierrelatte (Drôme), Evreux et Vernon (Eure), Alès et Saint-Gilles — la base arrière des croisés —, fait remarquer M. Carl Lang, secrétaire général du FN, en estimant que M. Charles de Chambrun (FN) peut prendre cette commune du Gard — Agde (Hérault), Anzin et Saint-Amand-les-Eaux (Nord).

● M. Pierre Joxe et la transparence. — M. Joxe, chef de file socialiste, annonce que, s'il est élu au Conseil de Paris, il demandera « que tous les débats de ce Conseil soient télévisés en direct dans le but d'instaurer une plus grande transparence ». Il a précisé que si, « un jour », il était élu maire de Paris il abandonnerait aussitôt ses fonctions ministérielles.

Chantilly (Oise), Perpignan (Pyrénées Orientales), Juvisy (Essonne), ... A Colmar, ce sont treize « régionalistes » qui figurent sur la liste d'extrême droite. Parfois, un « écologiste » est rattaché sur ces listes comme à Alès, encore.

Enfin, si les têtes de listes RPR, UDF ou « divers droite » sont assez peu souvent cause commune — ouvertement — avec le Front national, il existe pourtant, au moins, vingt-huit cas dans des villes de plus de 9 000 habitants qui enregistrent la règle du refus d'alliance avec le FN fixée par les dirigeants du RPR et de l'UDF. Ainsi, le maire sortant (RPR) de Manosque (Hautes-Alpes) a pris quatre candidats FN sur sa liste, le maire sortant (UDF) de Pertuis (Vaucluse), lui, en a mis cinq et celui de Longjumeau (Essonne), classé « divers droite », s'est assuré le concours de quatre candidats d'extrême droite. Plus modeste, le maire sortant (RPR) de Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes) est content d'un seul colistier du Front national, tout comme le maire sortant (divers droite) de Montfermeil (Seine-Saint-Denis).

Un palmarès de l'entente cordiale avec le FN, le chef de file RPR de Châteaufort-Montigny (Bouches-du-Rhône) arrive loin devant avec treize candidats du Front sur sa liste. Ceux de Gardanne (Bouches-du-Rhône) et du Pontet (Vaucluse), même étiquette, n'en ont pris que six et celui de Rognac (Bouches-du-Rhône), classé UDF, en a choisi quatre. Les têtes de listes UDF à Nanterre (Haute-de-Seine), Bobigny (Seine-Saint-Denis) et celles du RPR à Bourg-lès-Valence (Drôme), Mont-de-Marsan (Landes), Longwy (Meurthe-et-Moselle) et Brie-Comte-Robert (Seine-et-Marne) sont dans le même cas. D'énigmatiques « divers droite » font la même opération à Pierrelatte (Drôme), Beaucaire (Gard), Mauguio (Hérault), Woippy (Moselle), Aulnoy (Nord), Meyzieu (Rhône), La Fliche (Sarthe), L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne), Eragny-sur-Oise (Val-d'Oise) et Conflam-Sainte-Honorine (Yvelines).

OLIVIER BIFFAUD.

(1) En revanche, le Front national présente une liste à Oradour-sur-Glane.

AIX-EN-PROVENCE de notre correspondant régional

Comme s'en amuse M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca, le maire sortant et député (UDF), les élections municipales à Aix-en-Provence, « c'est le complot des blouses blanches... ». Le scrutin se résume essentiellement, en effet, à une bataille entre trois médecins : M. de Peretti lui-même et M. Jean-Pierre Bouvet, l'un de ses adjoints (RPR), conseiller général d'Aix-Nord-Est, qui s'opposent dans une primaire à droite, ainsi que M. Jean-François Picheral, conseiller régional et général (PS), qui conduit une liste de la majorité présidentielle.

Singulière revanche du corps médical aixois dans une ville vouée à la basoche et qui — M. de Peretti a fait ses comptes — a été administrée, jusqu'en 1983, par des juristes, pendant quatre-vingt-dix-sept ans. Cinq autres listes sont en présence dont celle du Front national, conduite par M. Philippe Milliau, qui pourrait bien être l'arbitre de la situation.

L'opposition n'a pas pu s'entendre pour la composition d'une liste unique qui lui aurait assuré, à coup sûr, la victoire. Personnage haut en couleurs, qui se définit comme « un homme politique atypique », M. de Peretti, dont le moindre des originaux n'est pas d'avoir des « appartements », a refusé d'appliquer l'accord conclu, au niveau national, entre l'UDF et le RPR. La majorité municipale sortante avait, en fait, éclaté depuis deux ans. M. de Peretti terminant péniblement son mandat sans avoir pu faire voter son dernier budget.

On retrouve aujourd'hui vingt et un de ses membres sur la liste de M. de Peretti et neuf autres sur celle de M. Bouvet. Cependant, si M. de Peretti a reçu l'investiture de l'UDF et M. Bouvet celles du RPR, du CNF et, sur le plan départemental, du CDS, chacun peut revendiquer la présence sur sa liste de candidats de droite de tous bords.

La primaire qu'ils s'approprient à disputer apparaît des plus serrées. M. de Peretti pourrait partir de sa mise en cause dans l'affaire des fausses factures du Sud-Est. Accusé d'avoir touché un pot-de-vin de 70 000 francs, le maire d'Aix, contre lequel a été requis une inculpation, se dit pourtant « sans peur, car sans reproche ». Il n'a pas hésité à poursuivre en dénonciation calomnieuse son accusateur, le directeur général de la SORMAE, M. Paul Poltier.

Restent ses foucades et sa réputation d'autoritarisme et d'intolérance (il est l'un des rares maires à avoir interdit dans sa ville le film *Le Dernier Tentation du Christ*) répandue par ses propres « amis ». Jamais avaro de formules imagées autant que sybillines, il compare la candidature de M. Bouvet à « un coup de Blitzkrieg par une panzer division ».

Aix-en-Provence : la bataille des blouses blanches

sur les terrains de golf d'Aix-en-Provence. Bref, il s'en gausse et ne doute pas qu'il arrivera en tête le 12 mars, en puisant sa confiance dans le fait qu'il a déjà participé avec succès à sept scrutins depuis 1979 (maire d'Aix-en-Provence depuis 1983, il siège au conseil municipal depuis dix ans et a été élu à plusieurs reprises conseiller général et député).

M. Bouvet, qui était un opposant déclaré de M. de Peretti dans la majorité sortante, estime, de son côté, qu'il a les meilleures chances de l'emporter et d'être le « rassembleur » de la droite aixoise. Il bénéficie du soutien du RECOURS, non négligeable dans une ville où 25 % de l'électorat est d'origine pied-noir.

L'un et l'autre sont pourtant fortement concurrencés par M. Milliau, qui, aux élections cantonales de septembre dernier, a recueilli 22 % des suffrages exprimés et a contribué à faire battre un élu RPR.

Beaucoup d'amis dans la ville

Dans la foulée, le candidat du Front national a lancé aussitôt sa campagne pour les municipales à grand renfort d'affiches. Son thème principal : « La compétence pour gérer », qu'il assure avoir acquise à la faveur d'une « triple expérience » : universitaire (il est diplômé d'HEC et a enseigné l'économie), professionnelle (il dirige une société spécialisée dans la communication directe) et des affaires publiques (il est élu du conseil régional d'Ile-de-France).

Les résultats obtenus par chacun au premier tour de scrutin décideront des alliances au second. M. Bouvet affirme qu'il « fera tout pour fusionner sa liste avec celle de M. de Peretti et avec aucune autre », excitant donc un accord avec le Front national.

M. de Peretti est beaucoup plus pragmatique. Il s'entendra « avec l'un ou avec l'autre », voire « avec les deux », après avoir analysé « le

champ de bataille ». La fusion avec la liste du Front national ne lui pose aucun problème puisqu'il a déjà pris sur sa liste une candidate léniste, Mme Claude Lemery, conseiller régional, et qu'il a « beaucoup de ses amis dans la ville » chez M. Milliau.

Le candidat du Front national a compris le message et se garde bien d'attaquer le maire d'Aix. Au contraire, il fait tout pour enfoncer un coin entre M. de Peretti et M. Bouvet. « La fusion de leurs listes, dit-il, serait la reconstitution de ce qui s'est décomposé. » Mais, si aucun accord n'était possible, il affirme qu'il se maintiendrait au second tour, « sans crainte d'une triangulaire ».

La présence de trois listes au second tour est précisément ce qu'espère M. Picheral, qui l'a emporté sur le secrétaire d'Etat « d'ouverture » Thierry de Beaucourt pour conduire la liste de la majorité présidentielle (leur affrontement a laissé des traces dans le PS aixois). Soucieux de séduire l'électorat modéré, il a refusé de partir avec les communistes, dont la liste est conduite par M. Luc Foulquier et sur laquelle figure notamment l'écrivain contestataire Raymond Jean. Au second tour, il « appréciera la situation ».

M. Picheral a pratiqué une large ouverture puisque sa liste est composée pour moitié de représentants de la société civile, parmi lesquels le président départemental du CID-UNATI, un pied-noir notoirement étiqueté à droite. Sa campagne a été également aussi peu politique que possible, portant surtout sur les problèmes de gestion de la ville.

La liste des Verts compte, pour sa part, retrouver le score de son chef de file, M. Yvon Roche, qui a obtenu près de 6 % aux dernières cantonales. Les deux dernières listes, l'une divers droite, l'autre représentant les handicapés, ne devraient jouer qu'un rôle marginal dans le scrutin.

GUY PORTE.

M. Marchais écrit aux militants communistes d'Orly

Plusieurs dirigeants nationaux et départementaux communistes et socialistes (Mme Hélène Luc, MM. Paul Laurent, Michel Germa et Jean-Claude Lefort pour le PCF, MM. Bernard Roman et Patrick Sève pour le PS) ont apporté leur soutien, jeudi 9 mars au soir à Orly, devant trois cents personnes environ, à la liste de M. Alain Girard (PCF), qui sera face à celle de M. Gaston Vians (maire sortant exclu du PCF) au premier tour des élections législatives. M. Girard, premier adjoint au maire, conduit une liste investie par le PCF et le PS sur laquelle ne figure aucun socialiste d'Orly, la section locale du PS ayant préféré soutenir M. Vians, ce qui lui a valu d'être « suspendue ».

Se définissant comme le chef de file de « la seule liste de gauche » dans cette ville, M. Girard s'est engagé, entre autres, à diminuer les impôts locaux « dès cette année », à œuvrer pour la baisse des loyers, à rendre gratuits les arceaux et les fournitures scolaires, à offrir à la ville un stade d'athlétisme, un ter-

rain de football en pelouse, une salle de fêtes, à déclarer Orly « cité interdite aux huissiers et aux expulsions », sans oublier la lutte « contre la nuisance du bruit des avions ». M. Girard a dénoncé « la démagogie de la droite », ainsi que « ceux qui incarnent le recul de l'union ».

Dans la journée, les communistes d'Orly avaient reçu, personnellement, une lettre de M. Georges Marchais dans laquelle le secrétaire général du PCF accuse M. Vians de vouloir « changer de politique ». « Il nous reproche maintenant notre politique sociale, le fait que nous n'acceptons pas la politique d'austérité », écrit-il. Le dirigeant communiste qui engage ainsi son autorité dans cette bataille appelle chaque communiste à convaincre ses relations « personnelles », en s'assurant « jusqu'à dimanche inclus de leur bon choix ». M. Marchais estime en effet que « tout se joue » au premier tour, « pour être devant » M. Vians.

Les têtes de liste du PS et du PCF

La liste des têtes de liste du PS et du PCF dans les villes de plus de 20 000 habitants que nous avons publiées dans le Monde des 8 et 9 mars comportait quelques erreurs ou imprécisions :

— à Cénos (Gironde), une « primaire » oppose à celle de M. René Bonnac, maire sortant socialiste, une liste communiste conduite par M. Max Guichard ;

— à Saint-Lô (Manche), ville prise au PS par la droite en 1983, une primaire oppose une liste du PCF, conduite par M. Michel Boulay, à celle du PS, menée par l'ancien maire, M. Bernard Dupuis ;

— à Dunkerque (Nord), M. Michel Delebarre, PS, conduit une liste d'union de la gauche sur laquelle M. Joël Kieckhefer, PCF, figure en septième position ;

— à Pau (Pyrénées-Atlantiques), la liste du PCF face à celle de M. André Labarrière, maire sortant socialiste, est conduite par M. Georges Recq (et non par M. Sylvano Marian) ;

— à Schiltigheim (Bas-Rhin), le maire sortant, M. Alfred Muller, soutenu par le PS, doit faire face à une liste PCF-MRG dont le chef de file, M. Jean-Charles Monseche, est radical de gauche ;

— Annemasse (Haute-Savoie) doit être rangée parmi les cas particuliers, au même titre que Marseille, car la liste d'union de la gauche, conduite par M. Gérard Galico, PS, s'y oppose à celle du maire sortant, M. Robert Borrel, exclu du Parti socialiste ;

— à Saint-Raphaël (Var), ville administrée par la droite, une primaire oppose, à gauche, une liste du PS conduite par M. Bernard Goulet et une liste du PCF menée par M. Maurice Fabre ;

— à Sèvres (Haute-de-Seine), la liste d'union de la gauche est conduite par M. Bruno Duval, PS (et non par M. Roger Fajnzylberg) ;

Au total, dans les 390 villes de plus de 20 000 habitants (1), on compte 148 villes où le PS et le PCF présentent des listes séparées, plus 6 cas de division au sein du PCF ou d'alliance PS-centristes, soit près de 40 % de primaires. En outre, dans 11 autres villes, des socialistes locaux, exclus du PS, ont formé une liste dissidente contre la liste d'union conduite par le maire sortant communiste.

(1) Saint-Sébastien-sur-Loire (Loire-Atlantique) ayant été omise dans le Monde du 8 mars.

(Publicité)

MUNICIPALES ET IMMIGRÉS : CLAUDE ÉVIN SEXPLIQUE

Le ministre de la Solidarité analyse pour Arabes la place des immigrés en France et dans l'Europe de demain.

Dans le numéro de mars d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joubert, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

Équipement téléphone proposé par le réseau Renault Paris-Ile de France

25 SUR TOUTE LA LIGNE

RENAULT 25 GTX AUTOMATIC 4 RAPPORTS

VIVRE LE STYLE RENAULT 25

RENAULT

550 من الأصل

Politique

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

En ce temps-là, la France perdait, dans les affaires, le dernier pan de son empire colonial et les Français prospéraient, sans toujours le savoir. Ils le savent maintenant que cette époque de crises, de larmes et de violences — d'enrichissement aussi — est terminée. Elle n'est pas si lointaine, assez toutefois pour être racontée dans un livre d'histoire. Dans la collection « Nouvelle histoire de la France contemporaine » paraît le premier tome d'une étude consacrée à la France de l'expansion et qui s'intitule : *la République gaullienne 1958-1969*. Son auteur, Serge Bernstein, la présente comme une tentative pour faire le point « des connaissances historiques actuelles sur les années de Gaulle ».

Cette période d'enrichissement, grâce à la manne de l'expansion, fut, pour ses contemporains, surtout riche en événements. On n'avait vraiment pas le temps de s'ennuyer entre un changement de régime et des menaces de guerre civile. D'autant plus que régnait la plus grande incertitude sur cette histoire en train de se faire. Serge Bernstein note la perplexité que suscitait le gaullisme naissant de ses cendres. Les élections législatives de 1958 lui avaient ouvert les portes de l'Assemblée nationale.

Comment interpréter ce phénomène politique : plébiscite en faveur du gaullisme, ou poussée à droite en faveur d'un conservatisme dont le gaullisme n'aurait été que le nouveau visage ? Il n'y avait pas, sur le moment, de réponse évidente, et de bons esprits se sont fourvoyés en voulant trancher trop vite. Le Parti communiste, notamment, qui a fait une analyse erronée du phénomène gaulliste, comme il l'a reconnu par la suite.

L'ambiguïté la plus pesante fut celle qui enveloppa le déroulement de la crise algérienne. Le général de Gaulle était revenu au pouvoir sous la pression des partisans du maintien de l'Algérie dans la République française, et, pendant quatre ans, il dirigea une politique qui aboutit à l'indépendance de ce territoire ! Ce paradoxe n'était pas davantage évident : était-il clair, au moins pour de Gaulle ? « ...rien ne permet aujourd'hui d'affirmer avec certitude que la solution qui l'emportera finalement était celle qui avait les faveurs du général de

Gaulle en 1958 [...]. Le sentiment prévaut, écrit Serge Bernstein, qu'en 1958 il n'avait pas d'avis arrêté sur la solution à apporter au conflit ».

A défaut d'un dessin préétabli, de Gaulle eut une politique qui consistait à tenter de réduire sur le terrain l'action des Algériens luttant pour l'indépendance et à négocier avec leurs dirigeants les bases d'un accord. L'ambiguïté de cette démarche pragmatique ne pouvait satisfaire ceux qui voulaient garder l'Algérie française, principalement la population européenne des départements algé-

Les années de Gaulle

riens, l'armée, à qui cette mission avait été confiée, et une part importante de la classe politique, dont de nombreux parlementaires de la vague gaulliste.

Serge Bernstein décrit et explique le déroulement de cette double démarche que les contemporains vivaient dans la passion et l'incertitude des crises, menaces de putsch, attentats, négociations rompues et reprises. Il rappelle les déchirements d'une armée qui cherchait à refaire en Algérie, avec les méthodes appropriées, la guerre d'Indochine précédemment perdue. Il souligne le malaise de ces officiers qui s'étaient personnellement engagés dans la vie de cette « province militaire » en assumant les tâches administratives, politiques, sociales, sanitaires. Pendant ce temps, dans le reste du pays, l'opinion évoluait, et le verbe pédagogique du général de Gaulle accompagnait cette évolution. L'auteur indique qu'en 1961 — les sondages, déjà ! — 78 % des Français se déclaraient favorables à l'ouverture de négociations et 57 % pensaient que celles-ci déboucheraient sur l'indépendance.

Le drame algérien pesa doublement sur le destin de la V^e République : il fut à l'origine de sa naissance et de sa principale

transformation, en 1962, avec l'instauration de la désignation du chef de l'Etat au suffrage universel. Ce ne fut pas une mince affaire, et ceux qui ne l'ont pas vécu découvriront, non sans étonnement, combien cette élection, qui paraît aujourd'hui si ancrée dans nos mœurs, a été, à l'époque, le système politique.

Dans sa tentative d'appréciation globale de cette période, Serge Bernstein relève « les continuités » entre la IV^e et la V^e République et estime que l'apport essentiel du général de Gaulle fut, sans doute, la création d'institutions assurant une réelle stabilité, lui permettant de mener à bien ses autres desseins et de laisser, en se retirant, « une France modernisée, beaucoup mieux intégrée dans le monde nouveau de la fin des années 60 que ne l'était le pays qu'il avait trouvé en 1958 ».

Sur la Constitution de la V^e République, on se reportera au manuel de Le Mong Nguyen, dont une nouvelle édition vient de paraître, englobant les événements qui se sont succédés depuis 1958. Il s'est, en effet, passé des choses qui ont fait rebondir ces institutions, lesquelles sont retombées sur leurs pieds : la stabilité s'est accommodée de l'alternance.

Enfin, si l'on s'intéresse aux Républiques précédentes et à ceux qui les ont fait vivre, on se procurera le premier répertoire systématique des responsables politiques « tant gouvernementaux que parlementaires, nationaux que locaux, politiques que syndicaux, de la IV^e à la V^e République ». Ce pur ouvrage de documentation a été réalisé par une équipe de chercheurs de l'Institut de politique internationale et européenne, centre de recherche du département de science politique de l'université Paris-X-Nanterre. On y trouve, outre la liste des présidents de ces Républiques, celle des gouvernements, le rappel de quelques grands votes parlementaires, la composition des assemblées-majors des partis et des syndicats. Un régal pour les amateurs.

★ *La France de l'expansion. La République gaullienne, 1958-1969*, par Serge Bernstein, Le Seuil, coll. « Points Histoire », 375 pages.

★ *La Constitution de la V^e République*, par Le Mong Nguyen, Editions STH, 515 pages, 160 F.

★ *Personnel politique français, 1870-1988*, PUF, 442 pages, 650 F.

BIBLIOGRAPHIE

« Passion et longueur de temps » d'Edouard Balladur

Sous le titre *Passion et longueur de temps*, Edouard Balladur apporte sa pierre à une œuvre de longue haleine : la reconstruction de la droite. Pour cela, il est vrai, l'homme est armé : de « passion », laquelle n'est pas vraiment, chez lui, communicative ; et de « persévérance » vertu qui est, pour le moment, la seule valeur refuge de ceux qui, dans l'opposition, attendent de meilleurs jours pour mener à bien leur « grand dessein », à savoir « faire reculer l'Etat ». Nul ne saurait faire grief à Edouard Balladur de mettre à profit cette attente pour réfléchir et préparer l'alternance. Et chacun rendra hommage à l'ancien ministre d'Etat d'avoir livré sans tarder le fruit de ses réflexions, et d'avoir sollicité Jean-Pierre Elkabbach pour... l'inquiéter un peu.

Celui qui fut le stratège, et l'initiateur, de la cohabitation — période sur laquelle il livre un témoignage mesuré — ne vit pas dans un univers peuplé de contradictoires, pas plus qu'il n'est habité par le doute. Jean-Pierre Elkabbach, fidèle à lui-même, a su le pousser à se remettre en question, et l'a suffisamment inquiété, en effet, pour qu'il aille au-delà d'un discours trop convenu : le dialogue, en la circonstance, valait donc mieux que le cours magistral : il sert la personne d'Edouard Balladur, qui se montre sous un jour favorable, sans nuire à l'analyse.

Celle-ci fait apparaître en pleine lumière la force d'Edouard Balladur : il est jusqu'à présent le seul capable de présenter une vision rationnelle, ordonnée, presque harmonieuse du chiraquisme.

Il se montre, tout au long de cet entretien — ne serait-ce que de ce seul point de vue, le livre est précieux — réfléchi, cohérent, profond, toutes qualités qu'il est difficile de déceler (au moins toutes ensemble) chez Jacques Chirac. Lui font défaut, certes, l'abattage, l'instinct,

et la tripe populiste du président du RPR. Mais il n'est pas sûr qu'il ait perdu au change ! Non que l'homme pas plus que l'œuvre, soient parfaits : lorsqu'il traite des défaites du printemps 1988, Edouard Balladur est loin d'épuiser le sujet et pêche par optimisme. A trop invoquer la division de la droite et jeter l'opprobre sur son diviseur (en l'espèce, selon lui, Raymond Barre), l'auteur nous prive d'une analyse en profondeur qui eût été aussi profitable à ses amis qu'au lecteur. A trop confondre l'intérêt de la France, celui de la droite, et celui du RPR, Edouard Balladur, pour le coup, nous navre. Car, à bien le lire, on constate s'impose : il ne cherche pas à réinventer la droite, mais à l'absorber. Au fond, il ne s'écarter guère de la vision institutionnelle des gaullistes, selon laquelle leurs alliés ont vocation à être subordonnés.

« Il m'était arrivé de l'admirer... »

Mais au-delà des questions stratégiques, Edouard Balladur raconte. Il évoque sans fard ces deux années passées rue de Rivoli, qui l'ont révéillé aux Français, et tout au long desquelles Jacques Chirac s'est heurté au chef de l'Etat. Le portrait qu'il livre de ce dernier mêle le réel, voire même l'effort d'objectivité, et... la passion.

« Je ne le connaissais pas, ou à peine », écrit-il. *Je ne l'avais rencontré qu'en une ou deux circonstances. Je n'ai guère appris à mieux le connaître durant ces deux années. De loin, il m'était arrivé de l'admirer : homme seul, aimant la solitude, quitte à ce que de temps à autre elle fut peuplée d'obligés et parfois d'amis, ayant traversé des épreuves publiques qu'il avait surmontées sans demander secours à qui que ce fut, jamais découragé, toujours acharné à accomplir son*

destin individuel : politique extrêmement informée, plein d'insuition, rapide, que n'embarrasse guère un excès de considération pour les autres, qu'il aime utiliser en recourant quand il le faut aux habiletés et aux amabilités appuyées, encouragé à le faire dans la mesure où cela réussit souvent...

A le côtoyer de plus près dans l'exercice de la fonction suprême qui a sans doute été, depuis toujours, l'ambition de sa vie, et aujourd'hui son accomplissement, je mesurais mieux certains des ressorts de son comportement : le courage, la vivacité, la rapidité. Mais, effet du pouvoir ou tendance naturelle, il se sent manifestement différents de tout autre, vindicatif à l'occasion, quand on le contredit ou qu'on le conteste, ayant recours à une hargne méprisante pour parler de ses adversaires et parfois de ses partisans, n'accordant guère de crédit à la bonne foi, multipliant les propos contradictoires selon les interlocuteurs, convaincu en toutes circonstances que son bon droit lui donne tous les droits M. Mitterrand a, sur à peu près tout, des vues politiques, c'est-à-dire contingentes ».

Etait-il bien nécessaire de pratiquer cet homme pendant les heures de la cohabitation pour finalement conclure... par un cliché ? Quoi qu'il en soit, l'ancien numéro deux du gouvernement Chirac réaffirme que, en mars 1986, il n'y avait « pas d'autre choix » que la cohabitation. Il a raison. Mais pour affronter François Mitterrand, l'expérience l'a montré, il fallait un meilleur champion que Jacques Chirac, plus réfléchi, plus cohérent... Edouard Balladur ne pousse pas l'interrogation jusque-là. Par pudeur ? Par prudence ? Dommage !

JEAN-MAHIE COLOMBANI.

★ *Passion et longueur de temps*, par Edouard Balladur. Entretien avec Jean-Pierre Elkabbach. Fayard éditeur, 158 p., 96 F.

M. Mitterrand a assisté aux obsèques de Roger-Patrice Pelat

LA FERTÉ-SAINT-AUBIN de notre envoyée spéciale

Le ciel est clair et les gendarmes vigilants. Autour de l'église Saint-Michel de La Ferté-Saint-Aubin, ils repoussent fermement, journaux et curieux au loin, comme pour isoler l'église de ce brouhaha étranger. La famille l'a voulu ainsi. Des obsèques « familiales et intimes » célébrées sur ces terres de Sologne choisies par Roger-Patrice Pelat. La messe a lieu dans la petite église de La Ferté, un édifice coiffé d'ardoise construit au bord de l'eau.

De l'autre côté de la route, les habitants de La Ferté vont et viennent à pas lents sur le trottoir. Tranquilles. Serins. Silencieux aussi. Rares sont ceux qui connaissent Roger-Patrice Pelat. Certains se souviennent pourtant l'avoir aperçu, d'autres disent en avoir entendu parler. Leurs yeux ne quittent guère le ciel : ils guettent les mouvements d'hélicoptères en se demandant à voix haute si « le président viendra ».

Le président est venu. Entre Alger, où il était en compagnie de son ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et La Haye, où l'appelait la conférence sur l'environnement en fin d'après-midi. L'hélicoptère de M. François Mitterrand, parti de la base de Brie, près d'Orléans, s'est posé peu après midi dans la propriété de son ami, à quelques kilomètres à peine de La Ferté-Saint-Aubin. MM. Bérégovoy, Charasse et Bianco étaient déjà là. M. Alain Bouillat, l'ancien directeur de cabinet du ministre de l'économie et des finances, également. Une heure de cérémonie. Une heure de recueillement autour d'une messe célébrée par le prêtre de la paroisse, l'abbé Proust, devant près de quatre cents invités. Un cortège de voitures sombres s'est alors dirigé vers le nouveau cimetière de La Ferté-Saint-Aubin. Dans la voiture suivant le fourgon funéraire, M. Mitterrand a pris place aux côtés de M^{me} Pelat.

Photographes et journalistes sont là. Les fenêtres des maisons qui longent le mur de brique du cimetière sont grandes ouvertes. On y voit luire de temps à autre l'éclair des téléobjectifs.

Le nouveau cimetière est vaste, et encore désert par endroits. On y a planté çà et là des bouquets de pins. Après une courte prière, les amis se sont recueillis devant la tombe de Roger-Patrice Pelat qui repose au milieu d'une large pelouse, à quelques kilomètres à peine de sa propriété.

ANNE CHEMIN.



PRIX INTERNATIONAL ROI FAYCAL

INVITATION
A PRÉSENTER DES CANDIDATS POUR LE PRIX INTERNATIONAL
ROI FAYCAL DE MÉDECINE ET DE SCIENCE
QUI SERA DÉCERNÉ EN 1990

Le secrétariat général du prix international Roi Fayçal a le plaisir d'inviter les universités, académies, institutions éducatives et centres de recherche du monde entier à désigner des candidats au

Prix international de médecine Roi Fayçal concernant la
« BILHARZIOSE »

et

Prix international de science Roi Fayçal concernant la
« CHIMIE »

1. Le candidat (en activité) doit avoir accompli un travail académique remarquable, propre à venir en aide à l'humanité et à enrichir la pensée humaine dans le domaine choisi pour le Prix.
2. Le travail proposé doit être original et publié.
3. Il ne doit pas avoir été précédemment récompensé par un prix décerné par une organisation internationale.
4. Les candidatures proposées par des particuliers ou des partis politiques ne seront pas acceptées.
5. Le dossier de candidature doit comprendre :
(a) Une lettre officielle d'une institution éducative reconnue, adressée à chaque candidat et précisant le travail choisi.
(b) Un curriculum vitae du candidat, précisant sa formation, son expérience et les travaux qu'il a publiés.
(c) Dix exemplaires du travail proposé.
(d) Une copie des diplômes du candidat.
(e) Trois photos en couleurs récentes de format 10 x 15 cm.
(f) Adresse complète et numéro de téléphone.
6. Les candidatures seront examinées par un comité de sélection composé de spécialistes réputés dans le domaine considéré.
7. Le prix pourra être partagé par plusieurs lauréats.
8. Les noms des lauréats seront annoncés en janvier 1990 et le Prix sera décerné à l'occasion d'une cérémonie officielle au siège de la fondation Roi Fayçal à Riyad (Arabie Saoudite).
9. Le Prix comprend :
(a) Un certificat au nom du lauréat, portant un extrait du travail qui lui a valu la récompense.
(b) Une médaille d'or.
(c) Une somme de trois cent cinquante mille riyals saoudiens (environ US\$ 93 333).
10. La date limite de réception des dossiers de candidature est fixée au 1^{er} août 1989.
11. Aucun document ne sera retourné aux expéditeurs, quel que soit le résultat.
12. La correspondance doit être adressée par courrier avion recommandé à :

The general secretariat, King Faisal International Prize
PO Box 22478, Riyadh 11495, Kingdom of Saudi Arabia
Telephone : 4652255, Telex : 404667 PRIZE SJ, Fax N° : 4658685, Cable : JAEZAH

Pour une Europe sociale
rapport au ministre de l'Intérieur, de l'Emploi et de la Formation professionnelle

100 p., 60 F

“LES AXES ESSENTIELS DE LA POLITIQUE À SUIVRE”
Jean-Pierre SOISSON

LA DOCUMENTATION FRANCAISE
31, quai Voltaire Paris 7. Tél. 1 40 15 70 00

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à la LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES
6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-26-90-72

Administration Publique
N° 48
L'ADMINISTRATION ET LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE

EUROPE 92 : LES ADMINISTRATIONS SONT-ELLES PRÊTES ?
Une publication de l'I.L.A.P.
Institut International d'Administration Publique
70 F.

Diffusion :
LA DOCUMENTATION FRANCAISE
31, quai Voltaire Paris 7. Tél. 1 40 15 70 00

سكزا من الأصل

Au tribunal de Paris

Le juge des référés interdit à Jacques Chirac de poursuivre la diffusion de brochures électorales

M. Jean-Marie Desjardins, vice-président au tribunal de grande instance de Paris, saisi en référé par trois candidats des Vrais dans le onzième arrondissement qui accusaient M. Jacques Chirac d'avoir violé le code électoral en diffusant la brochure *Bien vivre à Paris* et un journal de *l'Union pour Paris* (le Monde du 11 mars), a, dans son ordonnance rendue vendredi 10 mars, interdit au maire de Paris de continuer à distribuer ou à faire distribuer d'autres documents que ceux prévus à l'article L. 240 du code électoral.

Dans son jugement, M. Desjardins a certes observé que la date à laquelle il se trouvait saisi rendait son intervention « manifestement sans utilité ». Il a constaté que l'interdiction de tels envois n'était « sans doute guère respectée », mais « légitimement exiger le respect d'une règle qui n'est pas abrogée ». Il a relevé que « d'autres candidats s'abstenaient tout autant de se conformer à la législation en vigueur et qu'en particulier M. Paul Quilès (candidat socialiste) aurait fait envoyer le 3 mars 1989 à des électeurs une cassette enregistrée reproduisant des propos tenus par lui à l'occasion de la même campagne électorale ».

Pour cette raison, le juge des référés a refusé de condamner M. Chirac à verser des dommages-intérêts provisionnels car « la sanction réclamée uniquement contre M. Chirac serait une mesure discriminatoire ayant pour effet de rompre l'égalité entre les listes en présence ». Aussi a-t-il renvoyé les demandeurs devant les juges du fond, pour le reste de l'affaire, estimant qu'il n'y avait pas là matière à référé.

Dans un communiqué publié vendredi après-midi, l'Union pour Paris avec Chirac indique son intention de faire appel de cette ordonnance, soulignant « que la situation ainsi créée entraîne une inégalité de fait entre les listes puisque les principaux d'entre elles envoient de la propagande pendant la campagne électorale au moyen des comités de soutien. Le magistrat, indique le communiqué, a d'ailleurs lui-même fait remarquer que cette manière de faire était généralisée ». L'Union pour Paris avec Chirac « remarque enfin que les candidats socialistes, quant à eux, contreviennent délibérément au code électoral en adressant directement à tous les foyers parisiens dans tous les arrondissements des journaux sous leur propre signature ».

La mort d'un vigile dans les locaux de la brigade de répression du banditisme

Un gardien de la paix inculpé d'homicide involontaire

Jésus Gomar, gardien de la paix, a été inculpé d'homicide involontaire, vendredi 10 mars, par M. Claude Finkel, premier juge d'instruction à Paris, et a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Mercredi 8 mars, dans la nuit, M. Gomar avait blessé mortellement, dans les locaux de la brigade de répression du banditisme (BRB) du Quai des Orfèvres, Bernard Leguellec, un employé de la société de surveillance Brink's, qui était placé en garde à vue pour être interrogé sur un vol de bijoux. Dans un premier temps, le gardien de la paix avait affirmé que la victime s'était suicidée.

Mardi 7 mars, Bernard Leguellec s'était « mis à table ». Agé de vingt-cinq ans, cet agent de surveillance de la Brink's avait reconnu devant les policiers de la BRB sa collaboration à la préparation d'un vol commis dans un dépôt de bijoux à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), dans la nuit du 17 au 18 février. Il avait même donné le nom d'un complice présumé, Patrick Maréchal, arrêté mercredi 8 mars et présenté à un juge d'instruction de Créteil malgré ses dénégations.

Entre-temps, Bernard Leguellec était mort. Vers 3 heures du matin, mercredi. Mort d'une balle dans la tête, dans les locaux mêmes de la police judiciaire parisienne. « Suicide », affirmera immédiatement le seul témoin de son décès, Jésus

Gomar, un jeune gardien de la paix, âgé de vingt-quatre ans, deux ans d'ancienneté seulement, affecté à la Compagnie générale des services (CGS) de la préfecture de police.

Avec un collègue, M. Gomar était chargé, cette nuit-là, de la surveillance des personnes gardées à vue à la BRB. Leguellec était de ceux-là. Une première fois, il demande à aller aux toilettes. Pour l'y conduire, Gomar l'entraîne de la cellule et le démenotte. Tout se passe bien. Quelque temps plus tard, Leguellec redemande à sortir. Cette fois, en sortant des toilettes il aurait sauté sur le gardien.

Interrogé par l'inspection générale des services (IGS), Gomar expliquera d'abord que, dans la bagarre, Leguellec lui avait pris son arme et l'avait suicidé. Mais, après le test à la paraffine, la microscopie à balayage électronique du laboratoire lui infligera un démenti : aucune trace d'antimoine, de plomb ou de barium sur les mains du défunt, en revanche de fines particules discernables sur celles du gardien. En clair : seul Gomar a tenu l'arme. Confronté à ces résultats, le gardien changera de version : un coup de feu accidentel durant la bagarre, dont l'existence est confirmée par sa collègue qui, après le coup de feu, trouva les deux hommes à terre.

E. P.

L'incendie du meublé de Belfort

Un jeune locataire avoue avoir provoqué volontairement le sinistre

BELFORT de notre correspondant

Un Belfortain de vingt-trois ans, Xavier Curtet, a avoué, jeudi 9 mars, être l'auteur de l'incendie qui a provoqué la mort de quinze personnes et blessé dix autres dans la nuit du 7 au 8 mars. Les victimes habitaient un ancien hôtel transformé en meublé, situé dans le quartier de la gare à Belfort.

Xavier Curtet, qui a été inculpé samedi, avait été interpellé jeudi à midi, alors qu'il se trouvait encore à l'hôpital, souffrant de blessures légères. Il occupait depuis dix jours un appartement de deux pièces au troisième étage de l'immeuble incendié. Selon le témoignage d'une res-

capée, il avait eu un comportement étrange au moment du drame, se tapant la tête contre un mur et respirant volontairement la fumée. La police scientifique venue de Paris a confirmé l'origine criminelle du sinistre.

Xavier Curtet, en rupture d'une famille de neuf enfants, est un être instable. En situation d'échec scolaire, il a occupé plusieurs emplois précaires et bénéficié de quinze jours d'arrêt-maladie consécutif à une dépression nerveuse. Le jeune homme est très connu dans les milieux marginaux. Efféminé et provocateur, il est décrit comme intempérant, se travestissant volontiers pour amuser ses proches.

L'annonce officielle de ses aveux, vendredi en début d'après-midi, a provoqué divers mouvements de colère parmi les Belfortains. Dans l'église Saint-Joseph, transformée en chapelle ardente, ou devant le palais de justice, certains ont crié vengeance, réclamant le rétablissement de la peine de mort. M. Jean-Pierre Chevènement, maire de Belfort, a lancé un appel au calme et à la dignité.

Pour l'instant, les enquêteurs belfortains et la police scientifique de Paris cherchent un lien éventuel entre le drame et la série de douze incendies criminels perpétrés en janvier dernier dans deux quartiers périphériques de Belfort.

FRANÇOIS ZIMMER.

Au tribunal de Nanterre

La petite bombe du commissaire Jobic

Le commissaire Yves Jobic, trente et un ans, inculpé de proxénétisme aggravé et de corruption de fonctionnaire, a marqué des points et lâché une petite bombe, vendredi 10 mars, devant le tribunal de Nanterre. Le policier a accusé le juge d'instruction de s'être comporté avec lui comme s'il était un « indic » en lui proposant un marché. Des révélations et la liberté, ou la prison...

Il est 21 heures, et c'est l'heure de la lassitude. Le tribunal a entendu les trois principales accusatrices du commissaire : Zouzou, Fati la Grande, Samira. Et plus personne ne sait trop ce qu'il faut penser de ce procès à trois, confus et passionnant, dans lequel la voyoucratie, les « grands flics », les magistrats et les gendarmes se télescopent pour s'abîmer comme jamais. Les dépositions des trois prostituées représentant la partie civile expliquent que Yves Jobic est devenu leur souteneur sont apparues vagues, fragiles.

C'est la fin de l'audience, et c'est le moment qu'a choisi le commissaire pour se dresser, mince et cambré, devant le tribunal. Il a quelques choses à dire, annonce-t-il. Et d'abord son indignation.

Le commissaire n'en peut plus, lui aussi, même s'il est un animal à sang froid impressionnant. Alors il commence à parler, avec un accent de tempête dans la voix. Je suis scandalisé que la justice prête un tel crédit à ces accusatrices sans la moindre preuve constituant un délit. Il est assez pénible d'entendre des accusations aussi graves pour mon honneur et mon intégrité. Moi, commissaire de police français, qui paye mes impôts, je suis calomnié par des prostituées sans foi ni loi.

Mais le policier a autre chose à dire, de plus grave, de plus important, selon lui. Il annonce « une révélation » et raconte que, lors de son séjour en prison, qui a duré quinze jours, durant le 1988, il a eu « un entretien informel » avec M. Jean-Michel Hayat, le juge chargé d'instruire son dossier. C'était, raconte-t-il, dans le bureau de ce dernier, entre 2 et 3 heures du matin, après une confrontation avec M. Hayat, qui avait une proposition. Il a dit : « Monsieur Jobic, cela fait un an

que j'accumule des témoignages contre vous. Je n'ai pas d'éléments matériels et je n'ai pas décelé d'éléments suspects dans votre train de vie. Mais j'ai l'intime conviction que vous êtes le petit maillon d'un réseau important de policiers qui alimentent avec l'argent de la prostitution, les finances d'un parti d'opposition. » Yves Jobic marque un temps d'arrêt. « M. Hayat m'a paru vraiment sincère. Il m'a dit : « Aidez-moi. Ne payez pas pour des gens qui sont au-dessus de vous. Vous retournerez à Bois-d'Arcy (maison d'arrêt) mais n'hésitez pas à m'appeler à n'importe quel moment si vous avez quelque chose à me dire. »

Le commissaire Jobic commente : « Peut-être croyait-il vraiment que son discours allait m'empêcher de dormir ? Jusqu'à présent, je me suis gardé de faire état de cet élément grave. Aujourd'hui, je le révèle pour moi-même, pour la justice, la vérité. Je n'ai jamais reçu d'argent de la prostitution, et l'hypothèse du juge d'instruction est complètement idiote. » Fin de l'acte.

Contradictions

Sans un mot, le tribunal suspend les débats jusqu'à lundi. Mais peut-on imaginer que M. Hayat ne soit pas invité à confirmer ou à démentir les propos de M. Jobic ? Peut-on désormais éviter une énième confrontation — publie cette fois — entre le juge et le commissaire dans ce tribunal correctionnel qui a pris des airs de cour d'assises ?

Le président Fouliquet avait entendu, auparavant, les trois prostituées partie civile, moulées dans leurs minijupes. Et Zoulikha Zanatti, dite Zouzou, tendue, claquant le marbre de la salle d'audience avec ses talons aiguilles, a raconté comment le commissaire Jobic avait interpellé son « mec » rue de Budapest, son lieu de prostitution. Du regard, elle cherche un soutien de M. Terquem, son avocat, une goulée de courage : « Une fois, il m'a promis de me faire une carte de séjour, ouais, et il a demandé de l'argent. Je lui ai donné trois fois, une centaine, 6 000 F en tout. De temps en temps, on buvait un coup, on discutait. »

Le président : « De quoi ? »

« ... des affaires des tuyaux. » Zouzou passe nerveusement sa main dans ses cheveux, tire sur sa minijupe, et tout bientôt s'enchevêtre. Elle raconte qu'Yves Jobic, au cours d'une perquisition, lui a volé 10 000 F tandis qu'il prenait 9 000 F à son amie Lahouaria Nacel, dite Samira. Mais, en fait, elle n'a rien vu puisque cela se passait chez Lahouaria. Cette dernière se lève et contredit involontairement Zouzou : « Les 9 000 F je les ai remis à Jobic dans son bureau. »

Le président : « Avec qui ? »
Ma copine Zouzou...
Le président à Zouzou : « Vous y êtes ? »
Non...
Lahouaria : « Mais si, le jour... »

Zouzou : « J'étais pas avec toi. »
Lahouaria : « Ouais, elle était avec moi. »

Toutes deux sont perdues, s'embrouillent, ce qui ne veut pas forcément dire qu'elles mentent, mais cela produit un très mauvais effet. M. Francis Terquem et William Bourdon, leurs avocats, encaissent le choc.
Yves Jobic s'agit légèrement sur sa chaise de prévenu et sourit. Ses avocats, M. Jehanne Collard, Gilbert Collard et Jean-Marc Varaut, mettent au supplice Zouzou et Lahouaria, en leur demandant des précisions sur leurs titres de séjour et leurs passeports.

Alors le commissaire demande la parole et porte une méchante estocade : « Je porte à la connaissance de votre tribunal que le passeport de Zoulikha Zanatti contient des faux tampons. Des faux tampons de la police française. Cela fait sourire M. Zanatti, mais cela ne devrait pas. Ce sont des faux grossiers. En réalité, l'affaire est très simple : M. Zanatti est une grosse menteuse. »

« La rue du Malheur »

Dans le prétoire, l'ambiance est encore plus lourde que d'habitude. M. Varaut demande à Lahouaria pourquoi elle a témoigné sous la fausse identité de Samira durant une année devant la gendarmerie et la justice. « Je sortais de prison,

j'avais des problèmes », marmonne-t-elle. « Faux passeport, fausse identité, faux témoignage », coupe M. Varaut. Et alors que M. Jehanne Collard pose une longue question que Lahouaria Nacel ne comprend pas, que le président du tribunal lui demande de parler dans une langue simple, M. Gilbert Collard se dresse : « Faut-il parler comme le commissaire Jobic, monsieur le président ? »

La troisième et dernière représentante de la partie civile, Fatma Keddani, dite Fati la Grande, maintient pour sa part tout ce qu'elle a dit devant le juge d'instruction. Le commissaire Jobic a arrêté son « mec », l'aurait invitée dans une pizzeria durant sa garde à vue et lui aurait proposé de la protéger en échange d'une enveloppe de 8 000 F par semaine. Le chiffre surprend le président Fouliquet. « Ça s'agit de 8 000 F et 3 000 F par jour », explique-t-elle. Je l'ai payé pendant quinze mois. Il passait à mon hôtel vers 6 heures du matin ou j'allais le voir à son bureau. »

Le président : « Dans quelle rue se trouve son bureau ? »
Fati la Grande : « Dans le dix-septième... »

— Où ?
— Je ne me souviens plus.
— Cherchez.
— (...)
— C'est important, madame. Vous portez des accusations graves. Je ne me souviens plus. C'était la rue du Malheur !

Quel changement d'ambiance ! Et début d'audience, le climat est redoutablement lourd pour les débats de jeudi en faisant remarquer que le prévenu avait « répondu partiellement » à ses questions. Mais le procès de l'affaire Jobic est un « procès cubito », où tous les renversements sont possibles. Et le tribunal, encore plus que l'ensemble des parties présentes, s'est lancé dans une quête imprévisible de la vérité : « On se demande où elle est, demande le président à Zouzou. Réfléchissez. Vous dites la vérité ? La vérité vraie ? C'est important, vous pouvez encore revenir en arrière. Il faut dire la vérité. C'est le moment de la dire. » Et, comme aurait dit Jacques Lacan, de toute la dire.

LAURENT GRELSAMER.

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vte/sais. pal. just. Evry (91) mardi 14 mars 1989 à 14 h en 1 seul lot
MAISON D'HAB. à BOIGNEVILLE (91200)
M. à P. : 100 000 F Chemin rural de Nangerville
Cote 1 663 m²
S'adr. S.C.P. R. Elbel - J.-M. Grimal - F. Elbel avocats à Evry (91000)
3, r. du Village - Tél. : 60-77-96-10

Vte/sais. pal. just. Evry (91) mardi 14 mars 1989 à 14 h en 1 seul lot
UNE MAISON D'HAB.
Consistant en :
1 ONCY-SUR-ECOLE (91490) - M. à P. : 180 000 F
20, rue du Maréchal-Leclerc - Cote 5 a 97 ca - Occupée
S'adr. S.C.P. R. Elbel - J.-M. Grimal - F. Elbel avocats à Evry (91000)
3, r. Village - Tél. : 60-77-96-10 Vte s/pl. vendr. 10 mars de 11 h à 12 h.

Vente sur surenchère au palais de justice d'Evry le mardi 21 mars 1989 à 14 h
UN IMMEUBLE à usage professionnel
situé à
SAINT-MICHEL-SUR-ORGE (Essonne)
12, rue Denis-Papin
Mise à prix : 990 000 F
Consignation préalable indispensable pour enchérir S.C.P. Akéas Floquet
Treville, avocats, 4 boulevard de l'Europe à Evry (60.79.39.45)
M. Ravassard, avocat à Evry (Tél. : 69.91.13.30) M. Dumoulin, avocat à Corbeil-Essonnes. Tél. : 64.96.30.51.

Vente au palais de justice de Paris, le lundi 20 mars 1989 à 14 h
En dix lots
à PARIS 19^e, 12, rue Bouret
1^{er} lot
UN STUDIO
au rez-de-chaussée
Libre Mise à prix : 50 000 F
2^e lot
APPARTEMENT
au 1^{er} étage
Loué - Mise à prix : 70 000 F
3^e lot
APPARTEMENT
au 3^e étage
Libre Mise à prix : 70 000 F
4^e lot
APPARTEMENT
au 3^e étage
Loué - Mise à prix : 60 000 F
M. Yves Courville, avocat à Paris, 48, rue de Cléry. Tél. : 48-74-45-85
M. Th. Burg, avocat à Paris, 42, rue Ampère. Tél. : 47-66-21-03, M. Patrick Mizon, syndic à Paris, 60, bd de Sébastopol.

Cabinet de la S.C.P. Chervier-Chervier/Amisier-Barades, avocats au barreau d'Evry, 108, pl. des Miroirs à Evry - Tél. : 64-97-11-11. Cabinet de la S.C.P. Vastel - Beaupré - Vastel, avocats au barreau d'Evry, 61, rue Saint-Spire à Corbeil-Essonnes - Tél. : 46-96-24-68. Cabinet de la S.C.P. Norand - Chaigne - Norand/Barades - Piffard, avocats au barreau de Paris, 37, r. Gallie à 75016 Paris. Tél. : 47-29-30-81.

Vente sur surenchère, au palais de justice d'Evry (Essonne), rue des Mazettes, le mardi 21 mars 1989 à 14 heures :
DES BIENS ET DROITS IMMOBILIERS
(LOT n° 1) DÉPENDANT D'UN IMMEUBLE COMMERCIAL S.S.
A ARPAJON (Essonne)
72, GRANDE-RUE ET RUE HENRI-BARBUSSE SANS NUMÉRO
ET 3 EMPLACEMENTS DE PARKING (LOTS n° 2-3 et 4)
MISE A PRIX : 1 732 500 F (résultant de la surenchère)
Consignation obligatoire pour enchérir. Les enchères ne peuvent être portées que par un avocat inscrit au barreau d'Evry (Essonne).
(L'avocat du poursuivant ne peut intervenir que pour celui-ci.)

Vente s/ saisie immo. palais de justice Créteil, jeudi 16 mars 1989, à 9 h 30.
APPARTEMENT de 4 P. PRINC.
Au 6^e étage - Bât. 27 - Escalier 2
Cave, Emplacement de voiture en surface
à VITRY-SUR-SEINE (94)
12, 14, 16 avenue de la Commune-de-Paris
Mise à prix : 70 000 F
S'adr. S.C.P. Gastineau, Malangeau, Boulet-Correaux, avocats associés à Paris (6^e), 2, carrefour de l'Odéon - Tél. : 46-33-02-21 - Ts avocats près trib. gde inst. de Créteil
S/lieux pour visiter, les 13 et 15 mars 1989 de 14 h 30 à 15 h 30.

Vente sur folle enchère au palais de Justice à Paris, le jeudi 23 mars 1989 à 14 h, en un LOT
UN APPARTEMENT
Bât. A par esc. 3, au 6^e étage de l'immeuble
à PARIS (15^e)
116-118 Bld de Grenelle
situé à gauche de l'axe, à l'angle Sud Ouest de l'immeuble comp. 2 pièces, cuisine, salle d'eau, w.c. et entrée.
Mise à prix : 80 000 F
S'adresser à la SCP COURTEAULT, LECOQ, RIBADEAU-DUMAS, avocats, 17, av. de Lamballe, Paris (16^e)
Tél. : 45-34-46-48.

Vente sur saisie au pal. de just. Paris jeudi 30 mars 1989 à 14 h 30
STUDIO A PARIS (2^e)
194 à 204, rue SAINT-DENIS et Cour du Rel-François sans n°
6^e étage rez-de-chaussée, entrée coin cuis., b. loc., w.-c., s/cour,
une chambre s/rue - M. à p. 60 000 F. S'adr. à M. HARRY ROBERT ISCP ROBERT MOREAU et associés, avocats, 5, rue de Stockholm à Paris (8^e). Tél. 42-93-31-30.

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice de Paris le JEUDI 23 MARS 1989, à 14 h 30
BOUTIQUE - 47, RUE DE LAPPE
à PARIS (11^e) - au rez-de-cha. et CAVE
S'adr. à M. Bernard MALINVAUD, avocat, 1 bis, place de l'Alsace, Paris (16^e).
Tél. : 47-23-73-70. Tous avocats près Trib. Gde Inst. de PARIS.

Vente après accept. bénéf. pal. de just. Paris lundi 20 mars 1989 à 14 heures
LOGEMENT A PARIS-19^e
159, RUE DE FLANDRE - Bât. D, 5^e étage sous comble : 1 pièce cuis., s/bas
LIBRE DE LOCATION
M. à P. : 30 000 F
S'adr. M. G. JOHANET, avocat, ancien avocat associé de la SCP
Y. Neveu et autres, 43, av. Hocher, Paris 8^e. Tél. 47-66-03-40.
(POSTE 416) de 10 à 12 h. - Pour vis. s/pl. 17 MARS 1989 de 14 h 30 à 15 h 30.

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice de Créteil, le JEUDI 23 MARS 1989, à 9 h 30
UN PAVILLON D'HABIT. à ABLON-SUR-SEINE (94)
20, rue Pitois
M. à P. : 250 000 F S'adr. S.C.P. GASTINEAU, MALANGEAU et BOITTELLER-LECOQ, avocats associés à PARIS - 2, carrefour de l'Odéon - Tél. : 46-33-02-21. Ts avocats près trib. gde inst. de Créteil. Ser les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière, au palais de justice de PARIS le JEUDI 23 MARS 1989, à 14 h 30
UNE BOUTIQUE - 5, BD ORNANO
à PARIS (19^e) - Rez-de-chaussée gauche
M. à P. : 100 000 F S'adr. pour ren. à S.C.P. CEVAER, WILLAUME avocats associés à PARIS 7^e - 13, bd Raspail. Tél. : 45-49-22-40. Tous avocats près trib. gde inst. de Paris
Sur les lieux pour visiter.

Religions

En Yougoslavie

La Vierge de 17 h 45

(Suite de la première page.)

L'étrangeté et, surtout, la durée du phénomène sont troublantes. La longue série des extases, des « locutions intérieures » (2), des guérisons déclarées (déjà trois cent cinquante), de cancers, de scléroses en plaques, d'hydrocéphalies impressionnent les foules chaque année, plus nombreuses et les scientifiques. « Il n'y a pas d'hallucination visuelle ou auditive », assure le professeur Henri Joyeux, cancérologue à Montpellier, qui, au cours de neuf visites à Medjugorje, a multiplié sur les voyants les électroencéphalogrammes et les tests d'insensibilité (piqûres, ultrasons, écrans). « Pendant l'extase, ajoute-t-il, ils sont déconnectés du réel. D'autres spécialistes confirment l'équilibre psychique des adolescents et, malgré une origine modeste et une intelligence moyenne, leur maturité. »

L'Eglise catholique ne se laisse pas facilement duper par ce genre d'affaires. Depuis cinquante ans, deux cent trente lieux d'apparitions mariales ont été recensés, dont seulement deux ont été reconnus (3). Mais la bataille qui fait rage depuis 1981 autour de Medjugorje ne regarde pas que les affaires de ciel.

Venus des Etats-Unis (pour moitié), d'Italie, d'Autriche, de toute l'Europe, du Mexique et des Philippines, l'estimation la plus basse des visiteurs était déjà de 8 millions au bout de sept ans. Huit cent mille hosties ont été distribuées l'an dernier et quatre cent mille nuitées recensées dans ce village labouré par les chantiers, où pensions et hôtels poussent comme des champignons. Medjugorje a rapporté à la Yougoslavie, en 1988, pour 100 millions de dollars en devises étrangères.

Terre de superstitions

Apparitions mariales ou géniale mystification ? Tous les ingrédients sont réunis pour faire de Medjugorje un « super Fatima » ou le « Lourdes communiste » du vingtième siècle, à l'heure des nouvelles peurs millénaristes. D'abord le décor quasi lunaire de cet arrière-pays dalmate, pas loin de Mostar, tout en montagnes, en rochers, en épines. Les pierres éblouissent sous le soleil. Les arbres sont déchiés. Les phénomènes surnaturels sont légion dans ce coin des Balkans où le soleil danse, les croix tournent et les chapelets s'enflamment.

EDUCATION

M. Jean Burgos est élu président de l'université de Savoie

M. Jean Burgos, doyen de la faculté de lettres, sciences sociales et sciences humaines de Chambéry, a été élu président de l'université de Savoie, par 57 voix contre 35 à M. Jacques Dufau, professeur de génie civil et directeur du service de formation continue et d'éducation permanente. Il succède à M. Dominique Paccard, directeur de l'UTP d'Annecy, professeur de physique des solides.

[Né le 16 septembre 1929 à Chambéry (Savoie), M. Jean Burgos a effectué des études de philosophie et de lettres dans les universités de Grenoble, Lyon et Paris-Sorbonne. D'abord professeur dans l'enseignement secondaire, il devient chargé de cours au centre universitaire de Savoie en 1964, nommé professeur en 1980, il enseigne la littérature française et contemporaine à la faculté des lettres, sciences sociales et sciences humaines de Chambéry dont il devient le doyen en 1982. Directeur de l'Institut savoisien d'études de français (ISEF) qui accueille des étudiants étrangers, M. Burgos est aussi responsable du Centre de recherches sur l'imagination et la création (CRIC) et de la revue *Critique*.]

Grâce d'instituteurs le 17 mars. Dix-neuf sections départementales du Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNIP-PCG), toutes dirigées par la tendance Unité et Action, appellent à la grève le vendredi 17 mars pour réclamer « une revalorisation conséquente pour tous avec une mesure immédiate de 1 500 F minimum ». Les départements concernés sont les suivants : Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Calvados, Côtes-du-Nord, Doubs, Drôme, Eure-et-Loir, Finistère, Maine, Morbihan, Moselle, Rhône, Sarthe, Seine-et-Marne, Yvelines, Vienne, Haute-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-d'Oise.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Le Tribunal de grande instance de Nanterre a, par jugement rendu le 11 janvier 1989, condamné M. DIEUSET à payer 1 franc de dommages-intérêts à MM. Houlier, Atlan, Bruyot, Michot épouse Caubit, Doré, Garcia, Coube épouse Gauthier, Pavia épouse Gratias, Jonkier, Caralp épouse Libault, Mosy, Ravoux épouse Feltner, Prost, Lombari épouse Schlumberger, Veyer, Wirokus pour avoir abusivement utilisé leur identité au dos de correspondances adressées à M. Vautherin.

Les villages se font la guerre. Les filles et les garçons se marient sur place. Quand les prêtres franciscains, en 1953, veulent construire l'église de Medjugorje où ont lieu aujourd'hui les apparitions, ils choisissent, pour éviter les conflits, le point équidistant des quatre hameaux qui forment la paroisse. Même sur le chantier de l'église, des coups de fusil sont tirés et des hommes tués.

Saints ou machiavélisme, sous leur bure marron, les franciscains sont les véritables metteurs en scène des apparitions extraordinaires de Medjugorje. Dans ce Sud croate, ils sont depuis quatre siècles les moines-soldats défenseurs de la catholicité contre l'islam au temps

ils récitent un ultime rosaire et écoutent des sermons musclés.

« On juge l'arbre à ses fruits », répètent à l'envi les défenseurs de Medjugorje, pour qui le véritable miracle est dans le nombre des conversions, le développement des pratiques de jeûne et de pénitence, la multiplication des groupes de prière, dans l'atmosphère de « paix » et de « réconciliation » réclamée par la Vierge.

Mais le nombre des « bons fruits » ne garantit rien le caractère surnaturel d'une affaire qui pourrait un jour se révéler une supercherie. A ce point de vue, l'incohérence de certains récits des enfants, les contradictions des propos prêtés à la Vierge, les pro-

religion populaire, d'une dévotion mariale et de certitudes doctrinales ou morales déstabilisées par le monde moderne et les changements dans l'Eglise.

L'histoire des apparitions mariales est toujours liée à une vision catastrophique, voire apocalyptique — entretenue par les « secrets » de la Vierge — d'un monde qui court à sa perte. Fatima a eu lieu en pleine première guerre mondiale et face à la menace bolchevique en Russie. Aujourd'hui, d'une voix de « gourou » charismatique, le Père Jozo, franciscain de Medjugorje, dit à des pèlerins français : « La France ne prie plus. La France a perdu le rosario. Vos bibles sentent la poussière. L'ennemi est chez vous. Brisez vos idoles. Rendez la France à Marie. »

La Vierge yougoslave parle de « conversion », de « jeûne », de « pénitence », jamais de solidarité, de droits de l'homme, d'engagement social, notions sur lesquelles l'Eglise catholique issue du dernier concile a bâti sa réputation. Les pèlerins qui vont à Medjugorje sont les mêmes qui se rendent à San-Damiano, Montecchiari, San-Giovanni-Rotondo en Italie, à Kerezhim ou Dozule dans l'ouest de la France et dans ces trente-six lieux en Europe où l'on annonce régulièrement la visite de la Vierge et où l'on pleure un monde et une Eglise perdus.

« Compte tenu des enjeux spirituels, humains, mais aussi économiques et politiques, l'Eglise ne peut plus dire non à Medjugorje », dit un franciscain. Cette phrase illustre la stratégie de ces groupes traditionnels, charismatiques et marginaux qui cherchent une sorte de restauration des valeurs chrétiennes. Sans attendre le jugement officiel de l'Eglise sur des apparitions, ils mandatent leurs théologiens et leurs médecins, font pression sur les autorités ecclésiastiques locales et jusqu'à Rome, et ils tentent, comme en Herzégovine, de créer une situation irréversible. N'est-ce pas là la principale ambiguïté de Medjugorje ? (3).

HENRI TINCO.

(2) Deux autres jeunes filles du village, à défaut de voir la Vierge, disent entendre sa voix et ses messages.

(3) A Beaune et à Bannux en Belgique, dans l'entre-deux-guerres.

(4) Le décret de Paul VI, « *Unus Sanctus* », en 1976, tente de mettre fin à cette situation d'indiscipline unique.

(5) On lira sur cette affaire les nombreux ouvrages écrits par le Père René Laurentin, favorable à la thèse des apparitions, parus aux éditions de l'OEL et de Berger, mais aussi le livre critique récemment paru chez un éditeur canadien, *Le Faux miracle de Medjugorje*, écrit par le Père Sirvic et Louis Bélangier.

SPORTS

BOXE

Fabrice Benichou champion du monde des super-coq

Le Français Fabrice Benichou est devenu champion du monde des poids super-coq pour la Fédération internationale de boxe (IBF) en battant aux points, en douze reprises, le Vénézuélien José Sanabria, vendredi 10 mars à Limoges. Lors d'un premier combat contre le même adversaire, le 26 septembre 1988 à Nogent-sur-Marne, Benichou avait été stoppé par l'arbitre sur blessure à l'œil à la dixième reprise, alors qu'il menait aux points. A Limoges, le Français a mieux maîtrisé sa boxe, généralement brouillonne, pour s'imposer dans la deuxième moitié du combat. Deux arbitres (français et américain) lui ont donné l'avantage, alors que le troisième (allemand de l'ouest) se prononçait pour Sanabria.

A vingt-trois ans, Fabrice Benichou, qui compte vingt-trois victoires et huit défaites en professionnel, devient le deuxième boxeur français détenteur d'un titre mondial, après René Jacquot, couronné en super-welters par le Conseil mondial de la boxe (WBC), le 11 février. Cette situation ne s'était plus produite depuis 1932, où Victor Young (mouche) et Marcel Thil (moyen) avaient été simultanément champions du monde pendant quatre mois à une époque où on ne connaissait pas, il est vrai, l'inflation actuelle des titres mondiaux.

AUTOMOBILISME : Cesare Fiorio, directeur de l'écurie Ferrari, — Cesare Fiorio, directeur sportif de Lancia (championne du monde des rallyes) et d'Alfa Romeo, a été nommé, le vendredi 10 mars, responsable de la gestion sportive de Ferrari, où il succède à Piero Giorgio Cappelli. Il sera remplacé à la tête des équipes Lancia et Alfa Romeo par Claudio Lombardi, qui occupait les fonctions de directeur technique.

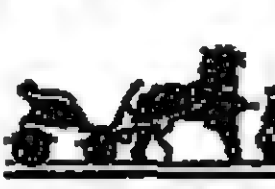
CYCLISME : Paris-Nice. — Le Français Gérard Rué a remporté, le vendredi 10 mars, la cinquième étape de Paris-Nice, disputée entre Toulon et Saint-Tropez. L'Espagnol Miguel Indurain a pris la première place du classement général et ordonné Marc Madot de 22 sec. et l'Irlandais Stephen Roche de 45 sec.

HOCKEY SUR GLACE : championnat de France. — Bertus à Amiens (6-5) en match aller de la finale du championnat de France, les Français Volants se sont imposés (7-5) dans la deuxième manche, disputée vendredi 10 mars à Colombes. Un match d'appui doit désigner le champion de France, samedi 11 mars à Colombes.

Tous les jours
du lundi 13 mars
au vendredi 17 mars
inclus.

SOLDES

9h à 12h / 14h à 18h.



HERMÈS PARIS

24, FAUBOURG ST-HONORE, PARIS 81

PRÊT-À-PORTER, MAROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, GANTS, CHAUSSURES, TISSUS, ÉPONGE.

Le Carnet du Monde

Fiançailles

— Neuilly-sur-Seine, Clermont-Ferrand.

On nous prie d'annoncer les fiançailles de

M^{me} Mariette KESSLER,

filles de M. Philippe Kessler et de M^{me} née Marie-Christine Berrelet, avec

M. Philippe AUZARY,

fil du docteur Jean-Jacques Auzary et de M^{me}, née Jeanne Lannes.

Décès

— M^{me} Claude Bernard et ses enfants, Annie, Marie-Pauline, Henri, Hervé, Dominique, Michel, Isabelle. Leurs maris, femmes et enfants, vous annoncent avec tristesse le décès de leur époux, père et grand-père, Claude BERNARD,

survenu le mercredi 8 mars 1989.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église de Boismorand, le vendredi 10 mars, à 15 heures, et a été suivie de l'inhumation au cimetière de Boismorand (Loiret).

Cet avis tient lieu de faire-part. 178, faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

— Jean Peyrot, président national de l'APHG, l'Association des professeurs d'histoire et de géographie, annonce le décès de leur collègue et ami

M^{me} Germaine BEUF, agrégée de l'Université, professeur au lycée Edouard-Herriot de Lyon, survenu à Lyon, le 7 mars 1989.

— Le proviseur du lycée Edouard-Herriot de Lyon, Les professeurs, Et tout le personnel, Les élèves et anciens élèves, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Germaine BEUF, agrégée de l'Université, survenu le 7 mars 1989.

Les obsèques ont eu lieu à Marcy (Rhône) dans l'intimité.

— M^{me} veuve Laurent Borlot, M^{me} Marie-Claire Pote, M. et M^{me} Jean-Michel Simeonet et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert-Jean BORLOT, survenu le 8 mars 1989.

La cérémonie suivant l'incinération a eu lieu en l'église de Saint-Amour (Jura), le samedi 11 mars 1989, à 10 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

La famille ne recevra pas.

— M^{me} Pierre Calvet, son épouse, M. et M^{me} Bernard Calvet et leurs enfants, M. et M^{me} Maurice Serullaz et leurs enfants, M. et M^{me} Jean-Paul Calvet et ses enfants, M. et M^{me} Paul Calvet, M. et M^{me} Jacques Calvet et leurs enfants, ses frères, belles-sœurs, neveux et nièces, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CALVET, commandeur de la Légion d'honneur, grand officier du Mérite, inspecteur général honoraire des finances, ancien premier sous-gouverneur de la Banque de France, membre des conseils des Musées nationaux, trésorier de la Société des amis du Louvre, survenu le 9 mars 1989, dans sa quatre-vingtième année.

Priez pour lui !

Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 14 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Roch, Paris-1^{er}, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière du Père-Lachaise, dans la sépulture de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part. 33-35, rue de Valois, 75001 Paris.

— La chanoine André DUCHEMIN, ancien curé-doyen de Saint-Etienne de Beauvais, est décédé le 9 mars 1989, à Beauvais.

Ses obsèques auront lieu en l'église Saint-Etienne de Beauvais (Oise), le 13 mars à 15 heures.

On le recommande à vos prières.

— Suzanne et Guy Perriot, Jean-Paul et Odette Gouteland, Antoine et Martine Gouteland, Anne-Marie et René Gachet, ses enfants, Françoise Gouteland et Kees Visser, Catherine Gouteland et Laurent Bercheux, Jean-François Gachet et Simone Hodlinger, Hélène et Jean-Michel Lalé, Claire et Jérôme Pouchol, Laurent Gachet, Jean et Sylvie Gouteland, Pierre, Olivier et Denis Gouteland, ses arrière-petits-enfants, Les familles Rischbieter, Garfunkel, Brodsky, Mathis, Liebschitz, Zatzara, Conte, Champod, Ses parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean GOUTELAND, née Marthe Garfunkel, le 4 mars 1989.

73290 La Motte-Servolais.

— Aix-en-Provence. M. et M^{me} Mathias Mayor, M. et M^{me} Carlo Gentile, M. et M^{me} Paolo Orlandini, ses filles et ses gendres, Pimpenelle et Sibylle de Marignac, Mattéo Gentile, ses petits-enfants, M. Jacques Lobin, son frère, M^{me} Yvette Lobin, sa sœur, M^{me} Claude Bianchi et ses enfants, M. et M^{me} Michel Bianchi et leurs enfants, M. Patrice Bianchi et ses enfants, Les familles Lobin, Bianchi, Gonoulin, Wytenhove, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Suzanne LOBIN, survenu le 9 mars 1989.

La messe des obsèques est célébrée en l'église de la Madeleine, à Aix-en-Provence, le lundi 13 mars 1989.

Messes ou dons à l'Association contre le cancer remplaceront fleurs et couronnes. 24 bis, avenue Sainte-Victoire, 13100 Aix-en-Provence.

— M^{me} Louis Roché, M. et M^{me} Philippe Roché et leurs enfants, L'ambassadeur et M^{me} Louis Olivier, ont la douleur de faire part du décès de leur beau-frère, oncle et grand-oncle,

M. Jacques ROCHÉ, survenu, à l'âge de soixante-quinze ans et muni des sacrements de l'Eglise, le 8 mars 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 13 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue Corot, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse dans l'intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part. 35, rue Saint-Paul, 75004 Paris.

— M^{me} Yvan Teste, son épouse, M. Emmanuel Mendes Sargo, son fils, M^{me} Marcel Teste, sa belle-sœur, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Yvan TESTE, chevalier de la Légion d'honneur, ancien contrôleur général EDF, ingénieur des ponts et chaussées, ingénieur conseil, survenu à Saint-Cloud, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation aura lieu le mardi 14 mars, à 10 h 15, au cimetière de Ville-d'Avray, dans le caveau de famille.

8, rue de la Ronce, 92410 Ville-d'Avray.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire du décès de notre très cher époux et regretté père,

M. Jozef MONCEAU, une cérémonie aura lieu le dimanche 12 mars 1989, à 11 heures, au cimetière ancien de Neuilly-sur-Seine, rue Victor-Noir, à Neuilly-sur-Seine.

M^{me} Jozef Monceau, M. Simon Monceau, son épouse et ses enfants.

— Il y a douze ans, le 10 mars 1977, disparaissait subitement à Lanzarote (les Canaries, Espagne) Frédéric PELZER, à l'âge de soixante-sept ans.

Celles et ceux qui l'ont connu, estimé et aimé lui gardent un fervent souvenir.

— Il y a huit ans, le 12 mars 1981, disparaissait

Albert SAINT MAXEN. Une pensée (une prière) est dédiée à ceux qui l'ont connu et aimé.

هكذا من الأصل

Communication

Nouvelles perturbations dans la distribution des journaux

M. Rocard condamne les atteintes à la liberté de la presse

Dans une lettre adressée, le mercredi 10 mars, à M. Jean Miot, président du Syndicat de la presse parisienne, M. Michel Rocard « déplore et condamne » les incidents survenus dans la nuit du 9 au 10 mars dans les centres des Nouvelles messageries de la presse parisienne. Incidents qui, selon le premier ministre, « ont porté une atteinte grave à la liberté de la presse ».

M. Miot avait écrit le jour même au chef du gouvernement pour l'informer de l'évolution du conflit aux NMPP : « Dans la nuit du jeudi 9 au vendredi 10 mars, alors qu'un accord venait d'être signé entre la direction générale des NMPP et la section Messageries-CGT, tous les quotidiens parisiens ont été détruits, après impression, dans les centres NMPP de province. » Après avoir rappelé la nécessaire modernisation de la presse parisienne et les négociations qui l'accompagnent, M. Miot concluait : « Je demande solennellement aux pouvoirs publics de bien vouloir faire respecter la liberté d'imprimer et la loi Bichet (instaurant en 1947 la distribution coopérative des NMPP) dont la vocation est d'assurer l'égalité de traitement dans la distribution de tous les

titres, portant de garantir le pluralisme ».

Dans sa réponse, M. Rocard réaffirme l'« attachement » du gouvernement à la loi Bichet et demande que « le dialogue social se poursuive pour aboutir à un accord concerté de modernisation des NMPP ». Côté syndical, M. Henri Krasucki a écrit au premier ministre pour le mettre en garde contre toute tentative de recourir aux forces de police. Dans la soirée de vendredi, M. Miot a présidé une réunion des délégués CGT avec la direction des NMPP et les représentants des éditeurs. Une rencontre pourrait avoir lieu dans la semaine du 13 au 19 mars pour préparer la table ronde prévue avant la fin du mois. M. Miot a souligné la « nécessité d'un retour à des conditions normales de distribution ».

Mais de nouvelles initiatives du syndicat CGT ont perturbé, samedi matin, la diffusion du Figaro et de France-Solr, à Paris et dans certains centres d'impression et de distribution de province. Les autres quotidiens ont été distribués normalement. Le Syndicat du livre avait annoncé la poursuite « d'actions ciblées » contre les éditeurs engagés dans un processus de modernisation.

J.-F. L.

Parution du « Guide de la presse » 1989

Un pavé de mille journaux

Toute la presse écrite (ou presque) dans un mille-feuille de papier : l'édition 1989 du Guide de la presse, lancé pour la première fois l'an dernier, a paru mercredi 8 mars. Édité par l'Office universitaire de presse (OUP), sous la direction d'Alain Dagnaud, ce gros volume, qui bénéficie d'une mise en pages intelligente (index, repères, etc.), présente mille journaux en 756 pages. Chacun, qu'il soit français, japonais ou roumain, quotidien ou périodique, de réputation internationale (comme l'International Herald Tribune) ou réservé à un cercle d'initiés (comme Uniformes, les armées de l'histoire), bénéficie d'une fiche d'identité : tirage, diffusion, historique, et d'un commentaire, parfois acéré.

Outre ces mille fiches rédigées par quatre-vingt-cinq journalistes, universitaires ou écrivains, ce Guide de la presse 1989 présente une chronologie des événements de l'année en matière de presse écrite, un panorama des évolutions de ce secteur

dans divers pays du monde et les écoles de formation de journalistes. Outil de travail mais aussi de curiosité, de fait de la multiplicité des titres et de l'originalité de certains, cet ouvrage vendu 135 francs et diffusé en kiosques est destiné aux professionnels de la communication, aux étudiants et aux historiens.

Innovation 1989 : les prix du Guide de la presse. Un jury comprenant des personnalités comme M^{me} Yvette Chassagne (présidente honoraire de l'UAP), M^{me} Francis Belle (membre du CSA), Jean Deslauriers (président honoraire du Crédit lyonnais), etc., et présidé par Jacques Mailhot (président de Nouvelles Frontières) a décerné au Point son Prix de la presse française 1989, au quotidien madrilène El País son Prix de la presse étrangère et au quotidien du Caire Al-Ahram son Prix spécial. Dix-sept journaux (dont le Monde, Marie-Claire, l'Impatient, The Independent, etc.) avaient été présélectionnés pour ces prix.

La polémique autour du rachat de Pathé

Interpart poursuit trois journaux

M. Gian-Carlo Parretti a intenté une action en justice contre trois hebdomadaires : l'Express, l'Événement du jeudi et Minute par voie de citation directe devant le tribunal de grande instance de Paris. Ces trois journaux avaient publié des enquêtes sur l'origine du financement du groupe Interpart et les conditions du rachat de Pathé par M. Max Théret et M. Parretti.

L'avocat de l'homme d'affaires italien, M^{re} Lucien Sultan, juge « calomnieuses et injustifiées les attaques dont le groupe Interpart et M. Parretti ont été l'objet ». Il menace également le Figaro d'une action en justice si le quotidien ne « rectifie » pas un article publié sur l'augmentation de capital d'Interpart (le Monde du 8 mars).

CORRESPONDANCE

Le groupe Rivaud et M. Parretti

Nous avons reçu du groupe Rivaud la lettre suivante : « Dans un communiqué en date du 8 mars 1989, sous le titre « La fortune de M. Parretti », vous avez cru pouvoir indiquer à vos lecteurs, d'une part, que M. Gian Carlo Parretti aurait pris le contrôle du groupe Rivaud et, d'autre part, que les sommes nécessaires à l'acquisition des actions de la société Pathé auraient été avancées pour moitié par la banque Rivaud.

Ces informations sont en tous points inexactes. Ni M. Parretti, ni M. Florio Fiorini, que vous présentez comme son « allié », ne déterminent aucune action de la banque Rivaud qu'ils ne contrôlent en aucune façon.

M. Gian Carlo Parretti ne contrôle aucune des sociétés composant le groupe Rivaud. Il ne détient que des participations minoritaires dans certaines d'entre elles. M. Florio Fiorini n'occupe une quelconque fonction de mandataire social dans l'une quelconque des sociétés du groupe.

Le groupe Haymarket acquiert 49 % de « CB News »

Le groupe de presse professionnelle britannique Haymarket Publishing Group, qui édite une cinquantaine de titres dont le fameux Campaign, a pris à la fin de la semaine dernière 49 % du capital de la société française CB News Edition. Celle-ci publie l'hebdomadaire spécialisé dans les médias CB News (9 000 exemplaires diffusés par semaine en moyenne en 1987), des annuaires, coproduit l'émission hebdomadaire « Les médias » sur France-Info et possède 20 % du capital de Top-Com, salon des directeurs de la communication créé l'an dernier à Deauville. Le reste du capital de la société CB News est aux mains de son fondateur, Christian Blachas, et de certains de ses collaborateurs.

Lancé il y a trois ans, CB News édition était confrontée à un déficit de 17 millions de francs, qui avait conduit son conseil de direction à bloquer les salaires de ses cinquante employés. CB News avait besoin d'un partenaire afin de conquérir son équilibre et de se développer. Déjà présent en Espagne et aux États-Unis où il possède des journaux médicaux, Haymarket devait épauler CB News Edition dans sa volonté de s'implanter en Espagne et en Italie.

Grâce à l'« Union de Reims ». — L'Union de Reims n'a pas paru samedi 11 mars en raison d'une grève de la rédaction, soutenue par l'intersyndicale SHJ, CGDT, CGC. Un mouvement de même ampleur avait déjà empêché la sortie du quotidien le samedi précédent. Les journalistes protestant contre un avertissement infligé par la direction à l'encontre d'un délégué du personnel CGDT pour « détournement d'un poste téléphonique et sortie des locaux par une issue interdite ». Une réunion entre M. Philippe Hersant et les syndicats, le 9 mars, n'a pas permis de rapprocher les points de vue. Une nouvelle réunion est prévue le 15 mars.

L'agence de presse italienne Ansa paralysée. — Les téléscripteurs de l'agence italienne Ansa sont muets depuis mercredi 8 février. La direction de l'agence a, en effet, décidé de suspendre les activités de production et de diffusion de l'information en raison d'un conflit avec les ouvriers de transmission. Le conflit a été au sujet de la mise en place d'un plan d'information, discuté depuis deux ans. Les ouvriers de transmission s'opposent à ce que les journalistes en reportage transmettent leur copie directement sur console informatique. Ils exigent une nouvelle saisie des textes.

« Challenges » détourné en journal électoral

La distribution, mardi 7 mars, de 6 000 exemplaires du journal électoral de M. Tony Dreyfus, secrétaire d'État sans affectation et tête de liste socialiste dans le dixième arrondissement de Paris, n'a pas été du goût de la rédaction d'un des journaux du groupe de M. Claude Perdriel. Challenges. Le journal électoral reproduit en effet le logo de ce mensuel et son rédacteur en chef, Patrick Arnoux, apparaissait — à son corps défendant — comme le directeur de publication. La rédaction a demandé des explications à M. Perdriel et a menacé d'entamer un référé contre le journal électoral du secrétaire d'État. « A quelques jours des municipales, c'est soit de la naïveté de la part de M. Perdriel, soit une conception étonnante du métier de journaliste », notait un rédacteur de Challenges.

Le patron de presse plaide, quant à lui, la bonne foi : « La gérance du journal et moi-même avons donné notre accord à M. Dreyfus, dont je ne sais même pas s'il est au PS, mais dont je sais qu'il est un notable responsable, pour qu'il utilise la formule de Challenges. Dans la mesure où ce journal appartient à un groupe de presse de gauche et côté du Nouvel Observateur, j'ai cru que cela ne poserait pas de problème de conscience aux journalistes... »

les éditions ouvrières



René DOSIÈRE, Marc WOLF

LA COMMUNE, SON BUDGET, SES COMPTES

Guide pratique d'analyse financière

Le best-seller dans la gestion municipale.

10th éd. revue et corrigée. Collection « Pouvoir local » 348 pages - 92 F

12 avenue Sœur-Rosalie 75621 Paris Cedex 13

du 3 au 12 mars 1989

FOIRE NATIONALE A LA BROCANTE ILE DE CHATOU

près de Paris. Accès direct R.E.R. Chatou.

organisée par le Syndicat National du Commerce de l'Antiquité et de l'Occasion.

Tél. 47.70.88.78

HOTEL DES VENTES
9, rue Drouot, 75009 PARIS
Téléphone : 48-00-20-20
Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-83-12-86
Les expositions auront lieu en ville des ventes, de 11 heures à 18 heures, sauf indications particulières, * expo le matin de la vente.

- LUNDI 13 MARS**
- S. 3 - Bijoux anciens et modernes. - M^{re} CHAMPELLAND, GIAFFERI, VEYRAC. Tél. : 42-94-10-34.
 - S. 7 - Tab, bib, mob. - M^{re} BOISGIRARD.
 - S. 10 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{re} OGER, DUMONT (ARCOLE).
 - S. 11 - Linge dentelle, jouets, objets d'art et d'ameublement. - M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN. M^{re} M. Daniel, expert.
 - S. 14 - 14 h 15 Bons meubles, objets mobiliers. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN.

- MARDI 14 MARS**
- S. 2 - Beaux bijoux. - M^{re} GROS, DELETTREZ (ARCOLE).

- MERCREDI 15 MARS**
- S. 4 - Antiques, Haute Epoque, art de la Chine et du Japon. - M^{re} COUTURIER, de NICOLAY.
 - S. 5 et 6 - 14 h 30 Objets d'art et de très bel ameublement principalement du 18^e. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. M. Dufès, expert.
 - S. 7 - Beaux meubles. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
 - S. 10 - 14 h 15 Tableaux modernes et contemporains. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. M^{re} Marie-Aline Prat, M^{re} M. Pichot et du Louvencourt, M. Maréchal, experts.
 - S. 14 - Tableaux, meubles et objets d'art. - M^{re} MILLON, JUTHEAU.

- JEUDI 16 MARS**
- S. 8 - Instruments de musique de prestige. - M^{re} MILLON, JUTHEAU. M. Vatarel, expert.
 - S. 9 - Tableaux modernes et sculptures. - M^{re} COUTURIER, de NICOLAY. - M^{re} DAUSSY, de RICQLES.

- VENDREDI 17 MARS**
- S. 1 - Tableaux anciens, meubles et objets d'art des 18^e et 19^e s. - M^{re} DELORME.
 - S. 5 et 6 - 14 h 15 ART ISLAMIQUE. Tableaux orientalistes, bijoux nautiques de la collection de M. T... - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. M. Lucien Aracache, expert.
 - S. 7 - 14 h 15. Instruments de musique. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. M. Vatarel, expert.
 - S. 10 - Art déco. - M^{re} BOISGIRARD.
 - S. 11 - 14 h 15. Livres anciens et modernes. Manuscrits. - M^{re} ADER, PICARD, TAJAN. M. Meunier, expert.

- Exposition chez l'expert (sur rendez-vous) : Librairie Landanot, 100, boulevard Saint-Hippolyte, 75008 Paris - Tél. : (1) 42-66-68-32 : le mardi 14 mars de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

- * S. 12 - Timbres-poste dont belles collections d'Outre-Mer. - M^{re} LENORMAND, DAYEN.
- S. 15 - Vente d'ateliers : Bouquet, Macorella et Devambaz. - M^{re} MILLON, JUTHEAU. M. Camard, expert.

DROUOT-MONTAIGNE
15, avenue Montaigne, 75008 PARIS
MARDI 14 MARS, MERCREDI 15 MARS à 14 h 15
MONNAIES DE COLLECTION

Grecques, romaines, byzantines, galloises, carolingiennes, royales françaises, contemporaines, féodales, étrangères.

GLYPTIQUE
Cachets et cylindres orientaux, intailles, bijoux, objets antiques.

M^{re} ADER, PICARD, TAJAN-Commissaires-priseurs. Experts : M. Jean Vinchon, M^{re} F. Berthelot-Vinchon et A. Vinchon, Ph. Mariand de Serres.

Exposition à Paris : chez « Jean Vinchon Numismatique », 77, rue de Richelieu, 75002 Paris - Tél. : (1) 42-97-50-00 jusqu'au vendredi 10 mars de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

Expositions publiques à Paris, Drouot-Montaigne, 15, avenue Montaigne, 75008 Paris : lundi 13 mars de 10 h à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h.

VENDREDI 17 MARS à 14 h 30
IMPORTANTS DESSINS ET TABLEAUX ANCIENS
M^{re} COUTURIER, de NICOLAY. Commissaires-priseurs

HOTEL DES VENTES DE SCEAUX (92330)
38, rue du docteur Roux. Tél. : 46-60-84-25.

SAMEDI 11 MARS à 14 h 30
Suite cessation d'activité
FOURRIERE, VETEMENTS DE CUIR
(Expo : vendredi 10/3 de 13 h à 18 h et matin de la vente)

DIMANCHE 12 MARS à 14 h 30
TABLEAUX, BIJOUX, ARGENTERIE, OBJETS D'ART ET D'AMEUBLEMENT
(Expo : samedi 11/3 de 11 h à 13 h et de 14 h à 18 h, dimanche 12/3 de 11 h à 12 h.)

MERCREDI 15 MARS à 20 h 30
VINS ET ALCOOLS
Expert : M. de Clout. Tél. : 43-34-81-20 - 43-34-88-09 (Expo : Mercredi 15/3 de 14 h à 18 h) - M^{re} SIBONI - Commissaire-priseur.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

- ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favard (75002), 42-61-80-07.
- BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
- COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
- DAUSSY, de RICQLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
- DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
- GROS, DELETTREZ, 22, rue Drouot (75009), 47-70-83-04.
- LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (meubles), RHEIMS-LAURIN, 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
- LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lebas (75009), 42-81-50-91.
- MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
- OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
- PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.

Culture

CINÉMA

Le XIV^e Festival international du film d'humour à Chamrousse

Du grinçant au naïf

Le Festival de Chamrousse a couronné Bal poussière, le film du cinéaste ivroirien Henri Duparc.

Un hommage rétro à Darry Cowl, un jury présidé par Georges Lautner réunissant Rosy Varte, Jean-Marc Thibault et Jean-Pierre Mocky, Gérard Jugnot et Sylvie Joly... Pour sa quatorzième édition, qui s'est déroulée du 6 au 10 mars, le Festival international du film d'humour de Chamrousse a plus que jamais assumé son image de manifestation pépère, un tantinet franchouillarde, gentiment désuète, qui, en définitive, fait tout son charme décalé.

Depuis 1976 - et le sacre d'Étienne Sella à travers *Nous nous sommes tant aimés* - il promet plus qu'il ne promet : des films souvent intéressants, parfois désespérés, mais en principe humoristiques. Les dix films sélectionnés pour la cuvée 1989 illustraient au moins autant de variantes d'un genre trop souvent négligé. Le meilleur cotait le médiocre, jamais le pire.

Une révélation d'abord : *Esperance en el cielo* (Attends-moi au ciel) d'Antonio Mercero, petit joyau de la tendance grinçante dans laquelle le cinéma ibérique excelle. Pour raconter les mésaventures sous-terraines d'un petit bourgeois madrilène (orthopédiste par vocation et sosie de Franco par hasard), enlevé par un agent très spécial des services secrets afin de servir de doubleur au Caudillo vieillissant.

Avec une économie d'effets, une volubilité mélancolique dans la dérision, une délectation bucheleuse dans la noirceur mais une constante retenue dans la violence pamphlétaire, Mercero maîtrise remarquablement le crescendo de l'impudence et des quiproquos qu'elle induit. Le

douloureux apprentissage de la démarche, des gestes, des tics et de la diction, suave et ampoulée, du généralissime auquel le sosie (savoureux José-Maria Santos) est soumis par son ravisseur Pygmalion constitue un joli moment de cocasserie cruelle.

Une découverte ensuite : *Bal poussière*, du cinéaste ivroirien Henri Duparc. Contrairement à *Les dieux sont tombés sur la tête* (primé à Chamrousse en 1982), ce long métrage 100 % africain n'a rien de frelaté ou d'ambigu et distille une forme d'humour quasiment inédite en Europe. Peinture naïve, rafraîchissante et colorée, dans son langage surtout, des meurs et des rapports sociaux au sein d'un village de Côte-d'Ivoire, *Bal poussière* semble exclure le second degré mais n'en est pas moins reçu comme une fable sur la polygamie. Les malheurs de « Demi Dieu », petit potentat local, dorloté par cinq épouses, commencent le jour où il veut s'offrir une sixième légitime en la personne de Bintia, une collégienne qui s'est dévergondée à Abidjan. L'authenticité et le verbe du film de Duparc dérange autant qu'il réjouissent.

Deux films français

Pas de souci à se faire non plus pour *Twins* (Jumeaux), un produit typiquement américain assaisonné par Ivan Reitman (*SOS Fantômes*). Fruits d'une manipulation générique, qui à lamentablement avorté, deux jumeaux-éprouvettes se découvrent trente-cinq ans plus tard pour de douloureuses aventures. L'un des jumeaux est brun minuscule, rondouillard, sournois et teigneux, l'autre, grand blond, athlétique, can-

dide et généreux jusqu'à la naïveté. Les gags, énormes et télécommandés, sont rythmés par la country music, avec Danny de Vito et Arnold Schwarzenegger, qui s'auto-parodie efficacement forment un couple de barjots suffisamment allumés pour faire un malheur dans les salles obscures.

Pour mémoire, il faut souligner que deux films français étaient en compétition : *Thank you Satan*, d'André Farwaggi, une comédie à la fois farfelue et stéréotypée que Patrick Chesnay, Carole Laure, Marie Fugère, un gros chat noir zappeur et la chanson de Ferré maitonnent à flot, et *Un père et passa*, le deuxième film de Sébastien Grazi, qui exploite vaguement le filon de *Trois hommes et un couffin*. Du comique de situation bien servi par Eddy Mitchell et Guy Marchand.

On pourra éviter *Who's Harry Crumb*, de Paul Flaherty, un néo-burlesque hollywoodien dans lequel John Candy campe un inspecteur Clouzeau revêtu aussi d'épiphantasmes que ses gaffes, ainsi que *Le Fils des peres-noirs*, du Tchèque Jiri Menzel (naguère formidablement caustique). Cette chronique bucolique en forme de Japon de choses nous apprend beaucoup sur la vie au cœur des bois de boulaux, l'art de faire le pain, la façon de mer et de cuisiner un sanglier, le caractère ombrageux et les frustrations des chasseurs et des buveurs de bière des environs de Prague, mais laisse désespérément les muscles zygomatiques au repos.

ROBERT BELLERET.

★ PALMARES. - Grand Prix du Festival : *Bal poussière*; Prix spécial du jury : *Twins*; Prix de la critique : *Bal poussière*; Prix de public : *Twins*.

La Finlande grande gagnante du Festival du cinéma nordique à Rouen

Le cinéma finlandais est le grand gagnant du deuxième Festival du cinéma nordique à Rouen : *Splendeur et misère de la vie humaine*, de Matti Kassila, et *Héritage*, de Pekka Parikka, les deux films finlandais de la sélection officielle, ont reçu cinq des sept prix décernés par les différents jurys.

Si le Festival a confirmé et amplifié son succès populaire (17 000 spectateurs contre 10 000 l'an dernier), la sélection officielle 1989 ne valait cependant pas celle de l'année précédente. Non primé, *Un film dangereux*, comédie surré-

liste et parodique de la Suédoise Suzanne Osten, tranchait complètement sur le reste de la sélection mais la seule véritable surprise de cette distribution de prix fut l'absence de mention pour *L'ombre du corbeau*, une saga islandaise de Hrafn Gunnlaugsson.

En marge de la sélection une quarantaine de films pour la plupart inédits en France ont été projetés. La grande vedette de ce festival était le célèbre comédien suédois Max von Sydow.

E. B.

« Le Cœur de la forêt » de Manuel Gutiérrez Aragón

Les derniers fantômes

La biographie de Manuel Gutiérrez Aragón, scénariste et réalisateur du *Cœur de la forêt*, comporte un nombre impressionnant de récompenses espagnoles et internationales. Il aime les histoires en spirale dans lesquelles le fantastique intervient sans cesse et, en quelque sorte, détériore la vision du réel.

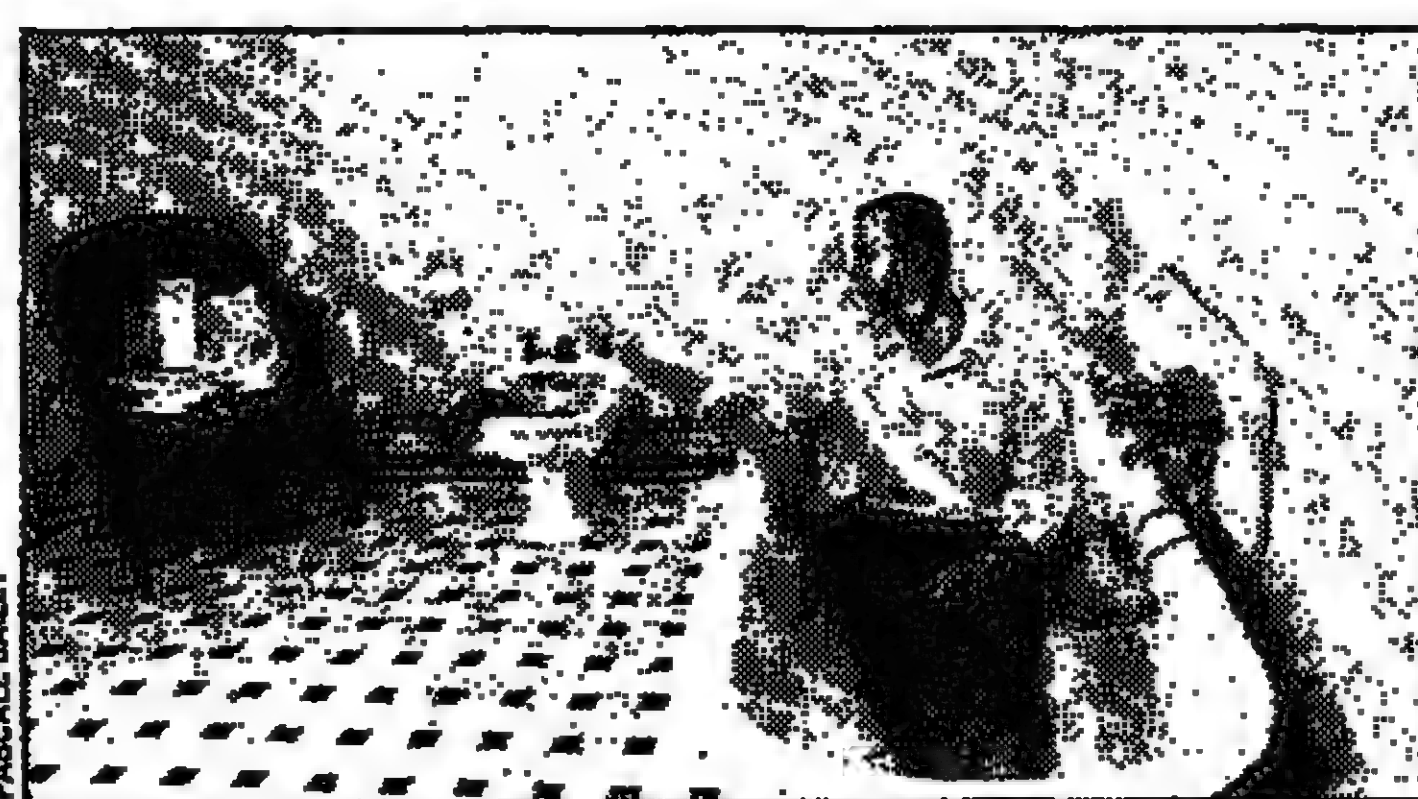
Dans le *Cœur de la forêt*, qui date de 1978, il raconte l'histoire d'un maquisard légendaire n'ayant pas accepté la défaite. Malade, il vit seul dans cette forêt où il sort une fois par an, pour la fête du village. Là, il fait un tour de danse et s'en retourne. Un ancien compagnon part à sa recherche pour le ramener à la réalité. Il tourne en rond dans cette Brocéliande espagnole, où les symboles sont aussi touffus que les arbres et s'y perd en même temps que le film. On se demande si les bobines sont montées dans le bon ordre, ou si on n'en a pas égaré une. On se demande aussi ce que vient faire Angela Molina.

En fait, le problème n'est pas tellement la précision baroque du récit, que le flow des personnages. Restent les paysages, les cascades, la boue, les bruits de la forêt, la contine d'une petite fille, les lampions du bal dans des crépuscules fantasmagoriques. Et la pluie qui tombe en trombe sans arrêt. Est une dernière question : pourquoi avoir ressorti ce film ?

C. G.

« La Salle de bain », de John Lvoff

Visages pâles



Tom Novembre dans « La Salle de bain ».

Une Venise comme on ne la montre jamais, bien sûr, sévère, dépolie, sans faste. Le personnage loge dans un hôtel modeste et regarde la télé, joue aux échecs, Edmonson le rejoint, il lui colle une fléchette en plein front, elle repart. C'est lui qui va se faire radiographier le crâne, ensuite, pour sa sinusite. Puis sympathise avec le docteur et dîne chez lui, d'un plat de rognons, avant de rentrer à Paris. John Lvoff précise que son film est « en blanc et noir ». Un blanc sévère, en effet, très étudié, qui atomise parfois les frères décous des humains. L'ensemble est élégant, pince-sans-rire, mesuré.

Le Personnage est-il bon ou méchant ? Désespéré plutôt, sans que l'on sache pourquoi. Un dégoût existentiel de fond, de départ. Pas d'appétit, juste un intérêt maniaque pour la surface des choses, les différentes façons de regarder tomber la pluie, de suivre la trottée de sa denture. Tom Novembre est parfait dans le rôle de cet homme dont on ne sait s'il broie du noir ou ne pense pas du tout. C'est sûrement un signe des temps, ce malaise vertigineux de l'homme sans travail, sans argent, encreint. On peut suggérer que les temps ne sont pas les mêmes pour tous.

M. B.

ARTS

Mustapha Fathi à la galerie de Nevers

Certaines villes de Syrie sont connues depuis des siècles pour la qualité de leur production textile. Leur nom, dans certains cas, se confond avec la désignation d'étoffes particulières (dames de la capitale syrienne ou mousselines de Mossoul). Aujourd'hui encore, des artisans perpétuent cette tradition avec plus ou moins de bonheur. Les laissés-pour-compte de l'urbanisation, nomades ou paysans, composent eux aussi des ouvrages textiles avec les rebuts de ces matériaux, chutes de tissus, chiffons, boutons. « Des êtres brisés se trouvent peut-être le mieux réconfortés par des fragments, des débris », remarquait déjà Klee.

Ces ouvrages, assemblés selon les couleurs, la forme des morceaux ou

leur texture, servent de couvertures, de rideaux ou de pièces de vêtements. Certains d'entre eux sont accrochés à l'extérieur des bâtiments où ces nomades sont sédentarisés. Ils servent alors de signaux aux voyageurs qui traversent ces contrées plutôt désertiques. Ces patchworks, aux formes géométriques très organisées, sont en fait de véritables tapis apparents qui représentent la symbolique traditionnelle (figures géométriques, végétales ou animales stylisées) que l'on retrouve aussi bien sur les tatouages que sur certains tapis.

Un plasticien contemporain, Mustapha Fathi, qui séjourna longtemps en France avant de repartir sa Syrie natale, a repris cette démar-

che pour l'appliquer à son propre travail. Il n'utilise pas les chutes de tissus mais s'inspire de leurs formes. Ses œuvres sont imprimées sur des cotons ou des toiles, découpées et gravées. Un procédé lui aussi traditionnel. L'étoffe est posée sur le sol. L'artiste choisit un petit nombre de ces tampons de bois et travaille en tournant autour du tissu.

Effets de dentelles, mosaïques de lignes, ponctuations de taches ombreuses, répétitions de figures simples et de minces éléments géométriques, la réminiscence des ateliers de tissage est évidente, mais ces pictogrammes et ces signes qui prolifèrent génèrent une sorte de syntaxe indéchiffrable ou l'influence de certains artistes occidentaux - Dubuffet et Klee, bien sûr - se mêle au vieux fond de la tradition islamique.

EMMANUEL DE ROUX.

★ « Syrie, signes d'étoiles », exposition organisée par la Maison des cultures du monde à la galerie de Nevers, 8, rue de Nevers, 75006 Paris. Jusqu'au 2 avril. Catalogue, 92 pages, 120 F.

Le premier Salon de Mars

Agreste écolisme, pour la première édition du Salon de Mars, qui se tient en face de l'Ecole militaire. Sous une vaste tente, une soixantaine de stands exposent de l'art ancien et moderne, contemporain et primitif. Philippe Guimiot, de Bruxelles, accroche des toiles de Schœdel et de Barcelo à côté de stannettes Songye. Daniel Gervis, l'initiateur de ce salon, s'est associé avec Etienne Lévy pour présenter des œuvres de Debré ou d'Hartung au-dessus de commodités Louis XVI. Chez Alain de Monbrison, l'art africain fait bon ménage avec Matta. Le mobilier des années 30 est omniprésent et celui des années 50 fait son apparition. Les familiers de la Biennale des antiquaires, venus admirer les éventails du Palais-Royal ou les tapis de Boukhara tombent sur une affiche lacérée de Villé-Morille. Le décor est d'un blanc rigoureux. La discrétion de mise. Les prix ne sont jamais affichés et le nom des artistes souvent omis. Mais la promenade est de qualité.

★ Samedi 11 et dimanche 12 mars, de 10 heures à 20 heures.

MUSIQUES

A Liège, « le Théâtre noir », de R.-M. Schafer

Chez les alchimistes à minuit

La naissance du fils de la Sagesse, enfant du Soleil et de la Lune. Tel est le sujet ambitieux d'un spectacle canadien dans un parking belge.

R. Murray Schafer est surtout connu en France comme le père de l'écologie acoustique, dont il a jeté les bases par de nombreux travaux et exposé la doctrine dans un livre important, *Le Paysage sonore* (Ed. Jean-Claude Lattès, 1979). Mais il a toujours été obsédé en même temps par les problèmes de l'aliénation entraînée par la vie urbaine : l'une de ses œuvres les plus célèbres fut, en 1968, *Requiem for the Party Girl*, qui relatait « l'effondrement mental et le suicide d'une jeune femme ».

Depuis 1970, il vit dans une ferme isolée du Grand Nord canadien, et il a pris quelque distance avec les questions d'écologie. Très marqué par les religions orientales et la philosophie de Jung, il se consacre à un cycle immense d'œuvres de caractère initiatique qui veulent aider les spectateurs à parcourir les grandes aventures archétypiques, les mythes fondateurs de l'humanité. Le cycle s'intitule *Patria*.

Ce sont d'étranges rituels : « *Près de Calgary*, raconte Claude Michéroux, cinq mille personnes sont venues à l'aube au bord d'un lac de montagne assister aux représentations de la Princesse des étoiles. En 1986, à l'université de Leyde, en Hollande, ce fut R.A. une cérémonie inspirée par l'Égypte ancienne où l'auditoire costumé allait de place en place du coucher du soleil à l'aube, écouter musiciens, danseurs et chanteurs. Et l'été dernier, c'était le Plus Grand Spectacle de la terre, un jeu proche de la foire avec des stands et des attractions étranges ».

Murray Schafer a prévu huit manifestations, et la dernière, dit-il, « durera une semaine dans une forêt, où le public devra séjourner et camper ».

Claude Michéroux, directeur des « Nuits transfigurées » de Liège, lui a donné carte blanche, si l'on peut dire, pour un grand spectacle sur l'alchimie, le Théâtre noir d'Hermès Trismégiste (le nom grec du dieu égyptien Thot, « trois fois grand »), et le compositeur a élu pour cette

cérémonie l'ancien Cirque des Variétés, transformé en parking.

Dans un lieu assez misérable où de vieilles autos achèvent de pourrir, les spectateurs sont accueillis à minuit par une troupe d'alchimistes du Moyen Âge, qui fondent les minerais, extraient les métaux, martèlent le fer, tout en racontant les doctrines ou les légendes qui sous-tendent « l'action sur la matière du globe et sur les esprits : séparation et coagulation des métaux précieux, recherche de l'hermaphrodite », le fils de la Sagesse, personnifié sous la forme d'une cohabitation rituelle de l'or et de l'argent, du Soleil et de la Lune ».

C'est à la naissance de ce fils de la Sagesse que le public est ensuite convié à l'étage supérieur du parking. Dans un vaste espace circulaire, dominé par un dais vitré, se trouve Athanor, la matrice, le creuset, relié au feu du centre de la Terre, où s'opère l'alchimie. Tout autour se déroulent d'étranges cérémonies : chanteurs, danseurs, avec un orchestre intermittent, commentent les différentes phases de ces *Noces chymiques*, pour le moins confuses, d'autant que tout se passe dans une obscurité presque complète.

La musique de Murray Schafer est déconcertante, mélange de mélodies grégoriennes, de chuintements harmoniques, d'airs et de résonances, tonaux et atonaux, parfois fort beaux, avec un orchestre et des chanteurs souvent inventés, et tout un appareil de percussions, de cloches et de sonnettes qui suggèrent une atmosphère de liturgie orientale. Hélas, comme dans *Licht* de Stockhausen, à côté d'images profondes, de mélodies lumineuses attestant une vérité poétique, on a souvent l'impression que le compositeur a quelque peu abdiqué l'intellectualisme de son langage pour adopter un lyrisme de pacotille peu convaincant.

Même si son alchimie fait long feu, la nombreuse troupe belge-canadienne de Liège se livre avec talent, foi et passion aux mystères de ce Théâtre noir, mis en scène par Thom Sokolowski, sous la direction musicale de Patrick Davin.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Tous les soirs (sauf le 13), jusqu'au 19 mars, à l'ancien Cirque des Variétés, 1, rue Sur-la-Fontaine, Liège, à 24 heures. Location FNAC, place Saint-Lambert, tél. : (32-41) 22-01-29. Prix des places : 800 et 400 FB.

La tournée de l'Orchestre de Paris aux États-Unis

Barenboïm applaudi et critiqué

Accueil très chaleureux

du public,

réserve de la part

de la critique :

voici, très résumé,

le bilan

de la tournée américaine

de l'Orchestre de Paris

et de son chef,

Daniel Barenboïm.

M. McLellan (*Washington Post*) est d'un avis voisin, il estime qu'« une douzaine d'orchestres américains paraissent techniquement supérieurs pour la précision des ensembles, la puissance et la variété des styles ». Il ajoute : « L'Orchestre de Paris est néanmoins un bon ensemble, ayant beaucoup de vitalité et un fort sens de la couleur ; il s'est sensiblement amélioré au cours du règne de Barenboïm ».

Manuela Hoelterhoff (*Wall Street Journal*) évoque l'affaire de l'Opéra-Bastille et ne cache pas ses sentiments : « On pourrait éprouver quelque sympathie pour le maestro éliminé si son talent et sa vision étaient aussi indiscutables que sa cupidité. Mais on n'en a pas de preuves sérieuses ». Elle ajoute : « Le choix des solistes, à l'exception de Waltraud Meier, n'inspire pas une confiance absolue en l'oreille de Daniel Barenboïm ».

Après avoir évoqué les étonnements du chef d'orchestre, Manuela Hoelterhoff conclut : « Je pense que l'Opéra-Bastille sera capable de très bien survivre au départ de Barenboïm. Il n'est pas homme à transformer le plomb en or ; dans le cas présent, c'était plutôt de l'inverse qu'il s'agissait ».

HENRI PIERRE.

WASHINGTON

correspondance

New-York, Chicago, Washington, les petites villes de New-Haven et New-Branswick ont reçu la visite de l'Orchestre parisien, qui a joué pour des salles comblées et a été longuement applaudi par des auditeurs debout.

Les critiques n'ont pas partagé cet enthousiasme : M. Henanhan (*New York Times*) reproche au chef d'orchestre sa sobriété délabrée dans la *Damnation de Faust*, « une interprétation dépourvue de passion ». M. Barenboïm ne semble pas vouloir, voire être incapable, de créer l'atmosphère fantastique suggérée par le texte et la musique ». Dans le même journal, M. Crutchfield loue Barenboïm pour sa direction dans la *Missa Solemnis* : « On sent qu'il a bien saisi la véritable dimension de cette œuvre ». Il fait l'éloge de l'orchestre et du chœur, en émetant néanmoins quelques réserves sur certains passages.

Un troisième critique, officiant lui aussi dans le même journal, s'en prend à l'orchestre pour sa prestation dans le second acte de *Tristan et Isolde* : « Soit les musiciens français ne sont tout simplement pas faits pour Wagner, soit ils ne sont pas comparables, quel que soit le répertoire, aux meilleurs orchestres européens et américains ».



Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, M^e Hallé, 42362753
jeudi 16 mars 20 h 30
POÉSIE ROUMAINE
avec Maria BANUS et Jean-Louis COURRIOL
lectures en français et en roumain par Tudor GEORGHE
en présence des Poètes Maria BANUS et Marin SORESCU

مكتبة من الأمل

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

100% POLYAMIDE. Blanc-Mantoux (48-87-15-54) (sam.) 22 h 30.

LE MOINE. Amandiers de Paris (43-66-42-17) (sam.) 20 h 30.

LES FEMMES DE MA VIE. Gymnase-Mario-Bell (42-46-79-79) (sam.) 20 h 30.

BING. IMAGINATION MORTE. IMAGINEZ. Nautisme. Théâtre par le bus (47-78-70-88) (sam.) 20 h 45.

AINSI VA LE MONDE. Malakoff. Théâtre 71 (46-55-43-45) (sam.) 20 h 30.

L'AMANT. Juvénat-Orge (salle Jean-Denis) (69-21-60-34) (sam.) 21 h, dim. 17 h.

DES FRANÇAISES. Claire Lecoq-Berry. Albert. Scènes. CAC Les Gémeaux (46-60-65-64) (sam.) 21 h, dim. 17 h.

LES HÉROÏDES. Marie-Stuart (45-08-17-80) (sam.) 20 h 30.

PIERROT. GARDIEN DE L'ORDRE. Tintamarre (48-67-33-82) (sam.) 22 h 30.

LES BONNES. Arcane (43-38-19-70) (sam.) 20 h 30.

RENDEZ-VOUS AVEC HENRI MAINE. Auteuil. Jardin d'hiver (42-69-49-49) (sam.) 16 h.

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Aristoplane vivants : 14 h, lun. mar. 14 h, Le Moine : 20 h 30.

ANTOINETTE - SIMONE-BERBAU (42-08-76-58). La Rémouille : 17 h 30 et 21 h, dim. 17 h.

ARCANE (43-38-19-70). Les Bonnes : 20 h 30, dim. 17 h.

ARLEQUIN (43-38-19-70). Deux comédiens : 20 h 30.

ARTISTE-ATRIEVAIS (46-06-36-02). Made in Britain : 20 h 30, dim. 16 h.

ARTS-HEBERTOT (43-87-23-23). La Triomphe de la jalousie : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). Henri IV : 21 h, dim. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JUVET (47-42-67-71). Salle C. Gérard. Collas : 20 h 30.

SALE LOUIS JOUET. Les Amants magnifiques : 20 h 30.

AU COULOUX DES CORDELIERS (43-29-40-63). Une folie électrique : 21 h, dim. 15 h.

BERRY (43-57-51-55). Le Goûter de La Courtille : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-39-34-50). Le Bal de N'dinga : 21 h, dim. 16 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Ma vie et plus un rouleur : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIX^e (42-38-35-53). L'Homme objet : 18 h 30, dim. (dernière) 16 h. La Comédie sans fin : 20 h 30.

CARTE BLANCHE (43-57-05-35). Dim. Nouvelles d'ailleurs : 17 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (43-31-28-34). Iphigénie : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHE. THÉÂTRE DE L'AQUARIUM (43-74-99-01). Sois qui dort le chat : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHE. THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Le Laitier : 20 h 30, dim. 15 h 30.

CARTOUCHE. THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-20-36-46). Le P'tit Tiquette des comédiens : 20 h 30, dim. 16 h.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-55). Ah ! Ça rira, ça rira, ça rira : 21 h, dim. 15 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-08-85-97). Starmania : 21 h, dim. 16 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de théâtre : 16 h et 21 h.

MICHEL (42-65-35-02). La Bonne Adresse : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

MICHOUDIERE (47-42-95-23). Piquette : 20 h 45, dim. 15 h.

MOGADOR (48-78-75-00). D'Anagnan : 15 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h 30.

MONTFARNASSE (42-22-77-74). La Vie Vite : 21 h, dim. 15 h 30.

MONTFARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Teresa : 21 h, dim. 15 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-10-90). Le Des des locomotives : 20 h 30, dim. 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing : 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Aurélie Stéphen : 18 h 30 et 21 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappoport : 20 h 45, dim. 15 h.

PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90). Le Liberté et la Mort d'après Danton et Robespierre : 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). Les Vamps : 21 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). De la musique continue ! Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Ridesaux : 21 h, dim. 16 h 30.

PENICHE-OPERA (42-45-18-20). Nima et ses comédiens ambulants : 21 h, dim. 17 h.

POCHE-MONTFARNASSE (45-48-92-97). Salle L. Le Plus Heureux des trucs : 20 h 45, dim. 15 h.

PORT SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Ténor : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

POTINIERE (42-61-44-16). La Frouse : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-20-30). Comédie en trois actes : 20 h 30, dim. 16 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drole de couple : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

SENTER DES HALLES (42-36-37-27). Trop tard pour pleurer : 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). On achète bien les vœux : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10). Les Amants : 20 h 30, dim. 15 h.

STUDIO (42-74-74-77). P. Dim. La Vérité sur l'amour baroque : 16 h.

Samedi 11 - Dimanche 12 mars

MARIGNY (45-08-85-97). Starmania : 21 h, dim. 16 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Une vie de théâtre : 16 h et 21 h.

MICHEL (42-65-35-02). La Bonne Adresse : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

MICHOUDIERE (47-42-95-23). Piquette : 20 h 45, dim. 15 h.

MOGADOR (48-78-75-00). D'Anagnan : 15 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h 30.

MONTFARNASSE (42-22-77-74). La Vie Vite : 21 h, dim. 15 h 30.

MONTFARNASSE (PETIT) (43-22-77-74). Teresa : 21 h, dim. 15 h 30.

NOUVEAU THÉÂTRE MOUFFETARD (43-31-10-90). Le Des des locomotives : 20 h 30, dim. 15 h 30.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Le Grand Standing : 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Aurélie Stéphen : 18 h 30 et 21 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappoport : 20 h 45, dim. 15 h.

PALAIS DES CONGRÈS (48-28-40-90). Le Liberté et la Mort d'après Danton et Robespierre : 15 h et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (46-07-49-93). Les Vamps : 21 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). De la musique continue ! Raymond Devos : 20 h 30, dim. 15 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Les Ridesaux : 21 h, dim. 16 h 30.

PENICHE-OPERA (42-45-18-20). Nima et ses comédiens ambulants : 21 h, dim. 17 h.

POCHE-MONTFARNASSE (45-48-92-97). Salle L. Le Plus Heureux des trucs : 20 h 45, dim. 15 h.

PORT SAINT-MARTIN (46-07-37-53). Ténor : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

POTINIERE (42-61-44-16). La Frouse : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h.

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-20-30). Comédie en trois actes : 20 h 30, dim. 16 h 30.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drole de couple : 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h.

SENTER DES HALLES (42-36-37-27). Trop tard pour pleurer : 20 h 30.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). On achète bien les vœux : 20 h 30.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10). Les Amants : 20 h 30, dim. 15 h.

STUDIO (42-74-74-77). P. Dim. La Vérité sur l'amour baroque : 16 h.

THÉÂTRE 15 (45-88-16-30). Comme il vous plait : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-97-77). Aloïse : 20 h 45, dim. 17 h.

THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-90-80). L'Autre : 20 h 30, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE LA BELLE DE MAI (43-64-37-37). Nina c'est autre chose Théâtre en appartement : 20 h 30.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-97-97). Salle L. La Trilogie de Pascal : Maria, Fanny, César : 16 h, 18 h 30 et 21 h 30, dim. 14 h et 16 h 30.

THÉÂTRE DE LA PLAINIE (40-43-01-82). Le Foyer : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-72-72). L'Imposant : 20 h 45, dim. 14 h 30.

THÉÂTRE DE MÉNILMONTANT (46-36-90-60). La Passion à Ménilmontant : 17 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE DE PARIS (43-80-90-30). Cate Caprice Old Posters Book of practical Cats : 15 h et 20 h, dim. 14 h et 17 h 30.

THÉÂTRE DU BEL AIR (43-46-91-93). Le Foyer : 20 h 30, dim. 17 h.

THÉÂTRE L'OMBRÉ QUI ROULE (43-26-29-61). Un cœur simple : 21 h, dim. 17 h.

THÉÂTRE MODERNE (48-74-10-75). Concours de circonstances : 21 h, dim. 15 h.

THÉÂTRE MONTGUEUL (42-33-80-78). Lettres d'une inconnue : 18 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-00). Grand Théâtre. La Vieille : 20 h, dim. 15 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE. Nationalité française : 15 h 30 et 21 h, dim. 16 h.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). M.L.T. Le Fon de Madeleine : 21 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). La Timbalade : 15 h 30. Mouton : 20 h 15. Hélas, tant mieux ! : 21 h 30. Pierrat gardien de l'ordre : 22 h 30.

TOURTOUR (48-87-33-82). De l'orthographe et autres oiseaux rares : 19 h. Pouchin : 20 h 30.

TOURTOUR-BERNARD (45-22-08-40). Enorme Changement de dernière minute : 17 h. P. Dim. Tout et tout... : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

VALDRE (42-33-09-92). La Présidente : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHARLOT (47-44-24-24)

SAMEDI

Mélie pour un meurtre (1977, v.o. s.t.f.), de James Tynan. 15 h ; Hommage à Kiyoko Tanaka : La mariée parle dans son sommeil (1933, v.o. s.t.f.), de Hideo Ozu. 17 h 30 ; La Danseuse d'été (1932, v.o. s.t.f.), de Hideo Ozu. 19 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h.

DIMANCHE

Incubus (1961, v.o. s.t.f.), de Leslie Stevens. 15 h ; Hommage à Kiyoko Tanaka : La mariée parle dans son sommeil (1933, v.o. s.t.f.), de Hideo Ozu. 17 h 30 ; La Danseuse d'été (1932, v.o. s.t.f.), de Hideo Ozu. 19 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h.

SALLE GARANCE

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

SAMEDI

Cinéma du réel : Fine Food, Fine Pastries (1977, v.o. s.t.f.), de David Peterson. 14 h 30 ; David Eller-Godwin (v.o. s.t.f.), de David Eller-Godwin. 16 h ; L'Amant (1982, v.o. s.t.f.), de Jean-Luc Godard. 18 h ; L'Amant (1982, v.o. s.t.f.), de Jean-Luc Godard. 20 h ; L'Amant (1982, v.o. s.t.f.), de Jean-Luc Godard. 22 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés. 14 h 30 ; Films primés. 17 h 30 ; Film de clôture : Ombra Serebia Serebia (v.o. s.t.f.), de Dusan Hanak. 20 h 30 ; Petite salle : Cinéma du réel : The Coffin Brigade (v.o. s.t.f.), de Georges Brien. 14 h 30 ; Cherry Ripe (v.o. s.t.f.), de Sotom Hosas. 16 h ; No Sense of Crime (v.o. s.t.f.), de Julie Jacobs. 18 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 23 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés. 14 h 30 ; Films primés. 17 h 30 ; Film de clôture : Ombra Serebia Serebia (v.o. s.t.f.), de Dusan Hanak. 20 h 30 ; Petite salle : Cinéma du réel : The Coffin Brigade (v.o. s.t.f.), de Georges Brien. 14 h 30 ; Cherry Ripe (v.o. s.t.f.), de Sotom Hosas. 16 h ; No Sense of Crime (v.o. s.t.f.), de Julie Jacobs. 18 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 23 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés. 14 h 30 ; Films primés. 17 h 30 ; Film de clôture : Ombra Serebia Serebia (v.o. s.t.f.), de Dusan Hanak. 20 h 30 ; Petite salle : Cinéma du réel : The Coffin Brigade (v.o. s.t.f.), de Georges Brien. 14 h 30 ; Cherry Ripe (v.o. s.t.f.), de Sotom Hosas. 16 h ; No Sense of Crime (v.o. s.t.f.), de Julie Jacobs. 18 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 23 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés. 14 h 30 ; Films primés. 17 h 30 ; Film de clôture : Ombra Serebia Serebia (v.o. s.t.f.), de Dusan Hanak. 20 h 30 ; Petite salle : Cinéma du réel : The Coffin Brigade (v.o. s.t.f.), de Georges Brien. 14 h 30 ; Cherry Ripe (v.o. s.t.f.), de Sotom Hosas. 16 h ; No Sense of Crime (v.o. s.t.f.), de Julie Jacobs. 18 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 23 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés. 14 h 30 ; Films primés. 17 h 30 ; Film de clôture : Ombra Serebia Serebia (v.o. s.t.f.), de Dusan Hanak. 20 h 30 ; Petite salle : Cinéma du réel : The Coffin Brigade (v.o. s.t.f.), de Georges Brien. 14 h 30 ; Cherry Ripe (v.o. s.t.f.), de Sotom Hosas. 16 h ; No Sense of Crime (v.o. s.t.f.), de Julie Jacobs. 18 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 23 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés. 14 h 30 ; Films primés. 17 h 30 ; Film de clôture : Ombra Serebia Serebia (v.o. s.t.f.), de Dusan Hanak. 20 h 30 ; Petite salle : Cinéma du réel : The Coffin Brigade (v.o. s.t.f.), de Georges Brien. 14 h 30 ; Cherry Ripe (v.o. s.t.f.), de Sotom Hosas. 16 h ; No Sense of Crime (v.o. s.t.f.), de Julie Jacobs. 18 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 23 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés. 14 h 30 ; Films primés. 17 h 30 ; Film de clôture : Ombra Serebia Serebia (v.o. s.t.f.), de Dusan Hanak. 20 h 30 ; Petite salle : Cinéma du réel : The Coffin Brigade (v.o. s.t.f.), de Georges Brien. 14 h 30 ; Cherry Ripe (v.o. s.t.f.), de Sotom Hosas. 16 h ; No Sense of Crime (v.o. s.t.f.), de Julie Jacobs. 18 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 23 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés. 14 h 30 ; Films primés. 17 h 30 ; Film de clôture : Ombra Serebia Serebia (v.o. s.t.f.), de Dusan Hanak. 20 h 30 ; Petite salle : Cinéma du réel : The Coffin Brigade (v.o. s.t.f.), de Georges Brien. 14 h 30 ; Cherry Ripe (v.o. s.t.f.), de Sotom Hosas. 16 h ; No Sense of Crime (v.o. s.t.f.), de Julie Jacobs. 18 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 23 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés. 14 h 30 ; Films primés. 17 h 30 ; Film de clôture : Ombra Serebia Serebia (v.o. s.t.f.), de Dusan Hanak. 20 h 30 ; Petite salle : Cinéma du réel : The Coffin Brigade (v.o. s.t.f.), de Georges Brien. 14 h 30 ; Cherry Ripe (v.o. s.t.f.), de Sotom Hosas. 16 h ; No Sense of Crime (v.o. s.t.f.), de Julie Jacobs. 18 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 23 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés. 14 h 30 ; Films primés. 17 h 30 ; Film de clôture : Ombra Serebia Serebia (v.o. s.t.f.), de Dusan Hanak. 20 h 30 ; Petite salle : Cinéma du réel : The Coffin Brigade (v.o. s.t.f.), de Georges Brien. 14 h 30 ; Cherry Ripe (v.o. s.t.f.), de Sotom Hosas. 16 h ; No Sense of Crime (v.o. s.t.f.), de Julie Jacobs. 18 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 23 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés. 14 h 30 ; Films primés. 17 h 30 ; Film de clôture : Ombra Serebia Serebia (v.o. s.t.f.), de Dusan Hanak. 20 h 30 ; Petite salle : Cinéma du réel : The Coffin Brigade (v.o. s.t.f.), de Georges Brien. 14 h 30 ; Cherry Ripe (v.o. s.t.f.), de Sotom Hosas. 16 h ; No Sense of Crime (v.o. s.t.f.), de Julie Jacobs. 18 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 23 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés. 14 h 30 ; Films primés. 17 h 30 ; Film de clôture : Ombra Serebia Serebia (v.o. s.t.f.), de Dusan Hanak. 20 h 30 ; Petite salle : Cinéma du réel : The Coffin Brigade (v.o. s.t.f.), de Georges Brien. 14 h 30 ; Cherry Ripe (v.o. s.t.f.), de Sotom Hosas. 16 h ; No Sense of Crime (v.o. s.t.f.), de Julie Jacobs. 18 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 23 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés. 14 h 30 ; Films primés. 17 h 30 ; Film de clôture : Ombra Serebia Serebia (v.o. s.t.f.), de Dusan Hanak. 20 h 30 ; Petite salle : Cinéma du réel : The Coffin Brigade (v.o. s.t.f.), de Georges Brien. 14 h 30 ; Cherry Ripe (v.o. s.t.f.), de Sotom Hosas. 16 h ; No Sense of Crime (v.o. s.t.f.), de Julie Jacobs. 18 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 21 h ; Les Cloches de Saint-Marie (1945, v.o. s.t.f.), de Leo McCarey. 23 h.

DIMANCHE

Cinéma du réel : Films primés. 14 h 30 ; Films primés. 17 h 3

Informations « services »

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 10 mars 1989 :

DES DÉCRETS

• N° 89-154 du 9 mars 1989 réglementant les relations financières avec l'étranger.

• Du 21 février 1989 portant classement parmi les sites du département du Cher du site formé par la butte de Montreuil sur la commune de Saint-Amand-Montreuil.

• Du 21 février 1989 portant classement parmi les sites du département du Val-d'Oise de la vallée des Moines.

DES ARRÊTÉS

• Du 8 mars 1989 modifiant l'arrêté du 7 mai 1976 fixant les modalités de l'examen pour la délivrance du permis de chasser.

• Du 17 février 1989 portant affectation aux carrières des élèves de la promotion 1987-1989 de l'Ecole nationale d'administration ayant terminé leur scolarité au mois de janvier 1989.

UNE CIRCULAIRE

• Du 9 mars 1989 relative aux opérations commerciales et financières avec l'étranger réalisées par les résidents.

UNE LISTE

• Des élèves de l'Ecole nationale d'ingénieurs de Tarbes ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1987.

UN AVIS

• Relatif à l'index national Bâtiment « tout corps d'état » (symbole BT 01) qui s'établit à 437,5 en novembre 1988.

• Collectes pour les handicapés. — Des collectes de fonds et des ventes d'objets ont lieu, les 11 et 12 mars, dans le cadre d'une Semaine nationale des paralysés et infirmes civils, organisée par quatre associations (Association des paralysés de France, Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés, Fédération nationale des sourds, Ligue pour l'adaptation du handicap physique du travail).

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : P Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; F Film à éviter ; O On peut voir ; N Ne pas manquer ; M M. Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 11 mars

TF 1

20.45 Variétés : Cocoparadise !
22.25 Magazine : Ushasta.
23.25 Festival : Mont-Royal (10^e épisode). 0.20 Série : Drôles d'histoires. 1.05 Série : Mammix.

A 2

20.40 Variétés : Champs Elysées.
22.25 Série : Médecins de nuit.
23.25 Journal. 23.40 Magazine : Lesettes noires pour nuits blanches.

FR 3

20.30 Samdynamite. 21.50 Journal.
22.15 Magazine : Le divan. Invité : Serge Moati. 22.35 Magazine : Météo. 23.35 Magazine : Sports 3.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : L'impossible alibi.
22.20 Flash d'informations.
22.25 Football. 0.35 Cinéma : Pour X raison. 1.30 Cinéma : Les Poushés. 3.20 Cinéma : F.Homme à tout faire. 5.00 Cinéma : Thérèse Desqueyroux.

LA 5

20.30 Téléfilm : Affaire classée.
22.20 Série : La belle et la bête.
23.15 Magazine : Télé-matches.
23.25 Série : Arabesque. 0.00 Journal de minuit. 0.05 Arabesque (suite). 0.30 Série : Amicalement vôtre. 1.30 Journal et compagnie (rediff.). 1.50 Magazine : Ciné Ciné (rediff.).

2.00 Voisin, voisine (rediff.).
3.00 Journal de la nuit. 3.05 Festival : Dominique. 3.55 Voisin, voisine (rediff.). 4.55 Journal et compagnie (rediff.). 5.15 L'andros et poisson (rediff.). 6.25 Clip musical.

M 6

20.35 Téléfilm : Le grand coup.
22.15 Téléfilm : Le coup de la mort.
23.50 Six minutes d'informations.
23.55 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Adventure (rediff.). 2.25 Magazine : Ondes de choc (rediff.). 3.20 Magazine : Le glaive et la balance (rediff.). 3.45 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.10 Magazine : Destination santé (rediff.). 5.05 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 5.30 Magazine : Adventure (rediff.). 6.00 Musique : Boulevard des clips.

Dimanche 12 mars

TF 1

13.00 Journal. 13.25 Série : Tomer de feu. 14.20 Mondo Diego. 14.50 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 15.35 Tiercé à Autenil. 15.45 Série : Douce France. 16.10 Série : Pour l'honneur du risque. 17.00 Dessins animés : Disney parade. 18.25 Série : Vivement lundi. 18.50 Spécial élections municipales. 19.00 Spécial bébé show. 19.30 Journal. 19.50 Le bébé show. 19.55 Soirée spéciale élections municipales. 21.00 Cinéma : Les Complices. 22.30 Le bébé show. 22.35 Soirée spéciale élections municipales (suite). 0.30 Journal. 0.50 Documentaire : Allers-retours. 1.50 Jazz à Antibes.

A 2

13.00 Journal. 13.25 Dimanche Martin. 15.00 Série : Magnum. 15.50 L'école des fous. 16.35 Série : Les enquêtes de commissaire Maigret. 18.05 Magazine : Stade 2. 18.50 Série : Maggy. 19.20 Journal. 19.55 Soirée spéciale élections municipales. 23.30 Divertissement : Fantasy.

FR 3

13.00 Magazine : D'un soleil à l'autre. 13.30 Magazine : Sports loisirs.

17.03 Magazine : Montagne. 17.30 Amuse 3. 18.50 Série : Les aventures de Sherlock Holmes. 19.45 Soirée spéciale élections municipales. 21.30 Série : Benny Hill. 22.00 Soirée spéciale élections municipales (suite). 23.15 Cinéma : Hommage à Tex Avery. 0.20 Musiques, musique.

CANAL PLUS

13.05 Magazine : Mon zénith à moi. 14.00 Série : Palace. 16.00 Documentaire : Australie, un autre monde. 16.00 Athlétisme. 17.00 Basket-ball américain. 17.55 Magazine : Sport. 18.00 Cinéma : La Fureur. 18.05 En clair jusqu'à 20.30. 19.35 Dessins animés : Ça cartoon. 20.30 Cinéma : Birdy. 22.35 Cinéma : Les Auteurs les plus doux. 0.05 Mon zénith à moi (rediff.). 0.55 Cinéma : Nuits de canchane.

LA 5

13.00 Journal. 13.25 Téléfilm : Les rapides de canon. 15.15 Téléfilm : Les assauts sont dans la rue. 16.40 Magazine : Télé-matches. 17.40 Téléfilm : Police mannequin. 19.00 Flash spécial élections municipales. 19.10 Police mannequin (suite). 19.45 Soirée spéciale élections municipales. Avec le Journal. 20.45 Cinéma : La Tête dans le sac. 22.15 Soirée spéciale élections municipales (suite). 0.00 Journal de minuit. 0.05 Magazine : Reporters (rediff.). 1.05 Série : L'inspecteur Derrick. 2.10 Magazine : Ciné Ciné (rediff.).

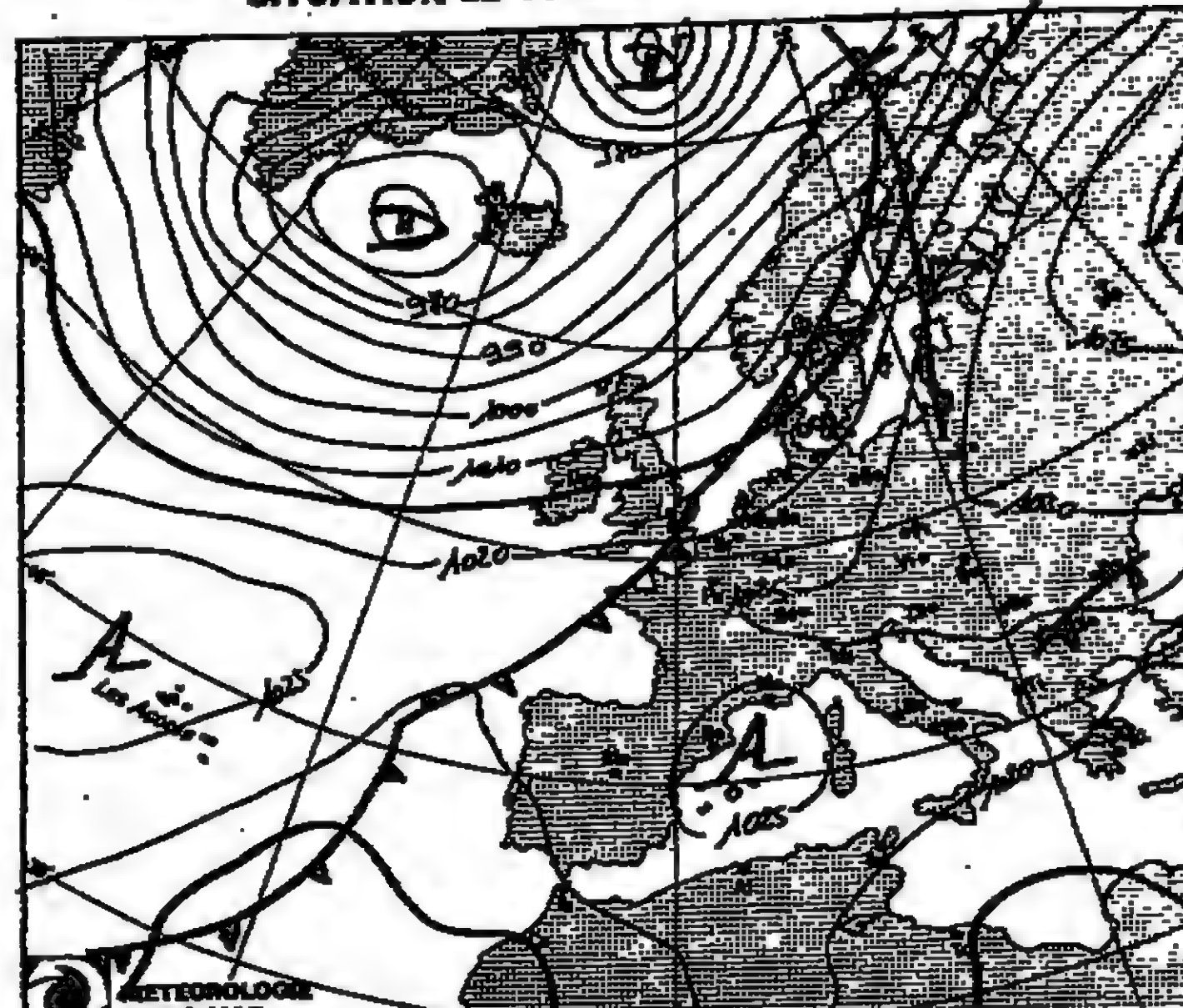
13.20 Téléfilm : Père par intérim. 14.55 Téléfilm : La piste d'un homme mort. 16.05 Série : Pigeon de fer et séduction. 16.30 Hit, hit, hit, bourra! 16.35 Magazine : Destination santé. 17.30 Magazine : Le glaive et la balance. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Brigade de nuit. 19.00 Série : Espion mobile. 19.54 Spécial élections municipales. 20.05 Série : Conky show. 20.35 Spécial élections municipales. 20.40 Cinéma : Incubus. 22.10 Spécial élections municipales. 22.25 Capital (rediff.). 22.30 Cinéma : L'Orateur des pompes funèbres. 0.00 Spécial élections municipales. 0.05 Reversez quand vous votez (rediff.). 1.00 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Le glaive et la balance (rediff.).

M 6

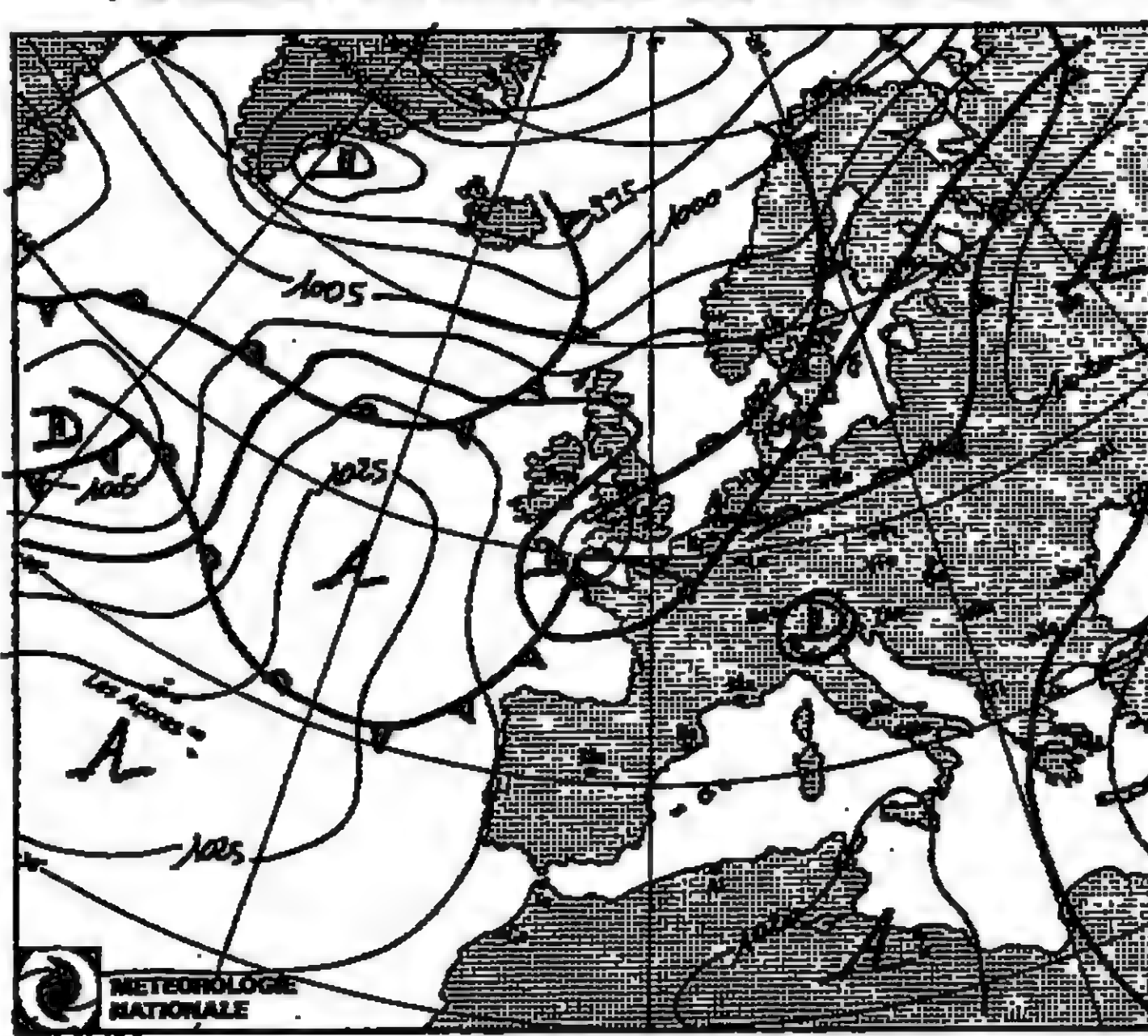
13.20 Téléfilm : Père par intérim. 14.55 Téléfilm : La piste d'un homme mort. 16.05 Série : Pigeon de fer et séduction. 16.30 Hit, hit, hit, bourra! 16.35 Magazine : Destination santé. 17.30 Magazine : Le glaive et la balance. 18.00 Informations : M 6 express. 18.05 Série : Brigade de nuit. 19.00 Série : Espion mobile. 19.54 Spécial élections municipales. 20.05 Série : Conky show. 20.35 Spécial élections municipales. 20.40 Cinéma : Incubus. 22.10 Spécial élections municipales. 22.25 Capital (rediff.). 22.30 Cinéma : L'Orateur des pompes funèbres. 0.00 Spécial élections municipales. 0.05 Reversez quand vous votez (rediff.). 1.00 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Le glaive et la balance (rediff.).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 MARS 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 MARS 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 11 mars à 0 heure et le dimanche 12 mars à 24 heures.

Le champ de pression reste élevé sur la France avec une cellule anticyclonique sur la Méditerranée : les perturbations océaniques arrivent atténuées sur le nord de l'Europe. Une aggravation temporaire est attendue pour lundi, avec un affaiblissement plus marqué de ce champ de pression.

Dimanche : la printemps est toujours au rendez-vous.

La grande douceur que nous connaissons en France depuis le début de ce mois de mars va persister. La journée va généralement être très ensoleillée après les bancs de brouillard du matin. Il fera un peu frais le matin dans l'intérieur (2 à 4 degrés, parfois 0 degré), mais l'après-midi, au sud de la Loire et de

Lyon, ce sera presque la chaleur (20 à 22 degrés vers 15 heures). Le vent sera faible, voire calme dans l'intérieur.

Au nord de la Loire (Bretagne, Normandie, Nord, Ile-de-France, Champagne), la matinée sera nuageuse et brumeuse, le thermomètre marquera 5 à 7 degrés au minimum. Il pourra pleuvoir un peu en Champagne. Le soleil reviendra vite, dès la mi-journée : les nuages gagneront les régions de l'Est mais ils laisseront la place à de belles apparitions du soleil. Sur toutes ces régions il fera entre 16 et 18 degrés l'après-midi.

Près de la Méditerranée, il fera également 16 à 18 degrés l'après-midi. Aux premières heures de la journée, le ciel sera parfois occupé par des nuages bas (entrées maritimes) mais le soleil prendra vite le dessus.

Au sommaire de «Dossiers et documents» de mars 1989

La nouvelle vie locale

L'élection, les dimanches 12 et 19 mars, des maires et des conseillers municipaux sont l'occasion d'une réflexion sur la vie locale et la commune, cellule de base pour les citoyens de notre édifice démocratique. Chacun en effet habite ou travaille dans une commune.

Avec la décentralisation, dont la marche continue, la fonction de maire a évolué. La mairie elle-même tend à être gérée comme une entreprise : les maires-maires parlent aussi de gestion, gisement de productivité, optimisation des choix. Les questions de l'emploi et du chômage les ont conduits aussi à se pré-

senter comme des «développeurs».

Ainsi, en effet, la commune apparaît comme un laboratoire pour la nation : le RMI sous un autre nom, le vote des immigrés, l'association des jeunes, les jumelages ou encore la coopération avec des communautés de pays en développement sont autant d'expériences vécues dans des communes actives dont les enseignements profitent à tous.

Mais des questions se posent : les ressources et la taille des communes, la formation des fonctionnaires et des élus, sont-elles suffisantes pour satisfaire autant d'ambitions ?

La télécommunication

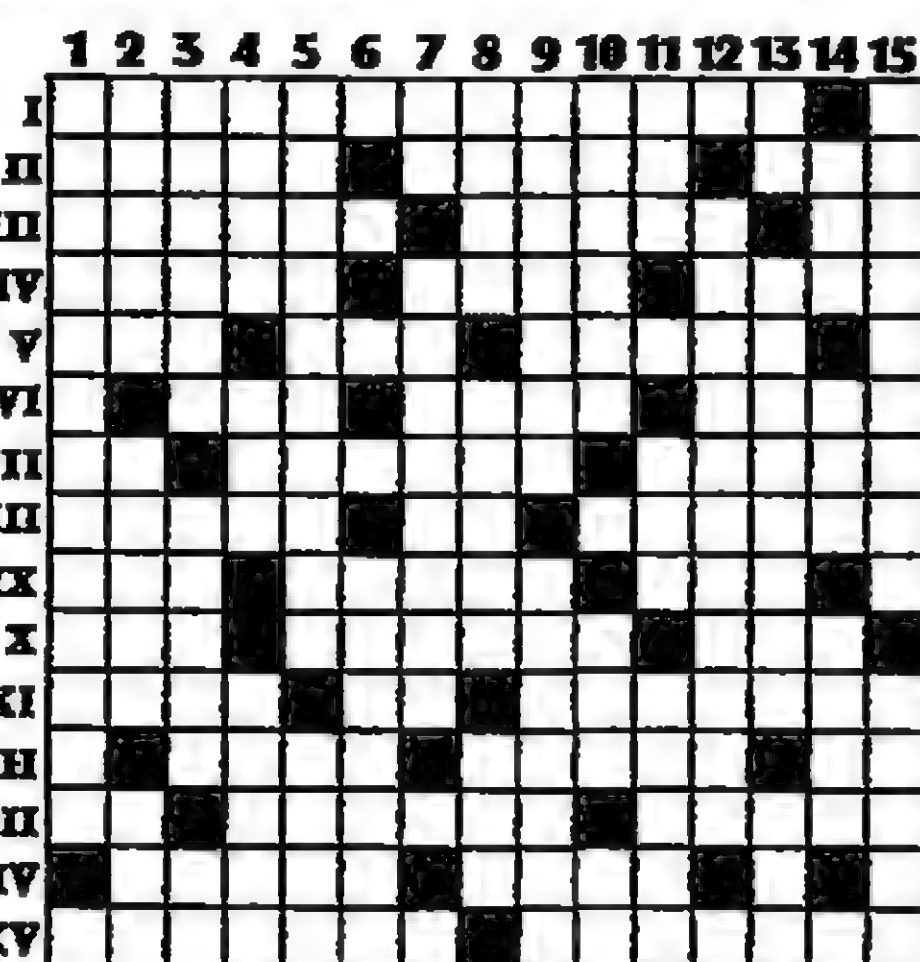
Objet de la vie quotidienne, le téléphone est en fait le point de départ d'un vaste mouvement industriel et financier qui concerne un secteur stratégique : la communication. Depuis l'invention de Graham Bell, en 1876, le téléphone de papa s'est émancipé. Surtout il a rencontré l'informatique, qui permet de

transporter des signes et donc des écrits. Les moyens de transport eux-mêmes se sont diversifiés, la fibre optique et le satellite prenant le relais du vieux fil de cuivre. Cette diversification pose alors le problème du maintien du monopole de l'Etat sur les outils de télécommunication, monopole instauré en 1837, après la révolution d'un scandale d'initiales...

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4957
HORIZONTALEMENT

I. Ce dont il est capable l'âme parfois à recevoir des coups. — II. Etait à plaindre. Sent le bouc. Pousse en inde. — III. Fait trouver le repos. Femmes d'ordre. Relation de cercle. — IV. Machine ou machine. Il sent le sapin. Fut durement frappé. — V. Qui a donc été victime d'une expulsion. Etait la cause de mauvais moments à passer. Est employé pour étendre. — VI. Pousse à l'action. Stravinsky pour les initiés. Visible sur des «plumes». — VII. Aimait à se remplir la panse. Faire tourner les machines. Un qui a trop tiré sur la corde. — VIII. Est bien constituée. Tout en partie. Battues peut-être par une demoiselle. — IX. Est en partie constitué de chaume. Se situe près d'un palais. Susceptible de surprendre. — X. Eut un geste lourd de conséquences. Entraîne d'infra-tuuses recherches. Birmingham n'y est pas une cité anglaise. — XI. Est dans l'air. Qui a, désormais, une réelle apparence. Donc de moindre importance. — XII. N'est certes pas un sujet dominant. Aimait à mettre un pied devant l'autre. Nous arrive à la cheville. — XIII. Réflectif. Ce nous dérange quand on le perd. Qui a donc toujours été présente. — XIV. Plus avantageux quand il est bombé. Volée de moineaux. — XV. Agréable à recevoir. On y met les pieds.



4. On lui fait facilement perdre contenance. Est couramment employé à Flushing Meadow. Fit une exposition. — 5. Travaille avec application. Cité moldave. — 6. Peut réussir un beau panier même s'il est pas une basketteur. — 7. Porte feuillet. A du cran. — 8. Conduit à engager la lutte. Lien de pourrissement. Fut envoyé au loin. — 9. S'exprimait fortement. Fait une entorse à la discrétion. — 10. Crée la confusion. Elément d'une liste. Conjonction. — 11. Connu le meilleur avant le pire. Bien noir. Contient du sel. — 12. Est idéal pour ceux qui veulent passer par-dessus les autres. — 13. Préposition. Spécialiste de la pose. Qui n'a peut-être pas réussi à sauver la mise. — 14. Peut recevoir des coups de couteau. Se déplace dans l'eau. Met au courant. Effets de travail.

GUY BROUTY.

ELECTIONS MUNICIPALES

Dimanche à partir de 20 heures
tous les résultats ville par ville

Service télématique du Monde

36.15 LM

Le Monde

LUNDI 13 MARS (NUMÉRO DATÉ MARDI 14)

SUPPLÉMENT
SPÉCIAL EMPLOI

18 pages d'annonces
des centaines d'offres d'emploi
pour les cadres

ATTENTION : ce numéro est publié
en cahier séparé. N'oubliez pas
de le demander à votre marchand de journaux

سكوا من الأصل

ÉTRANGER

1-3. - **FRANCE-INDE** : M. François Mitterrand se rend en visite officielle en Inde. Le 3, à Bombay, il donne le coup d'envoi de « l'année de la France en Inde » (du 1^{er} au 6, 9 et 18).

2. - **EST-OUEST** : Les négociations sur la réduction mutuelle des forces et des armements en Europe centrale (MBFR) entre l'OTAN et le pacte de Varsovie, ouvertes en octobre 1973, prennent fin à Vienne sans avoir abouti à un résultat (4).

2. - **PARAGUAY** : Le général Alfredo Stroessner, président d'un régime dictatorial depuis 1954, est renversé par un soulèvement militaire mené par son ancien beau-fils, le général Andres Rodriguez, qui s'engage à « restaurer la démocratie ». Des élections sont fixées au 1^{er} mai, et le général Rodriguez est choisi par le parti officiel Colorado pour être son candidat (du 4 au 9, 14 et 15).

2-4. - **CHINE-URSS** : M. Edouard Chevardnadze effectue en Chine la première visite d'un ministre soviétique des affaires étrangères depuis trente ans. En dépit de désaccords persistants sur le Cambodge, la venue de M. Gorbatchev à Pékin est confirmée et la date de son voyage fixée du 15 au 18 mai (du 3 au 7).

5-6. - **FRANCE-IRAN** : M. Roland Dumas se rend à Téhéran pour la première visite d'un ministre français au régime islamique au pouvoir depuis dix ans. Mais la détente est compromise par les propos de M. Ali Akbar Velayati, ministre iranien des affaires étrangères, accusant publiquement, le 6, la France d'avoir manqué à sa parole en ne libérant pas Ali Nassabeh, un terroriste libanais condamné en 1982 à la prison à vie, après la libération en mai 1988 des derniers otages français du Liban (du 2 au 10 et 14).

6. - **ONU** : M. Michel Rocard, premier chef de gouvernement à s'exprimer devant la Commission des droits de l'homme à Genève, souhaite qu'elle se préoccupe du sort du « millier de peuple roumain » (8, 10, 23 et 26-27/II, 4/III).

6. - **POLOGNE** : Cinquante-sept représentants du pouvoir, de l'opposition et de l'Église participent à l'ouverture de la « table ronde » dans le palais du gouvernement à Varsovie. Les jours suivants, tandis que les négociations s'engagent en commissions sur le rétablissement du pluralisme syndical et politique, ainsi que sur l'organisation d'élections parlementaires anticipées avec la participation de l'opposition, M. Lech Walesa multiplie les tournées en province afin de demander une trêve sociale, plusieurs grèves s'étant déclenchées pour des revendications salariales (du 5 au 13, 17, 18, 21, 23, 25, 26-27 et 28).

7. - **ISRAËL** : Le rapport annuel du département d'État américain

sur la situation des droits de l'homme dans le monde critique sévèrement la répression dans les territoires occupés, où se poursuivent des affrontements sanglants. Plusieurs Palestiniens tués par l'armée, un Israélien poignardé le 18 à Jérusalem et un soldat israélien, mort le 24 à Naplouse après avoir reçu un bloc de pierre, sont parmi les victimes du février (du 4 au 11, 15, 19-20, 21, 23 et 26-27/II, 1^{er}/III).

8. - **CEE** : La Commission européenne présente ses propositions pour l'harmonisation de la fiscalité de l'épargne avant la libération des mouvements de capitaux. La réunion à la suite de 15 % précédées par la Commission suscite l'opposition de la Grande-Bretagne et du Luxembourg (7, 9, 10, 15 et 22).

9. - **ÉTATS-UNIS** : M. George Bush présente au congrès son projet de budget qui prévoit des dépenses modestes de ses propositions pour réduire le déficit (11).

9. - **JAMAÏQUE** : Aux élections législatives, le Parti national populaire (social-démocrate) de M. Michael Manley, premier ministre de 1972 à 1980, remporte 45 des 60 sièges du Parlement. Le Parti travailliste jamaïcain (conservateur) de M. Edward Seaga, au pouvoir depuis 1980, n'a plus que 15 députés (8, 10 et 11).

10-11. - **HONGRIE** : Le principe d'une transition vers le multipartisme est accepté au terme d'une session plénière du comité central, convoquée après une polémique au sein de la direction du parti sur l'interprétation des événements d'octobre 1956 : « contre-révolution » ou « soulèvement populaire » ; la question n'est pas tranchée (2, du 11 au 15, 24 et 26-27).

10-17. - **OTAN** : La question de la modernisation des armées nucléaires à courte portée stationnées en Europe est au centre de la tournée de M. James Baker, nouveau secrétaire d'État américain, dans les quinze pays membres de l'alliance atlantique (du 10 au 20 et 22).

11-13. - **CEE-PROCHE-ORIENT** : Les ministres espagnol, français et grec des affaires étrangères poursuivent en Jordanie, en Égypte et en Syrie « l'effort européen pour aider à la paix » (du 12 au 16).

13. - **BELGIQUE** : M. Paul Vanden Boeynants, enlevé le 14 janvier, est libéré après le paiement par sa famille d'une rançon. Ses ravisseurs, dont l'un est arrêté le 14 à Maastricht, sont identifiés. Il s'agit de truands professionnels (9, du 15 au 18, 21, 23 et 24/II, 1^{er}/III).

13. - **ONU** : M. Michel Rocard (Belgique) est directeur général du Bureau international du travail (BIT). Il succède le 27 à

Février 1989 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

M. Francis Blanchard (France) qui occupait cette fonction depuis 1974 (14 et 15).

14. - **INDE** : La Cour suprême condamne le groupe hindouiste extrémiste Union Caribide à payer 470 millions de dollars de compensation aux 93 000 plaignants victimes de la catastrophe de Bhopal, survenue le 3 décembre 1984. Des habitants de Bhopal manifestent contre cette décision, estimant l'indemnisation très insuffisante, alors que plus de trois mille trois cents d'entre eux sont morts des suites de la fuite de gaz toxique et que cinquante mille sont handicapés à vie (15, 26, 22 et 28).

14. - **NICARAGUA** : A l'issue de la conférence des cinq chefs d'État d'Amérique centrale, réunie depuis le 13 à Costa-Rica (Salvador), le président Ortega annonce « un processus de démocratisation et de réconciliation nationale », ainsi que l'organisation d'élections libres le 25 février 1990 (1^{er}, 10, 12, 13, 16, 17 et 19-20).

14-15. - **LIBAN** : A Beyrouth-Est, de violents combats pour le contrôle du camp chrétien opposent l'armée, commandée par le général Michel Aoun, l'un des deux premiers ministres, à la milice des Forces libanaises, dirigées par M. Samir Geagea (12-13, du 16 au 20, 22 et 26-27).

14-16. - **FRANCE-POLOGNE** : M. Mirosław Rakowski, premier ministre polonais, se rend en visite à Paris (11 et 15 au 18).

15. - **AFGHANISTAN** : Les troupes soviétiques achèvent leur retrait à la date prévue par les accords de Genève du 14 avril 1988. L'état d'urgence est instauré le 18, tandis que des divergences se manifestent tant au sein du régime communiste que parmi les mouvements de résistance réunis à Islamabad, au Pakistan (du 2 au 23 et 25).

15. - **SRI-LANKA** : Aux élections législatives, le Parti national unifié du président Ranasinghe Premadasa remporte 126 des 225 sièges du Parlement, après une campagne électorale particulièrement sanglante : plus de sept cents personnes ont été tuées en sept semaines, dont treize candidats (7, 14, 15, 17 et 18).

16. - **URSS** : En Lituanie, le Sajudis, mouvement pour la perestroïka, qui, après quatre mois d'existence légale, est devenu un véritable deuxième pouvoir, se prononce pour l'« autodétermination » de cette République balte (18).

17. - **MAGHREB** : Les cinq chefs d'État de l'Afrique, de la Libye, du Maroc, de la Mauritanie et de la Tunisie, réunis à Marrakech (Maroc) depuis le 15, signent le traité créant l'Union du Maghreb arabe, afin d'accroître leur coopération économique. Du 6 au 8, le président algérien Chadli a effectué sa première visite officielle au Maroc (2, 4, 7, 9, 10 et du 15 au 21).

18-21. - **CAMBODGE** : Une deuxième « réunion informelle », qui rassemble à Djakarta, en Indonésie, les factions cathodoliques ainsi que des diplomates du Vietnam et d'autres pays d'Asie du Sud-Est, ne permet pas de progresser vers un accord entre Khmers. Le prince Sihanouk, qui a repris le 12 ses fonctions de président de la résistance, a refusé de participer à la réunion (11, 14, du 18 au 21, 23 et 28).

20-23. - **URSS-PROCHE-ORIENT** : M. Edouard Chevardnadze, qui a commencé le 17 par la Syrie, puis par la Jordanie, la première tournée au Proche-Orient d'un chef de la diplomatie soviétique depuis 1974, se rend en Égypte. Le 22, il s'entretient au Caire avec M. Moussa Arabs, ministre israélien des affaires étrangères, puis avec M. Yasser Arafat, chef de l'OLP. La visite de M. Chevardnadze se poursuit ensuite jusqu'au 27 en Irak et en Iran (du 18 au 25).

21. - **TCHÉCOSLOVAQUIE** : L'écrivain Vaclav Havel est condamné à neuf mois d'emprisonnement pour avoir participé à un rassemblement interdit le 16 janvier à Prague. Une cinquantaine d'autres opposants ont été arrêtés lors des manifestations de janvier (8, 9, 12-13, 16, du 19 au 25 et 28).

21-24. - **FRANCE-ISRAËL** : M. Itzhak Shamir se rend en visite officielle à Paris. Le 22, M. Mitterrand invite le premier ministre israélien à « tenir compte de la réalité

elle qu'elle existe aujourd'hui » (1^{er} et du 22 au 25).

23. - **ALGERIE** : Le « oui » recueille 73,43 % des suffrages exprimés au référendum sur la nouvelle Constitution, qui ne fait plus référence au socialisme et ouvre la voie au multipartisme (7, 15 et 25).

23. - **ÉTATS-UNIS** : La commission sénatoriale des forces armées inflige un échec au président Bush et se prononce contre la confirmation de M. John Tower comme secrétaire à la défense (4, 10, 22, 23 et à partir du 25).

24. - **ÉTATS-UNIS** : Neuf passagers d'un Boeing-747 d'United Airlines sont aspirés dans le vide, peu après le décollage d'Honolulu (Hawaï). Cet accident, qui survient après la mort de cent quarante-cinq personnes, le 8, dans la chute d'un Boeing-707 aux Açores, relance le débat sur la sécurité des transports aériens, alors que les avions vieillissent et que les compagnies cherchent à faire des économies (10, 11, 24, 26-27 et 28/II, 4/III).

24. - **FINANCES MONDIALES** : La Réserve fédérale des États-Unis porte son taux d'escompte de 6,5 % à 7 %, en raison des signes de reprise de l'inflation. Les marchés financiers sont perturbés par les tensions sur les taux d'intérêt, et le cours du dollar contre les indices boursiers s'inscrit à la baisse (du 2 au 6, 8, du 11 au 20 et du 23/II au 1^{er}/III).

24. - **JAPON** : Les funérailles de l'empereur Hirohito, auxquelles cent soixante-trois pays sont représentés, sont l'occasion du 22 au 25, de tels hommages rendus aux diplomates entre les chefs d'État et de gouvernement présents. Ainsi M. Mitterrand s'entretient avec M. Akihito et Shinto, MM. Bush, Mubarak et Takeshita (du 22 au 28).

24. - **SUISSE** : Le pirate de l'air libanais Mohamed Hariri est condamné à la réclusion à vie pour le détournement d'un avion d'Afrique, en juillet 1987, sur l'aéroport de Genève, et le meurtre d'un passager français (19-20, 22, 23 et 25).

25-27. - **CHINE-ÉTATS-UNIS** : M. George Bush, venant de Tokyo, se rend à Pékin avant une courte escale, le 27, en Corée du Sud. Cette « visite de travail » est troublée par le refus des autorités chinoises de laisser le scientifique dissident Fang Lizhi participer au banquet d'au revoir. M. Bush l'avait convoqué (24 et 28/II, 1^{er} et 3/III).

27. - **FRANCE-GRANDE-BRETAGNE** : Le treizième sommet annuel franco-britannique se tient à Paris (9, 10 et 28/II, 1^{er}/III).

27. - **VENEZUELA** : Des émeutes éclatent après l'entrée en vigueur d'un plan d'austérité, décidé sous la pression du FMI par le président Carlos Andrés Pérez, qui a pris ses fonctions le 2. Elles se poursuivent les jours suivants malgré l'instauration d'un couvre-feu le 28 (2, 3, 4 et 17/II, à partir du 1^{er}/III).

27. - **YOUgoslavie** : Des « mesures d'exception » sont instaurées au Kosovo, province autonome de la République de Serbie peuplée à 90 % d'Albanais, après une grève générale de la population de souche albanaise. Le 28, à Belgrade, des centaines de milliers de personnes manifestent leur solidarité avec la minorité serbe et monténégrine du Kosovo (à partir du 23).

28. - **ISRAËL** : M. Itzhak Shamir sort renforcé des élections municipales, marquées par une forte avancée du Likoud et une nette défaite des travaillistes (1^{er}, 2 et 7/III).

28. - **URSS** : Des centaines de milliers d'Arméniens se rassemblent à Erevan, pour la première fois depuis l'instauration de l'état d'urgence en novembre 1988, afin de célébrer le premier anniversaire du pogrom anti-arménien de Soumyaï, en Azerbaïdjan (9 et 28/II, 2/III).

1988 en « Folio »

Coffrets pour 1988 et 1987, les douze chronologies mensuelles de 1988 sont publiées en livre, chez Gallimard, dans la collection de poche « Folio-Actuel », avec une préface d'André Fontaine, et augmentées d'un index détaillé.

FRANCE

1^{er}. - La Commission des opérations de Bourse (COB) décide l'ouverture d'une enquête sur les transactions qui ont accompagné l'offensive contre la Société générale, afin de rechercher d'éventuelles opérations d'initié ou de manipulations de cours (2, 3, 4, 7, 8, 14, 16 et 17).

1^{er}. - L'UDF adopte sa plateforme pour les élections européennes, mais reporte après les municipales sa décision sur une éventuelle liste d'union avec le RPR (du 3 au 6).

1^{er}. - La France présente officiellement sa candidature à l'organisation de la Coupe du monde de football 1998 (31/1 et 2/II).

2. - Le PS rend public son « manifeste municipal », qui présente, dans la perspective de l'Europe de 1993, plusieurs projets de réforme de l'organisation des collectivités locales, dont la réduction du nombre des régions (3, 4 et 7).

3. - M. Raymond Barre annonce sa candidature aux municipales, à Lyon, en deuxième place sur la liste du maire sortant, M. Francisque Collobert. Cette liste est soutenue par l'UDF, alors que le RPR en présente une autre, dirigée par M. Michel Noir (5-6, 11, 12-13, 15, 16 et du 19 au 24).

4. - M. Marc Blondel est élu secrétaire général de FO, au terme d'un congrès houleux, réuni à Vincennes depuis le 31 janvier, au cours duquel M. André Bergeron, à la tête de FO depuis 1963, a été vivement critiqué pour avoir refusé de prendre clairement parti dans la « guerre de succession » qui opposait M. Blondel, partisan d'un « syndicalisme de contestation », à M. Claude Pichon, dauphin officiel de M. Bergeron (25 et du 29/1 au 7, 10, 18 et 28/II).

6. - Après des manifestations d'enseignants, M. Lionel Jospin annonce des concessions sur la réorganisation de la profession et multiplie les consultations et les explications sur ses projets éducatifs (3, 4, du 7 au 14, 16, 18, 23 et à partir du 26).

6. - Le mouvement de protestation des surveillants de prison reprend après la publication, le 3, du rapport Bédier, qui ne leur donne pas satisfaction. Après plusieurs affrontements avec les forces de l'ordre, chargées de dégager l'accès des prisons, le mouvement s'essouffle à la fin du mois, sans que la principale revendication, qui aurait entraîné un abaissement de l'âge de la retraite, ait été satisfaite (du 4 au 25 et 28/II, 1^{er}/III).

8. - M. Michel Rocard présente en conseil des ministres le projet de création d'un « conseil de la culture ». Il prévoit que « plus d'une décennie » sera nécessaire pour le mettre en place (9, 10 et 11).

10. - Le Conseil supérieur de l'audiovisuel nomme M. Jean Mahieu PDG de Radio-France. Le conseil des ministres désigne, le 15, M. Hélène Abreuve pour lui succéder à la présidence du Centre Georges-Pompidou (4, 8, 9, 11, 12-13, 15, 16 et 17).

12. - M. François Mitterrand est invité de l'émission « 7 sur 7 » sur TF 1, dont près de la moitié est consacrée aux « affaires » boursières : après avoir expliqué son amitié avec M. Pélât, mêlé à l'affaire Pechiney, il souhaite que « la justice soit sévère », et dénonce « l'argent facile » de la spéculation. Mettant en garde contre « la manie des OPA », le gâchisisme et la loi du plus fort », il s'engage à « instituer un système qui empêche la ruine de l'économie française et le pillage ». En politique, il réaffirme son ancrage à gauche et sa fidélité à « l'union des forces populaires », avant d'insister sur la nécessité d'une « Europe sociale » (du 14 au 22).

14. - M. Michel Pezet, candidat du PS aux municipales de Marseille,

se dit victime d'une « opération politique », alors que son nom est cité par la presse après la révélation d'une importante affaire de fausses factures, dans laquelle sont impliqués plusieurs cadres de la SOR-MAE, une entreprise de constructions du Sud-Est, ainsi que sept élus municipaux, membres du RPR, de l'UDF ou du PS (9, 11, 12-13, du 15 au 20, 23, 24, 26-27).

16. - M^{me} Edith Boizette, juge d'instruction chargée de l'information judiciaire ouverte le 1^{er} pour délit d'initié dans l'affaire Pechiney, inculpe M. Roger-Patrick Pelat, ami personnel de M. Mitterrand, ainsi que quatre autres personnes. M. Max Théret, allié depuis la fin janvier, n'est inculqué que le 3 mars (du 2 au 7, 9, 14, 15, 16, 18 et du 22 au 25/II, 4 et 5-6/III).

17. - Le PS et le PCF parviennent, après de laborieuses négociations, à un accord sur la formation de listes communes dans près des trois quarts des trois cent quatre-vingt-huit villes de plus de vingt mille habitants. Les maires communistes du Mans, le 3, et d'Orléans, le 23, sont exclus du PCF pour avoir constitué leur liste sans l'accord de la direction du parti (du 3 au 22 et 25/II, 2/III).

21. - Le gouvernement annonce six mesures pour faciliter l'accès des transports en commun aux handicapés (22).

22. - M. Maurice Faure, M. Jean Cabannes et M. Jacques Robert sont nommés au Conseil constitutionnel respectivement par MM. Mitterrand, Fohet et Fabius. M. Faure quitte le gouvernement où ses attributions (équipement et logement) sont ajoutées à celles de M. Michel Delebarre (transports et mer), tandis que M. Michel Durand, chef de file des ministres « d'ouverture », est élevé au rang de ministre d'État (21, 23, 24 et 25/II, 3/III).

22. - M. Michel Rocard présente en conseil des ministres son plan de rénovation du secteur public. D'une durée de trente mois, il prévoit un renforcement du dialogue social, développement de la formation professionnelle et de la mobilité, une décentralisation des responsabilités et un plus grand souci de l'usager (22, 23, 24 et 26-27).

23. - Un accord est conclu entre les dirigeants de la Société générale et ceux qui avaient lancé, en octobre 1988, un raid sur la banque privée. Tous les protagonistes se déclarent satisfaits de cet accord, qui prévoit le retrait de M. Georges Péberon, le principal assaillant, et une récompensation du capital : sur un actionariat stable de 69,1 %, cinq sociétés publiques détiennent 22,2 %, dont la Caisse des dépôts, premier actionnaire avec 6 % (8, 10, 17, 23, 24 et 25).

24. - En janvier, le déficit du commerce extérieur a été de 2,8 milliards de francs, le nombre des chômeurs a diminué de 0,6 % et les prix ont augmenté de 0,4 % (25 et 26-27/II, 1^{er} et 3/III).

25. - Après Amiens le 18, des dizaines de milliers de chasseurs manifestent à Périgueux, Rungis et Marseille contre les directives européennes, qui visent à protéger les oiseaux migrateurs (21 et 28).

27. - Un accord est conclu entre le gouvernement et les syndicats hospitaliers qui avaient menacé de se mettre en grève pour protester contre la dégradation des services dans les hôpitaux publics et demander une réévaluation de leur salaire (du 24/II au 2/III).

28. - Lors de l'assemblée générale de la Compagnie du Midi, première société privée d'assurances, M. Claude Bébéar, PDG du groupe AXA devenu en avril 1988 le principal actionnaire avec 28,6 %, l'emporte sur M. Bernard Pagézy, PDG du Midi depuis 1967, dont il prend la place le 8 mars (11 et 14/II, du 1^{er} au 4 et 9/III).

CULTURE

3. - Le nouvel Espace Van Gogh d'Arles est inauguré avec une exposition d'une quarantaine de peintures et dessins sur « Van Gogh et Arles » (11).

3. - Mort de John Cassavetes, acteur et cinéaste américain (5-6 et 9).

6. - Dix linguistes éminents publient dans le Monde un appel en faveur d'une « modernisation de l'écriture du français » (7 et 8).

6. - Mort du cinéaste André Cayatte (7).

7. - M. Jack Lang annonce 206 millions de francs de crédits en faveur du cinéma, alors que le nombre des spectateurs a diminué de près de 70 millions de 1985 à 1988 (8, 9 et 22).

12. - Mort de Thomas Bernhard, écrivain autrichien (17 et 18).

16. - Mort du couturier Guy Laroche (18 et 19-20).

21. - Rain Man, film américain de Barry Levinson avec Dustin Hoffman et Tom Cruise, remporte l'Ours d'or du 29^e Festival de Berlin (14, 15, 17 et 23).

23. - Le Sémaphore de Bellini est représenté au Théâtre des Champs-Élysées avec Jean Andou et l'Orchestre de Montpellier dirigé par Cyril Dieckhoff (26-27).

23. - Mort de Mouloud Mammeri, écrivain algérien de langue française (28/II et 3/III).

27. - Mort de Konrad Lorenz, scientifique autrichien, prix Nobel de médecine 1973 pour ses recherches éthologiques (1^{er} et 2/III).

28. - Mystification, un conte inspiré de Diderot, est adapté pour le théâtre par Françoise Thyron, sous le titre d'Une jolie électrique au concert des Cordeliers (4/III).

« Versets sataniques »

Le 14, l'imam Khomeiny ordonne que soit « exécuté rapidement » l'écrivain britannique d'origine indienne Salman Rushdie, dont le quatrième roman, *Les Versets sataniques*, « offense l'islam, le Prophète et le Coran ». Ce livre a déjà suscité les protestations de musulmans fondamentalistes, tant en Grande-Bretagne, où il est paru en septembre 1988, qu'en Inde, où il a été interdit en octobre 1988, et au Pakistan, où une manifestation contre sa publication aux États-Unis a fait cinq morts le 12 mars à Islamabad.

Le 16, la Grande-Bretagne décide de « geler » ses relations avec l'Iran. En Occident, les réactions d'indignation se multiplient et les intellectuels se mobilisent pour la défense de la liberté d'expression, tandis qu'en Iran tous les responsables approuvent l'imam : un dignitaire du régime va jusqu'à promettre, le 15, une prime de 3 millions de dollars à l'auteur du livre s'il est tué et de 1 million s'il n'est pas.

Le 18, Salman Rushdie, qui se cache quelque part en Angleterre sous la protection de la police, « regrette profondément la peine infligée aux croyants sincères de l'islam », mais l'imam Khomeiny confirme, le 19, que l'écrivain doit être « envoyé en enfer (...) même s'il se repent ».

Le 20, les ministres des affaires étrangères de la CEE décident d'interrompre leurs tentatives de normalisation avec Téhéran : ils rappellent en consultation leurs ambassadeurs en Iran et suspendent toute visite de haut niveau.

Téhéran réagit, le 21, en rappelant ses ambassadeurs accrédités dans les pays de la CEE.

Le 22, l'imam Khomeiny annonce qu'il ne cédera à aucune pression occidentale. Il réaffirme les principes intangibles de la révolution islamique, dont le sixième anniversaire a été fêté au début du mois, avant de rappeler à l'ordre les « libéraux », qui ont tenté d'imposer une certaine ouverture vers l'Occident pour favoriser l'effort de reconstruction économique.

Le 24, douze personnes sont tuées lors de violentes manifestations à Bombay (Inde), tandis qu'à Karachi (Pakistan), le 26, un attentat contre le centre culturel britannique fait un mort.

Le 26, M. Edouard Chevardnadze se rend à Téhéran, où il est le premier ministre des affaires étrangères reçu par l'imam Khomeiny. L'URSS propose le 28 ses bons offices entre l'Iran et les pays occidentaux.

Le 27, M. François Mitterrand demande à nouveau le « fanatisme » et le « démagisme ». A propos de la manifestation qui a rassemblé à Paris, le 26, un millier de musulmans, M. Michel Rocard affirme que « tout nouvel appel à la violence et au meurtre » sera suivi de poursuites judiciaires.

Le 28, le Parlement iranien vote en faveur d'une rupture des relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne si Londres ne condamne pas les Versets sataniques dans un délai d'une semaine (2 et à partir du 14).

Économie

ÉTRANGER

Au plus bas niveau depuis 1974

Le chômage continue de baisser aux Etats-Unis

L'économie américaine n'a pas fini de surprendre. En février le taux de chômage a, une nouvelle fois, baissé, atteignant 5,1 % de la population active, son plus bas niveau depuis mai 1974.

Le résultat annoncé vendredi 10 mars par le département du travail a surpris presque tout le monde, la plupart des observateurs estimant que l'activité après sept années de croissance continue - et presque toujours forte - est en train de se ralentir. Le taux de chômage devrait donc remonter peu à peu. Pourtant, il continue de baisser. Rapidement même puisque, en décembre et en janvier, on en était à 5,3 % et 5,4 % de la population active.

En février, 289 000 nouveaux emplois ont été créés après déjà 415 000 en janvier. Même si les statistiques de début d'année sont sujettes à caution, le sens de la marche est bien clair. Les révisions statistiques montrent qu'il a été créé encore plus d'emplois en début d'année 1989 qu'il n'avait d'abord été estimé (+ 7 000).

Ce sont, bien sûr, les services qui sont les plus dynamiques parce que les gains de productivité y sont très faibles. Mais l'industrie américaine a atteint un tel niveau d'activité qu'elle est également, depuis des mois, créatrice d'emplois alors que ses efforts de productivité sont importants, contrairement à ce qui se passe dans le tertiaire.

Le boom de l'emploi qui se prolonge contre toute attente est-il la preuve que l'expansion américaine continue au même rythme, proche de la surchauffe ? Difficile de savoir car les entreprises peuvent très bien continuer d'embaucher alors même que le pic de leur activité est déjà

derrière elles. Tel est d'ailleurs le risque : il n'est jamais facile de savoir quand l'activité bascule et commence à se ralentir. Les derniers indices semblaient montrer un ralentissement - timide il est vrai - des dépenses de consommation des ménages et une remontée - légère - des taux d'épargne.

Le danger pour les Etats-Unis est celui d'une montée ininterrompue des coûts salariaux, le marché de l'emploi étant devenu un marché étroit. Sur la côte est des Etats-Unis, par exemple, dans la région de Boston notamment, il est difficile d'embaucher à des niveaux de qualification élevés. Le danger d'un dérapage salarial est d'autant plus précis que la distribution de primes - rendues généreuses par les gros profits des entreprises - et l'alourdissement des cotisations sociales ont fait bondir les coûts salariaux globaux à plus de 5 % l'an. Cette tendance est particulièrement nette pour les services. C'est beaucoup pour des progrès de productivité qui, dans l'ensemble de l'économie américaine, avoisinent 1 % à 1,5 %.

Un élément rassurant tout de même : les prix de l'énergie pourraient ne pas augmenter - ou très peu - dans la mesure où les compagnies de distribution n'ont pas répercuté les baisses qui s'étaient produites l'année dernière avant que les prix du brut ne se raffermissent.

C'est sans doute l'ensemble de ces éléments - et la confiance peut-être retrouvée des Américains dans la capacité de M. Greenspan, le président du FED à pratiquer la politique monétaire adéquate - qui a laissé les taux d'intérêt - courts et longs - relativement sages à l'annonce d'une nouvelle qui, en d'autres temps, aurait provoqué de fortes réactions.

ALAIN VERNHOLLES.

Nouveau plan américain en faveur de la dette des pays en voie de développement

Promis depuis la campagne électorale de l'automne dernier et peut-être accéléré par les récentes émeutes au Venezuela, un nouveau plan américain d'allègement du fardeau de la dette des pays en voie de développement a été présenté vendredi 10 mars par le secrétaire au Trésor, Nicholas Brady.

L'initiative américaine repose sur une réduction, sur une base volontaire, des créances détenues par les banques dans les pays lourdement endettés. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale sont appelés à jouer un rôle-clé, en consacrant une partie de leurs ressources à la réduction de la dette, en particulier par le biais d'une garantie apportée aux titres financiers émis par les pays (avec une décote substantielle) en remplacement des créances bancaires ordinales (à cette occasion, le capital du FMI pourrait être augmenté). Afin de faciliter les négociations entre créanciers et débiteurs sur ces conversions de créances, Nicholas Brady a suggéré que l'obligation faite aux pays endettés de négocier avec un consortium de banques créancières soit levée pour une durée de trois ans. Ainsi, les pays pourraient négocier séparément avec chacune des banques, permettant ainsi d'accélérer le processus de renégociation.

Le montant de la réduction de la dette envisagée par ce projet n'est pas

encore connu. M. Brady a simplement déclaré qu'une « fraction substantielle » des 400 milliards de dollars environ dus par les pays endettés à revenus intermédiaires à leurs créanciers, pourrait ainsi disparaître.

Cette volonté d'annulation d'une fraction des créances contraste avec le plan présenté en 1985 par James Baker, alors secrétaire au Trésor. Le plan Baker reposait en effet principalement sur la nécessité d'accorder des crédits supplémentaires aux pays, en échange de leur engagement à adopter des mesures d'ajustement structurel de leur économie ; il excluait toute possibilité de réduction de la dette.

M. Brady a néanmoins souligné que son projet entend « construire et renforcer » le plan Baker, au moins sur trois points : la nécessité d'une forte croissance économique dans les pays endettés, la poursuite de leur ajustement structurel, et l'approche au cas par cas, qui permet aux banques, si elles le souhaitent, d'accorder des crédits additionnels aux débiteurs.

Le Japon et la France, tous deux partisans de longue date de l'annulation d'une partie de la dette, ont apporté leur soutien au projet de M. Brady, qui a également reçu un accueil favorable dans plusieurs pays d'Amérique latine.

La Commission européenne pourrait durcir sa position sur les normes de pollution automobile

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Il est possible que la Commission européenne revise ses propositions sur les voitures propres, autrement dit recommande pour les petites et moyennes voitures de moins de 1 400 centimètres cubes des normes d'émission de gaz polluants plus sévères que celles sur lesquelles les ministres de l'environnement sont tombés d'accord en novembre 1988 (Le Monde du 11 mars). M. Jacques Delors, son président, a en effet observé vendredi 10 mars, au cours d'une conférence de presse, que depuis les débats de l'année passée, « tous nos pays avaient placé l'environnement parmi leurs priorités » et que même « deux constructeurs d'automobiles avaient changé d'avis », en d'autres termes seraient résignés, vu les pressions existantes, à équiper leurs petites voitures de façon à répondre aux normes américaines. Bref, a expliqué en substance M. Delors, la commission ne peut ignorer l'évolution des esprits dans la Communauté.

L'accord politique de novembre est remis en cause par la loi néerlandaise qui prévoit d'accorder des incitations fiscales aux acquéreurs de

voitures conformes aux normes américaines. La commission a renoncé à une procédure trop rigoureuse à l'égard des Pays-Bas, celle de l'article 92 du traité de Rome qui les aurait obligés à suspendre l'entrée en vigueur de la loi. Les Néerlandais, a expliqué M. Delors, n'avaient pas caché leurs intentions dès novembre dernier.

Cela dit, la commission continue à penser que ces incitations fiscales portent atteinte à la libre circulation à l'intérieur du Marché commun et par conséquent à maintenir une procédure qui devrait normalement aboutir à ce que la Cour de justice européenne tranche le litige. Jusqu'à là ? Rien n'est moins sûr. En avril prochain, le Parlement européen doit se prononcer sur la « position commune », c'est-à-dire sur l'accord de novembre 1988. La commission d'ici là aura mieux pris la mesure des positions des uns et des autres. S'il se confirme que le mouvement en faveur de normes plus sévères est devenu irrésistible, elle pourrait alors suivre le Parlement dans l'hypothèse où celui-ci adopterait des amendements demandant que la Communauté s'aligne sur les normes américaines.

PHILIPPE LEMAITRE.

TOURISME

24,6 milliards de francs d'excédents

« Les Français manquent de professionnalisme »

nous déclare M. Olivier Stirn

Le tourisme français a enregistré, en 1988, un solde positif de 24,6 milliards de francs. La tendance à la dégradation de ces derniers années semble enrayée, mais M. Olivier Stirn, ministre délégué chargé du tourisme, ne peut se satisfaire des conditions dans lesquelles la France accueille ses hôtes et notamment à Paris. Il explique ci-dessous les améliorations qu'il souhaite apporter dans l'administration et chez les professionnels du tourisme.

« Quel a été le résultat des comptes du tourisme en 1988 ?

— C'est un bon résultat. Les comptes sont complètement arrêtés, mais on peut estimer à un excédent de 24,6 milliards de francs le solde, net de la balance touristique française au lieu de 20,3 milliards en 1987. La croissance avoisine les 15 %. Pour la première fois depuis quinze ans, la progression des rentrées de devises (11 %) a évolué plus vite que celle des dépenses à l'étranger des Français (+ 8 %). Nous avons repris à l'Italie le troisième rang mondial des recettes touristiques derrière l'Espagne et les Etats-Unis.

— Je constate que l'année 1988 aura marqué l'arrêt d'une tendance au recul du tourisme français. Cette inversion est d'autant plus intéressante que les prévisions de 1989 laissent espérer une croissance moyenne de 20 % et un chiffre d'affaires de 30,5 milliards de francs d'ici 1995. Il paraît que ce regain n'est pas particulièrement dû aux festivités du Bicentenaire, mais plutôt aux efforts de promotion que nous

avons développés. En République fédérale d'Allemagne, où nous avons mené des campagnes de communication, nous avons accru, en 1988, de 5,9 % à 6,5 % notre part de marché ouest-allemand des voyages de plus de quatre jours. Aux Etats-Unis, la France a progressé de 15 % alors que la demande de voyages des Américains s'est accrue de 4,4 %.

— Alors tout est-il pour le mieux dans le meilleur des tourismones ?

— Non, il reste des freins importants dans notre secteur, mais je note un changement d'ambiance notamment chez les partenaires privés. Par exemple, Citroën, qui ne s'intéressait guère au tourisme, a choisi de faire de la publicité en association avec la Maison de la France. Je l'ai appris à Berlin.

— Je rappelle que nous triplons, cette année, les crédits de promotion et qu'en plus de la RFA et des Etats-Unis, nous versons la France en Grande-Bretagne, en Italie, en Espagne, aux Pays-Bas et au Japon.

— Quels sont les freins au développement du tourisme français ?

— Je vois, en premier lieu, la formation. On dit que les Français ne sont pas hospitaliers et qu'ils accueillent mal l'étranger. La répétition de cette critique infondée risque de nous faire du tort. Les Français sont accueillants, mais ils manquent de professionnalisme. Il s'agit d'un problème de formation.

— D'ici à deux mois, je signerai avec le ministre de l'Éducation nationale une convention qui englobera aussi bien l'enseignement public que le secteur privé. Sait-on que onze mille personnes passent, chaque année, par les centres de formation

du groupe hôtelier Accor ? Nous recenserons toutes les améliorations et les synergies possibles dans le domaine de la formation.

— L'accueil reste pourtant le point faible de notre tourisme.

— Je sais, mais je crois aux vertus d'actions en profondeur dans ce domaine. Je reconduis les crédits destinés aux stages des policiers de l'air et des frontières et des douaniers pour leur apprendre des langues et les subtilités de la courtoisie. Le 1^{er} juin, nous organisons une Journée de l'accueil avec la Fédération nationale des offices de tourisme et des syndicats d'initiative. Nous metrons en place, cet été, un réseau de points d'information de tourisme en coopération avec un groupe pétrolier. Aux frontières, une dizaine de bureaux d'information communiqueront à nos hôtes les renseignements culturels qu'ils désirent obtenir.

Insuffisances parisiennes

— Vous ne prévoyez rien pour la formation des taxis ?

— Je constate que les plaintes que nous enregistrons en matière d'accueil concernent souvent les taxis parisiens, mais aussi les lacunes de l'information dans les gares parisiennes. C'est normal : 80 % des visiteurs à motivation culturelle passent par Paris, mais la

capitale n'attache pas encore au tourisme l'importance qu'il conviendrait. Elle n'a pas de politique de tourisme. Son office municipal de tourisme, qui est cofinancé par la mairie et par la chambre de commerce et d'industrie, dispose d'un budget modeste à peine plus élevé que celui de Lyon. Le résultat est que l'accueil dans les gares n'est pas suffisant, qu'il ne dispose pas de réservation informatique, d'hôteliers convenables et que son réseau téléphonique ne répond pas à la demande. J'en ai parlé avec M. Alain Juppé et nous allons travailler avec la mairie de Paris, car il faut démultiplier les locaux des Champs-Élysées, recruter des hôtes bilingues ou trilingues... et améliorer l'accueil des chauffeurs de taxi. Il y a de la réputation de Paris qui est l'atout numéro un de la France.

— Quelle image de la France souhaitez-vous diffuser ? La France éternelle, gastronomique, culturelle ? Ou bien souhaitez-vous adapter cette publicité à chaque marché ?

— Il faut que nous nous adaptions à chaque marché étranger, car tous les touristes ne demandent pas les mêmes ingrédients. Il est vrai que la France est réputée pour ses châteaux, ses monuments et sa culture, mais elle a tant d'autres attraits !

Propos recueillis par ALAIN FAULIAS.

RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 2935/DMP

1. L'Office National des Télécommunications de CÔTE D'IVOIRE a obtenu un prêt de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) en différentes monnaies, pour financer le coût du projet portant sur la remise en état du matériel et renforcement de la maintenance.

Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce prêt sera utilisée pour effectuer les paiements au titre du projet portant sur la modernisation et l'extension des réseaux téléphoniques urbains d'ABIDJAN-Nord.

2. L'Office National des Télécommunications invite, par le présent Appel d'Offres, les candidats admis à concourir, à présenter leurs Offres sous-plis fermés pour la modernisation et l'extension des réseaux téléphoniques urbains d'ABIDJAN-Nord.

3. Les candidats admis à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les dossiers d'Appel d'Offres dans le bureau du Chef de Service des Marchés sis au 12^e étage du POSTEL 2001, Porte 12-07 - Téléphone 34.67.61 ou 34.67.63 Téléc n° 23790 ou 23750 - ABIDJAN.

4. Tout candidat admis à concourir, intéressé par le présent avis, pourra acheter un jeu complet des documents d'Appel d'Offres, sur demande écrite au service ci-dessus ou après consultation des Cahiers des Charges et moyennant paiement d'un montant non remboursable de 400.000 F. CFA (Chèque certifié ou mandat lettre).

5. Toutes offres doivent être accompagnées d'un cautionnement de soumission d'un montant égal à 1,5 % du montant total de la soumission; ce cautionnement doit être déposé en même temps que les Offres au Service des Marchés, sis à l'immeuble POSTEL 2001, Porte 12-07 - ABIDJAN-CI au plus tard le 18 Avril 1989 avant 11 H 00 délai de rigueur.

6. Les plis seront ouverts en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent être présents à l'ouverture le 18 Avril 1989 à 15 H 00 à la Rotonde de la Cité Financière à ABIDJAN-PLATEAU.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Route express Nantes - Montcigu

Section comprise entre La Cour-Neuve (commune des Sorinières) et la RD 763 sur la commune de Boufféré en Vendée

Avis d'ouverture d'une enquête publique préalable au déclassement et au reclassement en autoroute

Une enquête portant sur le déclassement de la section de la route express Nantes-Montcigu comprise entre La Cour-Neuve (commune des Sorinières en Loire-Atlantique) et la route départementale n° 763 sur la commune de Boufféré en Vendée, ordonnée par arrêté préfectoral des 14 et 15 février 1989 en vue du reclassement en autoroute, se déroulera du 6 au 24 mars 1989 inclus.

Les pièces du dossier d'enquête seront déposées dans les mairies des Sorinières, du Bignon, de Montbert, d'Aigrefeuille-sur-Maine, de Remouillé, de la Planchette et de Vieilleville en Loire-Atlantique, de Boufféré en Vendée, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur les registres ouverts à cet effet par les maires ou les adresser à l'un des maires ou au commissaire-enquêteur : M. Louis Pensee, receveur hors classe des PTT en retraite, 151, rue de la Libération, 44230 Saint-Sébastien-sur-Loire, qui recevra personnellement le public :

— à la mairie des Sorinières, le 9 mars 1989 de 14 h à 16 h
— à la mairie du Bignon, le 10 mars 1989 de 14 h à 16 h
— à la mairie d'Aigrefeuille, le 13 mars 1989 de 14 h à 16 h
— à la mairie de Montbert, le 14 mars 1989 de 14 h à 16 h
— à la mairie de Remouillé, le 20 mars 1989 de 14 h à 16 h
— à la mairie de Vieilleville, le 21 mars 1989 de 14 h à 16 h
— à la mairie de la Planchette, le 23 mars 1989 de 14 h à 16 h
— à la mairie de Boufféré, le 24 mars 1989 de 14 h à 16 h

À l'issue de l'enquête, il pourra être pris connaissance des conclusions motivées du commissaire-enquêteur dans chacune des mairies précitées, à la sous-préfecture de Nantes et dans les préfectures de Loire-Atlantique et de Vendée.

سكوا من الأصل

Économie

BANQUES

Le Crédit local de France multiplie les opérations sophistiquées d'ingénierie financière

C'est dans le cadre prestigieux de la Pyramide du Louvre qu'à la mi-mai le Crédit Local de France (CLF) tiendra son assemblée générale et rendra compte de ses activités en 1988, et donc de son premier exercice en année pleine puisque cet établissement du groupe de la Caisse des dépôts a été créé en octobre 1987 pour prendre la relève de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales (CAECL).

Banquier privilégié pendant longtemps des villes, départements et régions, comme des chambres consulaires ou des sociétés d'économie mixte, la CAECL puis le CLF se sont trouvés confrontés à un double phénomène *a priori* défavorable : la banalisation totale du réseau bancaire - ce qui a conduit les banques nationales, voire des institutions étrangères, à s'intéresser au nouveau marché que représentent les collectivités locales (1) - et la baisse des besoins d'emprunt de ces collectivités. En effet, ces derniers, qui s'élevaient à 61 milliards de francs en 1980 (en équivalent des francs d'aujourd'hui) et à 67 milliards l'an dernier. Les collectivités assurent elles-mêmes par autofinancement une part beaucoup plus importante de leurs investissements que par le passé.

« Et pourtant, en dépit de la concurrence et de la conjoncture, souligne M. Pierre Richard, président du directoire, le CLF a assuré, l'an dernier, 43 % du financement total à long terme des administrations publiques locales, ce qui représente le même pourcentage qu'à l'époque où existait la CAECL ».

L'ensemble des concours accordés en 1988 aura atteint 35,6 milliards au lieu de 33,6 en 1987. Mais les résultats nets de la banque, qui avoisinaient 600 millions de francs en 1987, ont dépassé, l'an dernier, à fiscalité comparable, 650 millions.

La banalisation du système bancaire et son décloisonnement se sont accompagnés d'une diversification et d'une sophistication de la gamme des produits financiers proposés aux clients locaux. Ainsi, les prêts à taux fixe, qui représentaient, en 1987, 46 % du total des concours, n'interviennent plus que pour 28 % ; 16 % des prêts sont désormais faits en ECU, la monnaie européenne. Parmi les collectivités locales, ce sont les départements qui semblent, selon M. Pierre Richard, plus novateurs que les villes ou les régions, puisque 67 % de leurs emprunts portent sur d'autres produits financiers

que le taux fixe ou même le taux révisable. Il reste que la clientèle de base (et la plus fidèle) du CLF demeure les communes.

Mais le CLF, au-delà de sa fonction traditionnelle de banquier, veut se présenter comme un organisme spécialiste d'ingénierie financière qui appréhende l'ensemble de la gestion, de la trésorerie et des finances d'une collectivité locale. Il s'est associé dans ce but à parité avec Indosuez à travers une filiale dénommée « Europrojet-Développement » qui organise le financement de grands projets d'infrastructure comme le métro de Toulouse, la liaison entre Orléans et Paris par métro léger, le pont de Normandie, la construction d'un nouveau tunnel à Marseille entre le Vieux-Port et le Prado et Eurodyne.

Par ailleurs, le CLF a signé un accord avec le Crédit national pour mettre en place une société de capital-risque tournée vers les créateurs d'entreprise dans les technologies de pointe en développement.

Principal émetteur français

Comme par le passé, le marché obligataire national reste la principale source du CLF pour recueillir ses fonds (21,4 milliards de francs), mais, parallèlement, la banque a procédé à six émissions sur l'Euro-marché (dont cinq en ECU) pour une somme supérieure à 3 milliards de francs. De la sorte, le CLF est devenu le principal émetteur français sur l'Euro-marché et le troisième dans l'absolu après la Banque européenne d'investissement (BEI) et les Communautés européennes elles-mêmes.

Sans qu'il soit, pour le moment, question d'introduire en Bourse une fraction de son capital ou d'y faire entrer des collectivités locales elles-mêmes (2), le CLF, qui a le statut de société anonyme à conseil de surveillance et à directoire, cherche cependant à multiplier ses liens avec les institutions financières comparables qui existent dans les pays voi-

sins d'Europe. C'est ainsi qu'avec le Crédit communal de Belgique il est envisagé de créer une filiale commune pour lancer des opérations dans des pays tiers, en premier rang desquels les États-Unis.

FRANÇOIS GROSHICARD.

(1) Marché considérable puisqu'en 1988 les investissements des collectivités représentent 133 milliards de francs, en hausse de 7 % en volume par rapport à 1987.

(2) L'Etat détient 47,5 % du capital, la Caisse des Dépôts 25 %, le réseau des caisses d'épargne 7 %, les sociétés d'assurance et de retraite 6,4 %, les institutions financières étrangères 6,85 %. Le seul organisme qui représente d'une certaine manière le secteur privé est la Fédération nationale des travaux publics avec 2,85 %.

SOCIAL

Aménagement du temps de travail

La CFDT lance un avertissement au CNPF

La CFDT a adressé un avertissement au patronat à propos des négociations sur l'aménagement du temps de travail à l'issue de la réunion de son bureau national. S'exprimant devant la presse le 10 mars, M^{me} Nicole Notat, secrétaire générale adjointe de la CFDT, a souligné que son organisation voulait un accord « utile », offrant « un minimum de garanties sociales pour tous », avec des contreparties à l'aménagement du temps de travail en matière de durée du travail et de recul de la précarité. « La balle est dans le camp du patronat », a-t-elle affirmé en précisant que la CFDT prendrait sa décision de signer ou non le 24 mars. « Si les conditions d'un accord n'étaient pas réunies, a lancé M^{me} Notat, la CFDT serait amenée à reconsidérer sa participation aux négociations sur les autres thèmes » (mobilité, conditions de travail, etc.).

Le secrétaire général de la CFDT, M. Jean Kasper, a insisté sur l'ambigü-

ration de la situation financière des entreprises en 1988. « Nous ne voulons pas tomber dans l'euphorie car la situation reste fragile. Mais nous voulons que l'emploi soit au cœur du débat économique et social. Pour M. Kasper, « le gouvernement et le patronat commettraient de graves erreurs s'ils n'utilisaient pas les marges dégagées par les entreprises pour répondre aux revendications des organisations syndicales ».

Saisi « en appel » par dix syndicats de la santé de la région parisienne suspendus le 30 novembre dernier en raison des désaccords de leurs dirigeants, qualifiés de « mauvais noirs », avec le fonctionnement de la CFDT, le bureau national a décidé, à l'unanimité moins une voix, de prononcer la radiation de ces syndicats. Leurs dirigeants, qui représentent entre deux mille et deux mille cinq cents adhérents, ont annoncé une manifestation de protestation le 16 mars devant la confédération. « La démocratie, c'est trop important pour qu'on la bafoue », a commenté M. Kasper. La fédération de la santé a été chargée d'engager dans les huit jours la procédure d'affiliation des nouveaux syndicats santé sociaux créés par les adhérents qui veulent rester à la CFDT et respecter ses règles de fonctionnement ».

● Incidents chez Chaffoteaux-Maury. - Un cadre de la société Chaffoteaux-Maury a été le pied de nez du patronat, lors d'incidents le 10 mars devant les grilles de l'usine de Ploufragan (Côtes-du-Nord). Une centaine de cadres et d'agents de maîtrise étaient venus à la demande de la direction pour remettre en route les chaînes de montage. Ils se sont heurtés à trois cents grévistes interdisant l'entrée de l'usine. Au lendemain du vote d'une majorité du personnel en faveur de la fin de la grève, la direction a indiqué, dans un communiqué, que la reprise du travail décidée pour le 13 mars marquerait la fin du conflit, les entraves à la liberté du travail ou les violences étant « immédiatement sanctionnées ». Enfin, le tribunal de grande instance de Saint-Brieuc a jugé, suite à un recours de la CGT, que le vote par correspondance organisé par la direction était légal.

REPÈRES

Conflits localisés

Forte remontée en 1988

Selon les premières indications du ministère du travail, le nombre de journées individuelles non travaillées à la suite de conflits localisés (donc imputées à un établissement) s'est élevé à 1 131 600 (sans tenir compte des conflits généralisés) en 1988 contre 511 600 en 1987, 726 700 en 1985 et 1 316 800 en 1984. Selon ces statistiques qui ne concernent pas la fonction publique, le nombre de journées non travaillées en moyenne mensuelle est de 84 300 contre 42 700 en 1987, 47 300 en 1986, 109 000 en 1984, 187 000 en 1982, 264 000 en 1979 et 338 000 en 1976. La remontée des conflits localisés est donc forte par rapport à 1987, mais le niveau reste sensiblement inférieur aux années antérieures à 1985 et très en deçà des années antérieures à 1980. En janvier 1989, le nombre de journées perdues à l'occasion de conflits localisés s'est élevé à 82 400 contre 109 000 en décembre 1988 et 27 500 en janvier 1988.

Balance

des paiements

Déficit accru en RFA

Le déficit de la balance des paiements ouest-allemande a atteint 4,229 milliards de DM (14,3 milliards de francs) en janvier, contre 3,429 milliards de DM (11,3 milliards de francs) en décembre, selon les chiffres provisoires publiés vendredi 10 mars, par la banque centrale ouest-allemande.

La balance des capitaux à long terme est restée au même niveau qu'en décembre, avec des sorties de 8,8 milliards de DM contre 9,1 milliards de DM, un mois auparavant.

La Bundesbank note cependant une fuite accrue des capitaux vers les Bourses étrangères.

Au total, le déficit de la RFA sur le seul poste des placements en titres a atteint 11,2 milliards de DM, soit nettement plus qu'en décembre (8,7 milliards de DM).

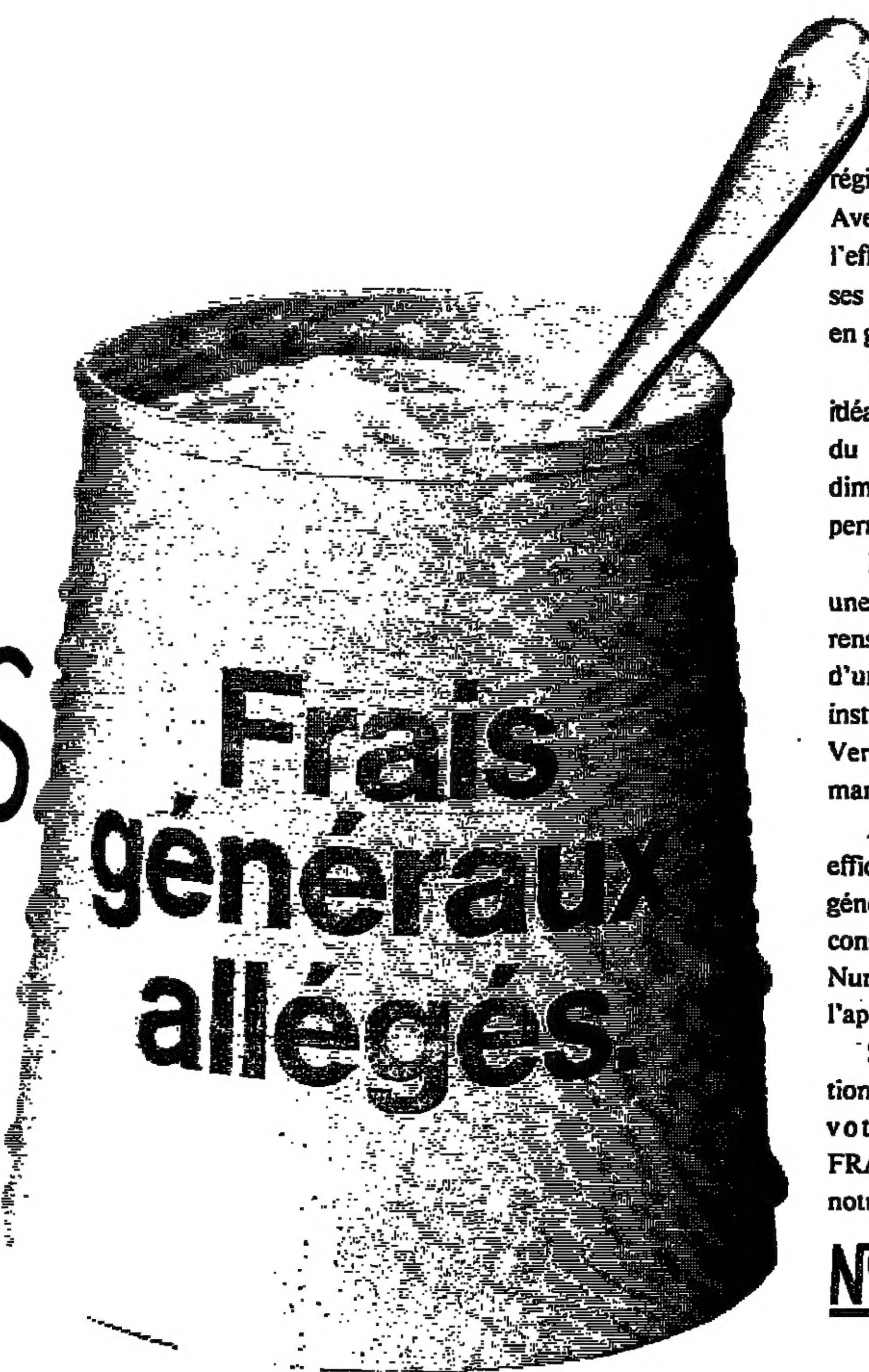
Les « petits clients » aussi...

Le Crédit local de France ne s'intéresse pas seulement aux grandes collectivités locales. Afin d'aider les petites communes de moins de deux mille habitants dans leur effort d'équipement, l'établissement met à leur disposition un produit financier adapté à leur situation particulière : le prêt simplifié d'équipement rural. Ce produit se veut simple, souple et facilement mobilisable. D'un montant qui peut aller jusqu'à

400 000 F, il est mis en place pour une durée de un à vingt ans à taux fixe ou révisable. Il est disponible dans un délai de quarante-huit heures sur simple demande par courrier ou par téléphone. Enfin, un tel prêt est exonéré des frais de dossier.

En 1988, le CLF a émis plus de 3 700 contrats de ce type pour un montant total de 730 millions de francs.

Avec
le N° Vert
les économies
répondent
à l'appel.



Avec le Numéro Vert,
maîtrisez et réduisez
vos frais de gestion.

Avec votre Numéro Vert,
régime sur toute la ligne.

Avec un numéro qui améliore
l'efficacité de ses services et réduit
ses frais de gestion, l'entreprise est
en grande forme.

Le Numéro Vert est la réponse
idéale aux problèmes de gestion
du personnel en déplacement. Il
diminue les frais généraux et
permet un meilleur contrôle.

Pour transmettre directement
une commande, demander des
renseignements sur la disponibilité
d'un produit, ou recevoir des
instructions urgentes, le Numéro
Vert améliore nettement la perfor-
mance de vos itinérants.

Avec des liaisons internes plus
efficaces et plus rentables, les frais
généraux de votre entreprise sont
considérablement allégés. Avec le
Numéro Vert, le succès répond à
l'appel.

Si vous souhaitez des informa-
tions supplémentaires, contactez
votre Agence Commerciale
FRANCE TELECOM ou appelez
notre Numéro Vert national :

N° Vert 05 00 00 01
APPEL GRATUIT

FRANCE
TELECOM



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

MÊME si le bilan est quasiment analogue à celui de la période précédente (+ 1 % de gain), cette deuxième semaine de progression a été à l'opposé de la précédente. Aux secousses multiples des premiers jours de mars, provoquées par la publication d'une série de données économiques internationales, a succédé une apaisée générale. La Bourse semblait être sous le choc, un peu comme un boxeur groggy au lendemain d'un combat violent, d'où n'est sorti ni vainqueur ni vaincu. Déroulé, mais toujours confiant dans son avenir.

Les cinq séances ont été particulièrement fades, l'indicateur instantané oscillant entre - 1 % et + 1 % dans un marché où aucune nouvelle n'a influé fortement sur la tendance. Pas même la note de conjoncture de l'INSEE prévoyant un ralentissement de la croissance française d'ici à l'été, ni la levée du contrôle des changes pour les entreprises, ni le projet de réforme de la Commission des opérations de Bourse (COB) et la réglementation prochaine des offres publiques d'achat (OPA). L'approche du premier tour des élections municipales n'était même pas évoquée rue Vivienne. Au niveau international, la confirmation d'une détente des taux en RFA n'a pas provoqué d'engouement sur le parquet, de même qu'à l'inverse la contradiction du taux de chômage américain de février (5,1 % contre 5,4 %), traduisant pourtant une surchauffe de l'économie, n'a pas engendré d'inquiétude excessive, sauf sur le MATIF.

« Nous avons peu d'ordres de clients, alors nous profitons de cette période de calme pour mettre de l'ordre dans nos dossiers », confiait un gérant de portefeuilles pressé de partir en week-end. Combien de temps durera ce mouvement de pause ? Les avis sont partagés, et certains estiment que la purge des dernières semaines (- 8 % en vingt et un jours) n'est pas achevée. Toutefois, les experts de la banque Indosuez, dans le premier numéro de leur revue de conjoncture mensuelle, *Perspectives*, estiment que la consolidation devrait se poursuivre. « Néanmoins, le relatif optimisme des opérateurs, le retour progressif des échanges sur ce marché qu'ils avaient déserté après le krach et celui des investisseurs institutionnels devraient permettre une reprise de la hausse des cours au-delà de la période trouble dans laquelle nous sommes entrés ».

Les séances auront été rythmées par la poursuite des publications des résultats financiers très encourageants. Or la plupart ont eu peu d'impact sur les cours, ce qui se voit par exemple la progression de 46 % des bénéfices de Rhône-Poulenc ou celle de 29 % du CCF. Par contre, le

Sans saveur

titre Sogepap s'envolait au lendemain de l'annonce de la hausse de 90 % de ses gains. L'augmentation sensible du dividende versé ou l'attribution gratuite d'actions nouvelles à raison d'une pour dix n'expliquent pas à elles seules le parcours du titre. Les propos du président de la Sogepap affirmant qu'à 330 F l'action « faisait ressortir une décote très importante par rapport à la valeur d'actif net réévaluée à 520 F » ont sans doute encouragé les investisseurs à s'intéresser à cette filiale d'Elf Aquitaine.

En revanche, c'est sans explication rationnelle apparente que la SCOA s'est emballée durant plusieurs séances, atteignant jeudi son plus haut niveau de l'année à 82 F. Les rumeurs les plus diverses ont circulé autour de cette société de services internationaux dont le principal actionnaire est Paribas. Le bruit le plus fréquent évoquait une poursuite du renforcement de la participation du groupe Bolloré, qui détient près de 9 % des parts depuis le mois de janvier. Un démenti ferme de ce groupe arrêta le mouvement en fin de semaine. Etait-ce de la simple spéculation ?

Rallye abandonné
La Roche méridionale

Sur les neuf OPA lancées depuis le début de l'année, le dénouement des deux plus importantes est intervenu durant la semaine. Tout d'abord, mercredi, le ministère de l'Industrie indiquait que le gouvernement s'appuyait à donner son feu vert au rachat du papeter français Assouat Rey par l'Américain International Paper. Cette solution, dont le montant atteint les 2,2 milliards de francs, a finalement été préférée au montage proposé par le papeter Arjomari et son actionnaire principal Saint-Louis.

Vendredi, la bataille engagée depuis les premiers jours de janvier entre Rallye et CFAO pour la prise de contrôle de La Roche méridionale a tourné à l'avantage du deuxième protagoniste. Rallye, à l'origine de l'attaque boursière sur ce succursale régionale, annonçant qu'il retirait son offre. Cette offre avait pourtant été jugée par son président « solide » comme le « grand breton ». La Roche n'aura pas résisté au prix proposé par le chevalier blanc CFAO, qui a voté au secours de LRM : 3 000 F par action soit 1,575 milliard de francs au total.

Semaine du 6 au 10 mars

Conséquence de sa fusion avec le britannique Metal-Box, le groupe d'emballage Carnaud a décidé de diviser chacun de ses titres par trois. La date de prise d'effet n'a pas encore été arrêtée. Elle intervient dans la perspective de la création de CMB Packaging, qui devrait être opérationnelle dès le 1^{er} avril. Impléant, ce nouveau leader mondial de l'emballage sera coté sur les Bourses de Londres et de Paris.

Le second marché a accueilli, mercredi, ses trois cent cinquante sociétés, Petitjean, le spécialiste mondial du poutre d'éclairage. Devant l'afflux de demandes, plus de 7 millions de titres pour 139 734 propositions (10 % du capital), les initiateurs de l'opération ont décidé de reporter l'introduction au mardi 14 mars et de retenir la procédure d'offre publique de vente (OPV).

Le prix retenu est de 205 F par action contre 185 F au départ. Petitjean précède de vingt-quatre heures l'arrivée du britannique Bloemh Exhibitions, premier organisateur de salons et foires-expositions, déjà négociés à Londres. Viendra ensuite Idianova, filiale à 20 % de l'IDIA (Institut des industries agricoles et alimentaires). Cette société financière spécialisée dans l'aide à la création d'entreprise met sur le marché 20 % de son capital au prix unitaire de 125 F.

Les différentes affaires auront laissé de marbre les boursiers, qui n'ont pas réagi à la nomination de M. Claude Béhar à la présidence de la Compagnie du Midi la décision, il est vrai, était attendue. Ils ont également été indifférents aux déclarations de Bernard Arnault, président de LVMH (Moët-Hennessy-Louis-Vuitton), et de Henry Racamier, président de Louis-Vuitton, pour la prise en main des destinées du célèbre malletier. De même la décision de la COB de transmettre au parquet le dossier Béghin Say n'a suscité aucune réaction.

Enfin, plus troublant encore, cette apaisée se retrouve même dans le comportement du personnel de la Bourse. Sans enthousiasme, à la demande des syndicats, il s'est rendu aux urnes jeudi pour se prononcer sur le protocole d'accord concernant l'emploi et les salaires conclus entre l'Association française des sociétés de Bourse et les syndicats majoritaires (CFDT et SFI). Bien que la proposition ait été rejetée en masse (73 % contre), il faudra attendre lundi pour que les organisations syndicales se réunissent et décident de la suite à donner à leur action. Est-ce faute de conviction ?

DOMINIQUE GALLOIS.

BOURSES

ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Déroulé par le chômage

Après avoir vécu au ralenti dans l'attente de la publication vendredi des statistiques du chômage de février, Wall Street a réagi négativement à ces données. L'indice Dow Jones, qui avait enregistré lundi une forte hausse et s'était rapproché de la barre des 2 500 points, a terminé toutefois sur un léger gain par rapport à la semaine précédente (7,85 points). Le baromètre new-yorkais s'inscrivait à 2 252,14 à la veille du week-end (contre 2 274,29). Durant les premiers jours, l'accord de fusion entre Warner Communications et Time Inc. déclenchait une vague de spéculations autour des valeurs opérant dans le secteur de la communication. Mais le phénomène sera de courte durée et la semaine restera marquée par la déception des milieux boursiers à l'annonce de la réduction de taux de chômage à 5,1 % contre 5,4 % en janvier. Néanmoins, la baisse du Dow Jones sera limitée ce jour-là. De 22 points, elle sera ramenée à 9,29 points en fin de journée.

	Cours 3 mars	Cours 10 mars
Alcoa	61 1/2	61 3/8
AT&T	39 1/2	39 1/2
Boeing	65 3/8	66 1/2
Chase Man. Bank	31 3/4	32 7/8
Du Pont de Nemours	95 5/8	96 1/8
Eastman Kodak	46 1/2	46 1/2
Exxon	44 1/4	44 1/2
Ford	52 1/4	50 3/4
General Electric	44 3/4	44 7/8
General Motors	85 3/8	84 3/4
Goodyear	48 7/8	48 1/8
IBM	120 7/8	118 1/4
ITT	52 5/8	53
Mobil Oil	48 5/8	48 5/8
Pfizer	55 3/8	54 7/8
Schlumberger	36 1/2	38 1/8
Teneco	52 7/8	52 3/8
UAI Corp. (ex-Allegis)	115	119 1/4
Union Carbide	31 3/4	30 7/8
USX	31 7/8	31 3/8
Westinghouse	54	53 5/8
Xerox Corp.	61 1/8	61 3/8

LONDRES

Semaine irrégulière à l'International Stock Exchange au terme de laquelle l'indice FT termine en légère hausse pour la deuxième semaine consécutive. L'éloignement des craintes d'un nouveau relèvement des taux en Grande-Bretagne ainsi que le raffermissement de la livre ont soutenu les cours. D'autre part, le retour sur la scène boursière britannique de Sir James Goldsmith a également contribué à cette fermeté. Toutefois, l'attente de la présentation mardi prochain du nouveau budget par le chancelier de l'Échiquier, Nigel Lawson, incitait les investisseurs à la prudence.

Indices « FT » du 10 mars : 100 valeurs, 2 085,2 (contre 2 059,2) ; trente valeurs, 1 724,9 (contre 1 697,5) ; fonds d'Etat, 88,76 (contre 88,39) et mines d'or, 187,8 (contre 171,9).

	Cours 3 mars	Cours 10 mars
Beecham	589	586
Bovril	487	490
BP	264	270 1/2
Charter	474	490
Courtauld	304	296
De Beers	13 3/8	14 1/8
Flax Gold	7 8/16	8 1/16
Glaxo	12 47/64	12 11/16
GUS	16	16 3/4
ICI	11 49/64	11 13/16
Reunert	784	681
Shell	374	396 1/2
Unilever	520	536
Viskase	167	187
Warren	39 3/4	39 7/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Incertitude

Après la reprise enregistrée durant les premiers jours de mars, l'incertitude a regagné les investisseurs à la Bourse de Francfort. La semaine se termine en légère baisse dans un marché prudent attendant la publication des chiffres du chômage américain.

Indices du 10 mars : Commerzbank, 1 654,7 (contre 1 662), DAX 1 318,52 (contre 1 325,82).

	Cours 3 mars	Cours 10 mars
AEG	214,50	215
BASF	290,90	286,20
Bayer	299,80	296,30
Commerzbank	239	235,50
Dresdnerbank	518	511,50
Hoechst	380	387,30
Karstadt	438	431
Mannesmann	225,50	225,80
Siemens	525,50	524
Volkswagen	329	348,70

TOKYO

Poursuite du tassement

Pour la deuxième période consécutive, et ce après cinq semaines successives de hausses ponctuées de nouveaux records, le Nikkei-cho a marqué une pause. Le marché était préoccupé par le scandale Recruit et ses possibles retombées politiques.

Indices du 10 mars : Nikkei, 31 701,78 (contre 32 000,10) ; général, 2 048,24 (contre 2 039,90).

Indices du 28 janvier : Nikkei, 31 679,07 (contre 31 170,38) ; Topix, 2 478,12 (contre 2 425,72).

	Cours 3 mars	Cours 10 mars
Aiat	713	704
Bridgestone	1 390	1 340
Canon	1 420	1 540
Fuji Bank	2 630	2 560
Honda Motor	2 030	1 930
Mitsubishi Electric	2 410	2 360
Mitsubishi Heavy	1 160	1 100
Sony Corp.	6 500	6 580
Toyota Motor	2 520	2 480

Produits chimiques

	10-3-89	Diff.
Ind. Minéraux	4 230	+ 10
Labo. Bell	1 660	+ 4
Rosell Uo	1 595	- 5
BASF	970	- 10
Bayer	1 062	- 6
Hoechst	1 080	- 10
Imp. Chemie	128,90	+ 1,80
Norsk Hydro	147,60	+ 1,80

Mines, caoutchouc,

outre-mer

	10-3-89	Diff.
Géophysique	550	- 5
Imetal	362	+ 2,20
Michelin	195	4
Métallurg	172,10	+ 3,10
RZC	58,30	+ 2,70
RTI	2,62	+ 0,05

L'innovation du CCF pour se libérer de créances douteuses

« Echange créances sur l'Argentine contre créances sur le Brésil américain ». C'est, schématiquement, le résultat du montage original, inspiré de la « titrisation » (transformation de crédits bancaires en titres négociables) que le CCF vient de mettre au point pour sortir de son bilan jusqu'à 50 % (soit 1 milliard de dollars) de ses créances douteuses sur les pays en développement (principalement Amérique latine). En remplaçant celles-ci par des actifs de très bonne qualité, la banque s'évite les provisions correspondantes. Les créances douteuses que le CCF conserve en portefeuille pour des raisons diverses (comme au Brésil, où elle dispose d'une filiale importante) restent ainsi provisionnées à plus de 50 %.

Le CCF a mis en œuvre sa méthode, approuvée par les autorités bancaires, sur une première tranche de 500 millions de dollars (en valeur faciale) qui a été cédée à un trust (trust qui n'existe pas en droit français) basé dans les îles Anglo-Normandes, Financial Overseas Holdings (FINOV). Ces créances

ont été cédées à un prix global moyen de 46 % du nominal, correspondant à la décote sur le marché libre pour prendre en compte le rendement des risques cédés. FINOV émet simultanément un emprunt de 500 millions de dollars à vingt-cinq ans, entièrement souscrit par le CCF. Le produit de cette émission sert à FINOV, d'une part, à payer les créances achetées au CCF (pour 230 millions de dollars) ; d'autre part, à acquiescer des titres de première qualité (comme des bons du Trésor américain) permettant de garantir le remboursement de l'emprunt et d'assurer une rémunération minimale (actuellement 50 % du Libor). Le CCF a, en outre, un droit à rémunération supplémentaire en fonction de la croissance de la valeur des actifs détenus par FINOV. Le CCF compte bien « commercialiser » ce montage qui n'a pas d'incidence fiscale et envisage de l'appliquer à d'autres tranches de son portefeuille de créances douteuses dans un délai de douze à dix-huit mois.

C. B.

Un bénéfice net en progrès de plus de 29 % en 1988

Malgré une année jugée « difficile pour l'exploitation bancaire » (accroissement des marges, renforcement de la concurrence) par son président, M. Michel Pébereau, le Crédit commercial de France (CCF) a enregistré une progression de plus de 29 % de son bénéfice net consolidé à 560,9 millions de francs, et de 11,5 % de son résultat brut d'exploitation à 1 925,2 millions de francs. Un « bon » résultat aux yeux de l'état-major de la banque, dû à l'ensemble des filiales françaises et étrangères du groupe.

Dans le domaine proprement bancaire, le CCF a compensé l'amoindrissement de ses marges par un développement de son activité. Ainsi les crédits à moyen et long terme aux entreprises ont progressé de 30 % et les crédits aux particuliers (en immobilier plus qu'en trésorerie) de 22,5 %. La « banque à domicile » confirme son succès avec deux cent quatre-vingt mille abonnés dont soixante mille utilisent le crédit électronique « Liberté ».

Dans ses activités financières, les performances du CCF ont été bonnes avec une progression de

30 % des capitaux gérés par le groupe (172 milliards de francs à fin 1988). Le CCF a confirmé sa place parmi les principaux opérateurs sur les marchés internationaux des capitaux. Il a en outre renforcé son activité dans le domaine des fusions et acquisitions, ce qui a permis de compenser partiellement la perte des recettes dues aux privatisations (elles avaient rapporté une certaine somme de millions de francs en 1987). Le principal titre de gloire du CCF en 1988 est d'avoir organisé la défense d'Epoca Bertrand Faure (éditions automobiles) contre l'offensive de Volvo.

La réalisation de plus-values sur cessions immobilières (641 millions de francs) a permis à la banque de prévoir une dotation complémentaire de 1 225 millions de francs pour les risques souverains (contre 634 en 1987), portant ainsi le taux de couverture de 46 % à 58 %.

Les fonds propres du CCF, renforcés de 1,5 milliard en 1988, s'élèvent à 7,9 milliards, permettant ainsi à la banque d'avoir un ratio de solvabilité (le fameux « ratio Cooke ») supérieur à 8 %.

Matériel électrique

	10-3-89	Diff.
Alcatel	2 781	+ 114
Alsthom	586	+ 13
COE	381	- 2
Couva	440	+ 1
CSER (ex-Sigaux)	580	+ 11
Generale des eaux	1 583	+ 107
IBM (I)	146,91	+ 14,09
Intercontinental	1 160	+ 21
Lucas	680	+ 40
ITT	331,50	- 3
Legrand	3 590	+ 25
Leroy-Somer	1 217	- 47
Lysiane des Eaux	1 595	+ 20
Mats	255,20	+ 7,30
Mertin-Gérin	3 950	+ 85
Moulinex	126	+ 1,50
Radionique	22	+ 22
Schlaumberger	242	+ 16,60
SEB	955	inch.
Siemens	1 763	- 13
Thomson-CSF	231,50	+ 2

(1) Coupon de 5,09 F.

Mines d'or, diamants

	10-3-89	Diff.
Anglo-American	128,50	+ 13,50
Amgold	473	+ 37
Baf. Gold M.	99	+ 12,60
De Beers	88,45	+ 5,75
Drief. Cons.	54	+ 6
General	126	+ 6,50
Gold Field	155,50	+ 0,50
Harmony	39,30	+ 3,10
Randfontein	378,50	+ 12,50
Saint-Helena	51,60	+ 3,80
Western Deep	217,50	+ 24,50

(1) Coupon de 2,94 F.

Banques, assurances

	10-3-89	Diff.
EIF-Aquitaine	441	+ 11
Esso	278,06	+ 0,06
Europ. (I)	526	- 11
Parifin	2 060	- 75
B.P. France	88,60	+ 1,70
Primaget	465	+ 11
Raffin	102	+ 3,60
Royal Dutch	384,10	+ 15,10
Sogepap	365	+ 37
Total	415	+ 14,90

(1) Coupon de 2,94 F.

Valeurs à revenu fixe

	10-3-89	Diff.
PMSE 10,6 % 1976	101,70	+ 0,20
8,30 % 1977	123,22	+ 0,13
10 % 1978	101,65	+ 0,25
9,80 % 1978	106,30	+ 0,35
9,5 % 1979	99,50	+ 0,50
10,80 % 1979	103,30	inch.
16,20 % 1982	105,60	+ 0,07
16 % 1982	107,71	+ 0,11
16,75 % 1982	103,17	+ 0,05
CNE	3 785	+ 0,06
CNB 5 000 F.	101,76	+ 0,06
CNB Pénins 5 000 F.	102,75	inch.
CNB Suz 5 000 F.	102,75	inch.
CNI 5 000 F.	101,78	+ 0,08

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 10 mars 1989

Nombre de contrats : 73 000 estimés.

	Cours	Mars 89	Juin 89	Sept. 89	Déc. 89
Prémier	105,18	104,52	104,80	-	-
+ haut	105,18	104,52	104,80	-	-
+ bas	104,56	103,76	103,96	-	-
Dernier	104,62	103,88	104,96	-	-
Compensation	104,62	103,88	104,18	103,84	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

	6 mars	7 mars	8 mars	9 mars	10 mars
Françaises	105,3	104,5	103,8	104,6	-
Étrangères	107,2	108,3	109,1	107,9	-

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 30 décembre 1988)

Tendance : 103,3 | 102,8 | 102,5 | 103 | 102,3

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén. : 439,7 | 444,8 | 439,7 | 439 | 439,4

(base 100, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40 : 1 627,02 | 1 617,04 | 1 607,37 | 1 612,13 | 1 602,38

OMF (base 100, 31 décembre 1981)

Indice OMF 50 : 460,75 | 457,50 | 454,05 | 455,09 | 452,33

سكوا من الأصل

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Un malaise

La Banque mondiale sollicite présentement le marché luxembourgeois des capitaux. Son émission retient l'attention parce qu'elle illustre un des problèmes majeurs de l'euro-marché : celui de la rentabilité pour les banques des transactions obligataires dont elles s'occupent. Voici que la question se pose avec acuité, même sur des places que l'on croyait à l'abri des difficultés de ce genre qui, depuis quelque temps, s'étaient au grand jour à Londres. La raison en est l'exacerbation de la concurrence pour l'obtention de mandats qui trop souvent nuit à l'équilibre des transactions, réduisant leurs chances de se placer à des conditions convenables. Dans un environnement de hausse du niveau de l'intérêt qui incite les investisseurs à la prudence, il y a là un facteur d'inquiétude supplémentaire. Nombreux sont ceux qui voient dans cette évolution, au-delà des péripéties du moment, la marque d'un malaise profond.

C'est en faisant valoir son statut particulier d'organisme supranational, que la Banque mondiale a obtenu une réduction des commissions d'émission retenues pour un emprunt offert en souscription publique. Jamais auparavant une semblable faveur n'avait été faite à un débiteur sur le marché luxembourgeois. Au lieu des 2 % habituels, l'emprunteur ne versera en tout que 1,875 % du principal aux banques chargées de l'opération. Ce qui est le plus critique dans cette affaire, c'est le fait que le chef de file ait voulu faire supporter aux autres membres du groupe de direction de l'emprunt les frais de ce qu'il avait concédé au débiteur. L'emprunt de la Banque mondiale porte sur 1 milliard de francs luxembourgeois. Les obligations seront rémunérées au taux facial de 7,625 % l'an durant sept ans. L'opération est placée sous la direction de la Banque générale du Luxembourg.

A Londres, le problème se pose en des termes beaucoup plus graves qui exigent une solution rapide. De trop nombreuses opérations sont lancées en dehors de toute référence aux conditions du marché : les chefs de file sont trop souvent maintenus dans l'incertitude quant au prix de revient de leurs obligations ; et d'une façon générale trop de banques ne participent à une opéra-

tion que pour le prestige qu'elles croient pouvoir en retirer. Une remise en ordre s'impose, sans laquelle on ne voit pas comment l'activité primaire pourrait se poursuivre longtemps à la cadence actuelle, puisqu'elle est fréquemment source de perte et que son caractère artificiel est de nature à accroître la défiance des investisseurs envers les placements en obligations.

A l'évocation du nouveau démantèlement du contrôle des changes en France d'aucuns ont cru entendre sonner le glas du marché euro-obligataire en francs français. C'était une interprétation hâtive à laquelle d'ailleurs un démenti a été promptement infligé. En effet, jeudi après-midi, quelques heures seulement après la confirmation officielle que les banques françaises pourrissent, sans limitation, prêter des francs à des non-résidents, une nouvelle émission euro-emission a vu le jour.

L'emprunteur est la SNCF et l'opération, dirigée par le Crédit commercial de France, porte sur 750 millions de francs. Les titres de huit ans de durée sont rémunérés au taux d'intérêt facial de 9,25 %, ce qui, au pied des commissions (de 2 % pour les banques), correspond à un rendement

Fascination persistante des très hauts coupons

Pour l'instant, les prêteurs ont de la peine à se soustraire au charme des emprunts à coupons très élevés qui, lancés dans une monnaie, pourrissent, au choix de l'emprunteur, être remboursés dans une autre. La vague d'opérations associant les dollars australiens et américains n'a pas fini de déferler. La Société générale vient, pour sa part, de réunir les dollars américains et canadiens en offrant un intérêt de 14,50 % pour une durée d'un an.

De son côté, la Kredietbank propose par le truchement de CSFB un emprunt de 50 millions d'ECU dont, si la banque belge le désire, le principal et l'intérêt pourront être servis et remboursés en dollars des Etats-Unis. Le taux d'intérêt facial, de 14 %, dépasse tout ce que l'euro-marché peut proposer pour une opération impliquant l'ECU. Mais pour un investisseur qui ne part pas d'une des monnaies en question, le risque est grand. Si, par exemple, le

de 9,32 %. Ce taux était au lancement de l'émission de 31 centimes supérieur au rapport que procureraient les fonds d'Etat de même durée. La marge était étroite, mais suffisante pour assurer le succès d'une des rares signatures à se présenter sur ce marché sous la garantie de la République française. Cela faisait près d'un an que l'on n'avait plus vu de nouvel euro-emprunt en francs garanti par l'Etat.

Le projet d'emprunt d'Etat français en unités de compte européennes que l'on croyait repoussé au début de l'automne pourrait se concrétiser plus rapidement. Il devrait s'agir d'une importante transaction de 800 à 900 millions d'ECU, pour une durée de sept ou huit ans, qui, pour l'essentiel, serait destinée à se placer en France. Techniquement, ce ne sera pas une euro-transaction. Les pouvoirs publics sont, on le sait, fort soucieux de ne laisser prise à aucune interprétation qui ferait de leur promotion de l'ECU un moyen détourné d'accroître l'endettement extérieur du pays. L'emprunt sera donc lancé sur le marché national, mais son syndicat de direction comprendra probablement un certain nombre de banques étrangères.

dollar perdrait ces douze prochains mois quelque 5 % de sa valeur exprimée en ECU, le rapport qu'un investisseur pourrait espérer ne serait plus que de 8,2 %. Si le dollar chutait de 10 % vis-à-vis de l'ECU, le rendement tomberait à 3,3 %.

Parmi les opérations qui pourraient voir le jour prochainement, peut-être cette semaine déjà, un nouvel euro-emprunt soviétique est attendu en deutchmark. Le débiteur en sera la Vnesheconombank, qui a déjà sollicité le marché en francs suisses, en deutchmarks et en lire italiennes. Son nouvel emprunt pourrait être très important, d'une taille éventuellement supérieure à 500 millions de deutchmarks. On prévoit à Francfort que l'opération soit émise pour une durée de sept ans et que les titres soient munis de coupons d'intérêts d'au moins 7 %.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Fermeté du dollar et du franc

Cette semaine, deux monnaies se sont signalées par leur vigueur, le dollar et le franc français. La devise américaine a subi deux coups d'accélération. Le premier a été donné par M. Boskin, chef du conseil économique de la Maison Blanche, qui a déclaré, mercredi, que le président Bush, en restant opposé à tout relèvement des impôts, examinerait avec intérêt toute suggestion en provenance du Congrès sur ce point précis.

Aussitôt, les milieux financiers internationaux, voyant luire la perspective d'une réduction plus rapide du déficit budgétaire américain, ont acheté du dollar, mais avec prudence. Ils croient modérément au reniement de ses engagements par un président qui avait fait du refus de tout relèvement d'impôt un des arguments de sa campagne électorale. Mais ils relèvent toutefois que, pour la première fois, la Maison Blanche a évoqué la possibilité d'augmenter son opposition à toute augmentation de la pression fiscale. De toute façon, estime-t-on, l'accord avec le Congrès sur le budget n'est pas pour demain.

Le second coup d'accélération a été donné vendredi après-midi par l'annonce d'une baisse spectaculaire du taux de chômage aux Etats-Unis, revenu de 5,04 % à 5,01 %. Baisse supérieure à toutes les prévisions et

qui témoigne du maintien d'une conjoncture vigoureuse outre-Atlantique susceptible d'entraîner une action restrictive de la Réserve fédérale (voir ci-dessous). Du coup, le dollar a terminé la semaine à plus de 6,32 F et 1,86 DM. La livre sterling s'est redressée après son accès de faiblesse de la semaine dernière, essentiellement grâce à l'absence de relèvement des taux d'intérêt allemands qui a fait ressortir l'attrait des taux pratiqués à Londres, que la Banque d'Angleterre a toutefois légèrement abaissés en fin de semaine. C'est pourquoi on a pu voir le cours de la devise britannique passer de 3,17 DM à plus de 3,20 DM.

Les opérateurs, toutefois, restent prudents. Ils craignent que le ralentissement de l'économie britannique, déjà perceptible, ne s'accroisse et ne contraigne le gouvernement à baisser les taux d'intérêt (ce qu'il a commencé à faire), ce qui déprimerait la livre sterling et, en renchérissant le coût des produits importés, contribuerait à maintenir l'inflation à un taux élevé. Le franc, donc, se tient très bien à l'égard d'un mark il est vrai affaibli par rapport au dollar.

L'annonce, jeudi, de la suppression complète du contrôle des changes pour les entreprises a eu un très bon effet sur le

marché des changes. Le cours de la devise allemande à Paris est passé de 3,40 F à un peu plus de 3,39 F. A cette occasion, certains banquiers estiment que la Banque de France, compte tenu des très bons résultats de la France en matière d'inflation, avec la hausse des prix la plus faible en Europe pour le mois de janvier (0,4 %), pourrait « faire un geste » et baisser son taux d'intervention, actuellement fixé à 8 1/4 %. Ils avancent que l'écart de taux entre l'Allemagne et la France (de 2 à 3 points) n'est pas justifié, puisque la différence d'inflation est retombée au voisinage de 1 point.

Mais la Banque de France, on le sait, n'aime baisser ses taux qu'à coup sûr, craignant d'avoir à les relever par la suite, ce qu'elle juge psychologiquement mauvais. En tout cas, elle pourrait se permettre actuellement, à moins que la Banque fédérale d'Allemagne ne soit amenée à augmenter encore les siens si le dollar est trop fort et le mark trop faible.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 6 AU 10 MARS

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,7168	—	15,8165	62,7943	53,4488	2,5641	47,2511	8,7311
Paris	1,7235	—	15,9769	63,4920	54,3338	2,5928	48,1695	8,7336
Bruxelles	10,4894	6,3225	—	375,01	339,19	16,2115	308,44	4,6217
Zurich	10,7873	6,2599	—	397,48	340,07	16,2334	301,49	4,6055
Amsterdam	2,1327	1,5925	25,1882	—	85,4345	4,8833	75,7511	1,1641
Frankfurt	2,1396	1,5960	25,1882	—	85,5745	4,884	75,670	1,1591
Bonn	2,1396	1,5960	25,1882	—	85,5745	4,884	75,670	1,1591
Madrid	1,7721	1,8405	29,4057	116,85	—	4,7796	88,650	1,3643
Buenos Aires	46,524	39,08	6,1684	24,897	209,22	—	18,5449	2,8388
Sao Paulo	46,4926	38,38	6,1639	24,8952	209,61	—	18,5838	2,8388
Manila	3,6887	2,1831	33,2623	132,06	112,82	5,3923	—	1,2572
Calcutta	2,1775	2,0760	33,1685	131,28	112,79	5,3818	—	1,2574
Mexico	23,6224	13,96	214,37	89,82	721,98	35,7197	658,28	—
Tokyo	23,622	13,955	204,90	81,399	69,5013	3,3247	61,6925	8,9947
Osaka	23,620	13,958	204,90	81,3988	69,5043	3,3177	61,6570	8,9841

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Le sommet de La Haye sur l'environnement. 6 États-Unis : la candidature de M. Cheney au Pentagone. URSS : grève dans le Haut-Karabakh. 7 Sahara occidental : le Polisario annonce une reprise des combats.	8 et 11 Le premier tour des élections municipales. 12 Les obsèques de Roger Patrice Pelet. « Livres politiques », par André Laurens. DATES 2 Il y a trente ans, le soulèvement de Lhasa.	13 Justice : la petite bombe du commissaire Jobic. Le juge des référés interdit à Jacques Chirac de poursuivre la diffusion de brochures électorales. 14 Boxe : Fabrice Benichou champion du monde.	16 Le quatorzième Festival du film d'humour à Chamrousse. Musique : « le Théâtre noir », de R.-M. Schafer, à Liège. 15 Communication.	20 Nouveau plan américain en faveur de la dette des pays en voie de développement. 21 Le Crédit commercial de France multiplie les opérations d'ingénierie financière. 22 Revue des valeurs. 23 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 14 Météorologie 18 Mots croisés 18 Télévision 18 Spectacles 17	● Réservez vos séjours à la montagne SEJOUR ● Consultez les hauteurs de neige dans les stations CORUS ● Chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR ● L'actualité 24 heures sur 24 AFP 3615 tazes LM

Le premier tour des élections municipales Bronca à Toulouse pour M. Rocard

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

« Est-ce l'Espagne, en toi qui pousse un peu sa corne ? », chantait Claude Nougaro, à propos de la ville rose. M. Michel Rocard, vendredi 10 mars, a dû, en grimant, se poser la question, face à la force de la « bronca » — digne d'une plaza de toros en ébullition — qu'il a reçue de la part d'une fraction du public, pour son dernier meeting du premier tour de la campagne municipale. Le premier ministre, accompagné de M. Lionel Jospin, ancien député de Haute-Garonne, et de trois autres membres du gouvernement, MM. Roger Fauroux, André Méric et Jean-Jacques Baylet, était venu soutenir M. Jacques Lévy, candidat socialiste, recordman de succès, face au maire de Toulouse, M. Dominique Baudis.

M. Rocard respectait ainsi la tradition, qui veut que les socialistes finissent à Toulouse leur campagne électorale, par un grand meeting chaleureux et coloré. De la couleur et de la chaleur, il y en eut. Toulouse, vendredi, était à mille lieux de la joie teintée d'émotion, qui avait, ainsi, marqué le dernier meeting de la dernière campagne électorale de la vie politique de M. François Mitterrand, pendant que le président-candidat faisait ses adieux à son public et saluait la génération à qui il passait le flambeau, celle de Rocard, Jospin.

Vendredi, MM. Jospin et Rocard étaient bien là. Mais ministres, cette fois. Et les mains dans le charbon, jusqu'aux coudes. Des manifestants à la voix puissante les attendaient, représentant un échantillon à peu près complet des catégories sociales qui ont pris de l'avance sur le calendrier d'un printemps chaud : enseignants, infirmières, assistés, travailleurs de l'automobile et aussi — puisqu'on est à Toulouse — de chez Dassault, inquiets des rumeurs de fermeture du site de Colomiers.

Les « Dassault », le premier ministre s'en souvient... Ils étaient hors des grilles du parc des expositions, mais aussi à l'intérieur de la salle, mêlés aux quelques milliers de personnes venues écouter les ora-

teurs. Première « bronca » quand arrivent les ministres et le candidat. Des enseignants infiltrés s'y sont mis aussi. Sifflements, cris. Dans ce barage roulant, il est hors de question de commencer le meeting.

Assis sur sa chaise, la mine furibarde, le premier ministre attend, pendant qu'on négocie. Finalement, M. Lévy monte à la tribune, accompagné d'un représentant des manifestants. Celui-ci, avec bien des difficultés, parvient à faire taire ses camarades, en échange de la promesse négociée avec M. Lévy, dit-il, d'un entretien avec le premier ministre.

De fait, M. Lévy peut parler, à peu près tranquillement. « La démocratie n'est pas quelque chose de facile, nous le savons ce soir », lance-t-il, mi-figue, mi-raisin. Le candidat exprime son espoir de mettre M. Baudis en ballottage, car, s'enflamme-t-il, « si nous mettons Baudis en ballottage, nous le battons parce que le montre aux pieds d'argile se sera effondré ! » Les cris de « Lévy, Lévy », se mêlent aux sifflements de manifestants.

« La cause des Dassault est respectable »

Une silhouette aux cheveux gris bouclés s'approche du podium. « Ouh là là, Jospin ! », murmure une dame. Comme s'ils n'attendaient que ce signal, les artilleurs du fond de la salle lancent une nouvelle salve de hurlements, assez courte, presque une salve de bienvenue. Le ministre de l'éducation remercie les « Dassault » d'avoir respecté le meeting, les assure qu'ils ont « droit au dialogue, droit aux informations ».

Ceux-là sont provisoirement calmes. Passons aux autres. M. Jospin respire un grand coup, annonce qu'il va parler des problèmes de l'éducation. « Ah ! », lourd de menace et d'impudence accueille cette annonce. Une nouvelle fois, le ministre s'emploie avec force à convaincre du bien-fondé de sa démarche. Au passage, il rétorque à M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR — qui lui avait suggéré de s'asseoir à la même table pour discuter du problème — que « les banquettes de l'Assemblée nationale et

du Sénat » sont faites pour cela, quand les ministres et le candidat.

Des enseignants infiltrés s'y sont mis aussi. Sifflements, cris. Dans ce barage roulant, il est hors de question de commencer le meeting.

Assis sur sa chaise, la mine furibarde, le premier ministre attend, pendant qu'on négocie. Finalement, M. Lévy monte à la tribune, accompagné d'un représentant des manifestants. Celui-ci, avec bien des difficultés, parvient à faire taire ses camarades, en échange de la promesse négociée avec M. Lévy, dit-il, d'un entretien avec le premier ministre.

De fait, M. Lévy peut parler, à peu près tranquillement. « La démocratie n'est pas quelque chose de facile, nous le savons ce soir », lance-t-il, mi-figue, mi-raisin. Le candidat exprime son espoir de mettre M. Baudis en ballottage, car, s'enflamme-t-il, « si nous mettons Baudis en ballottage, nous le battons parce que le montre aux pieds d'argile se sera effondré ! » Les cris de « Lévy, Lévy », se mêlent aux sifflements de manifestants.

Une silhouette aux cheveux gris bouclés s'approche du podium. « Ouh là là, Jospin ! », murmure une dame. Comme s'ils n'attendaient que ce signal, les artilleurs du fond de la salle lancent une nouvelle salve de hurlements, assez courte, presque une salve de bienvenue. Le ministre de l'éducation remercie les « Dassault » d'avoir respecté le meeting, les assure qu'ils ont « droit au dialogue, droit aux informations ».

Ceux-là sont provisoirement calmes. Passons aux autres. M. Jospin respire un grand coup, annonce qu'il va parler des problèmes de l'éducation. « Ah ! », lourd de menace et d'impudence accueille cette annonce. Une nouvelle fois, le ministre s'emploie avec force à convaincre du bien-fondé de sa démarche. Au passage, il rétorque à M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR — qui lui avait suggéré de s'asseoir à la même table pour discuter du problème — que « les banquettes de l'Assemblée nationale et

du Sénat » sont faites pour cela, quand les ministres et le candidat.

Des enseignants infiltrés s'y sont mis aussi. Sifflements, cris. Dans ce barage roulant, il est hors de question de commencer le meeting.

Assis sur sa chaise, la mine furibarde, le premier ministre attend, pendant qu'on négocie. Finalement, M. Lévy monte à la tribune, accompagné d'un représentant des manifestants. Celui-ci, avec bien des difficultés, parvient à faire taire ses camarades, en échange de la promesse négociée avec M. Lévy, dit-il, d'un entretien avec le premier ministre.

De fait, M. Lévy peut parler, à peu près tranquillement. « La démocratie n'est pas quelque chose de facile, nous le savons ce soir », lance-t-il, mi-figue, mi-raisin. Le candidat exprime son espoir de mettre M. Baudis en ballottage, car, s'enflamme-t-il, « si nous mettons Baudis en ballottage, nous le battons parce que le montre aux pieds d'argile se sera effondré ! » Les cris de « Lévy, Lévy », se mêlent aux sifflements de manifestants.

Une silhouette aux cheveux gris bouclés s'approche du podium. « Ouh là là, Jospin ! », murmure une dame. Comme s'ils n'attendaient que ce signal, les artilleurs du fond de la salle lancent une nouvelle salve de hurlements, assez courte, presque une salve de bienvenue. Le ministre de l'éducation remercie les « Dassault » d'avoir respecté le meeting, les assure qu'ils ont « droit au dialogue, droit aux informations ».

Ceux-là sont provisoirement calmes. Passons aux autres. M. Jospin respire un grand coup, annonce qu'il va parler des problèmes de l'éducation. « Ah ! », lourd de menace et d'impudence accueille cette annonce. Une nouvelle fois, le ministre s'emploie avec force à convaincre du bien-fondé de sa démarche. Au passage, il rétorque à M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR — qui lui avait suggéré de s'asseoir à la même table pour discuter du problème — que « les banquettes de l'Assemblée nationale et

Réunis à Séville Les ministres de l'intérieur des Douze étudient des mesures pour assurer la sécurité communautaire

SÉVILLE
de notre envoyé spécial

L'Europe politique et économique avance plus vite que l'Europe de la sécurité. Comblez progressivement ce déséquilibre était le principal objectif que s'était assigné le groupe de Trevi formé des ministres de l'intérieur des Douze en se réunissant à Séville le jeudi 9 et le vendredi 10 mars. Une rencontre de caractère informel destinée à débroussailler le chemin avant la nouvelle réunion du groupe, formelle celle-là, les 11 et 12 mai à Madrid.

« Comment éviter que l'ouverture des frontières entre les Douze ne se traduise par davantage d'insécurité pour ses citoyens ? » Telle est, résumée par le ministre espagnol M. Corcuera, la question que se sont posée les participants à la réunion de Séville. La suppression des frontières intérieures de la Communauté européenne ne risque-t-elle pas de mettre les États aux frontières plus rigoureuses à la merci des faiblesses des pays moins bien organisés ? Pour éviter cela, les douze ministres ont étudié à Séville les moyens d'« homogénéiser » les contrôles aux frontières extérieures de la Communauté.

Une police fédérale ?

La méthode retenue consiste dans un premier temps, selon l'expression de M. Corcuera, à « dresser un inventaire des risques nouveaux », relevant de la suppression des frontières intérieures. Et ensuite, à prévoir, pour les éviter, une série de mesures d'ordre policier, mais aussi législatif : harmonisation des conditions d'octroi de visas et de droit d'asile, convergence progressive entre les législations pénales des Douze. En liaison avec cet objectif, il s'agit, par ailleurs, de parvenir progressivement à une définition commune du « délit communautaire ».

taire », surtout dans les domaines du terrorisme, du trafic international de drogue et des délits économiques.

Si ce premier sujet ne semble pas avoir provoqué de grandes divergences au sein du groupe de Trevi, chacun étant d'accord sur l'objectif d'ensemble, il n'en allait pas de même du second grand thème de discussion : la possible création par étapes d'une espèce de police fédérale européenne. Une vieille idée qu'avaient déjà avancée l'Italie et l'Allemagne fédérale et qu'approuve aujourd'hui l'Espagne en tant que présidente de la communauté. Ce projet suscite toutefois les réticences de certains pays, au premier rang desquels la Grande-Bretagne qui invoque le danger de créer une « nouvelle structure bureaucratique ». Le ministre britannique, M. Hurd, a d'ailleurs rappelé à Séville que son pays était favorable à une intensification de la collaboration entre les polices des Douze, mais opposé à l'idée d'un organisme de type supranational.

Pour contourner cet écueil, les partisans du projet ont choisi une approche pragmatique. Dans un premier temps, un secrétariat permanent du groupe de Trevi sera mis sur pied. Un projet concret en ce sens sera élaboré par l'Espagne. Il devrait être ensuite définitivement approuvé par le groupe lors de la réunion de mai à Madrid.

Cet organisme nouveau aura pour tâche minimum d'assurer la continuité entre les différentes réunions. Mais il pourrait également être chargé de tâches de caractère plus exécutif comme la gestion d'une banque de données communes que les douze ministres de l'intérieur veulent désormais mettre progressivement sur pied. Si ce secrétariat permanent fait figure de plus petit dénominateur commun entre les Douze, il pourrait toutefois constituer, selon les plus « européens » d'entre eux, l'embryon de la future police européenne.

THIERRY MALINIAK.

Après les sanctions infligées à sept surveillants de la Santé Les syndicats des personnels pénitentiaires annoncent une journée d'action le 14 mars

Après la décision prise par l'administration pénitentiaire d'écarter pour huit jours, sans traitement, sept surveillants de la maison d'arrêt de la Santé (le Monde du 10 mars), les syndicats pénitentiaires — l'UFAP et la CGT, qui devraient rejoindre FO — annoncent leur intention de faire du 14 mars une journée « prisons mortes » et des sanctions ne sont pas levées. Les écrous, les extractions, les transfèreurs, les ateliers et les parloirs avec les avocats devraient ainsi être à nouveau bloqués. Les parloirs avec les familles fonctionneront normalement.

Les surveillants sanctionnés avaient participé dans la soirée du 7 mars à une « action collective violente », selon un communiqué de la chancellerie, contre des CRS en faction à l'intérieur de l'établissement, ce qui avait aussi entraîné une demande de sanction formulée par le directeur de la Santé, M. Jean Macé.

Les syndicats dénoncent l'« arbitraire » de ces mesures alors que,

selon eux, les surveillants entendaient réagir à une attitude « raciste » des CRS à l'égard d'un agent d'origine antillaise. Ils menacent de boycotter les comités techniques paritaires du 16 et du 29 mars qui doivent entériner les propositions de la chancellerie émises au cours du dernier conflit.

Ag.L.

GLOBE
DE MARS
DOCUMENT
20.000 FACHOS
A MOSCOU

Au Canada

Un mort et vingt-deux disparus dans la chute d'un Fokker-28

Un biréacteur Fokker-28 de la compagnie Air Ontario qui décollait, vendredi 10 mars, de Dryden (Ontario), au Canada, a percuté des arbres et a pris feu. Sur les soixante-neuf personnes transportées, les sauveteurs ont dénombré un mort, vingt-deux disparus et quarante-six rescapés. Selon un porte-parole de la

compagnie, les disparus ont été vraisemblablement carbonisés, mais la nuit a empêché les sauveteurs de confirmer cette hypothèse. La cause de l'accident reste inconnue, mais la neige tombait abondamment et la visibilité était réduite au moment de l'accident.

EN BREF

● Dix morts dans un accident d'avion au Pérou. — Huit passagers américains et deux pilotes ont trouvé la mort, le vendredi 10 mars, à Lima (Pérou), leur avion de tourisme ayant heurté une antenne radio alors qu'il effectuait un atterrissage aux instruments. L'appareil revenait d'un survol du site archéologique de Nazca et un épais brouillard enveloppait la

capitale péruvienne. Trois personnes ont été blessées par la chute des débris de l'avion sur le chantier d'une université en construction. — (AFP, UPI).

● AFRIQUE DU SUD : quatre Noirs condamnés à mort pour le meurtre de non-grévises. — Quatre Noirs employés des chemins de fer ont été condamnés à mort, vendredi 10 mars à Johannesburg, pour les meurtres de quatre non-grévises sous cours d'une grève en 1987. Quatre autres cheminots ont été reconnus coupables de meurtre avec circonstances atténuantes et condamnés à des peines de prison allant de huit à douze ans. Les huit accusés étaient membres du Syndicat des travailleurs des ports et des chemins de fer sud-africains.

● Petit Bateau : deux cent trente-trois suppressions d'emplois. — La direction de Petit Bateau Valtou SA, dont le siège est à Troyes (Aube), a annoncé le 9 mars lors d'un comité central d'entreprise un plan de deux cent trente-trois suppressions d'emplois, dont cent vingt-huit licenciements économiques.

Ne pas se tromper : arrivant par le boulevard, à la hauteur du 57 prend la Rue St-Sébastien puis 1^{re} à gauche (R. Alp. Baudin) puis 1^{re} à gauche Impasse St-Sébastien. Arrivez Tassus est au 6. Park, grat. cour. 5^e lecteurs Le Monde.

GLOBE
DE MARS
SPECIAL
FRIC ET CULTURE

A B C D E F G

SÉRIE LIMITÉE



OFFREZ-VOUS UN MARWAY

Chez l'artisan ébéniste, la « marque » n'est pas seulement un signe d'identification. Elle est avant tout le signe du soin particulier qu'il apporte à façonner un meuble de qualité. MARWAY le spécialiste du meuble anglais, vous garantit ce label d'exigence dans une série limitée, spécialement conçue à votre intention, marquée d'un certificat d'origine. Chaque exemplaire de ce scribon « Regency » est numéroté, signé.

Ce scribon exclusif est uniquement vendu dans les magasins MARWAY


A Paris : 10, 26, 28 bis, rue Richelieu.
Tél. : 42.86.23.33.
11, rue du Bac.
Tél. : 42.61.22.28.

MARWAY

Selon votre préférence, il peut être réalisé en If ou en acajou, intérieur rotonde et son écriture, gainé de cuir en vachette anglaise, 16 coloris au choix, sera frappé d'un monogramme à vos initiales, doré à l'or fin. Livré avec les produits d'entretien MARWAY, pour le bois et le cuir, il vous est proposé au prix spécial de **9800 F**.

En province :
Aix-en-Provence - Coen
Charlilly - Dijon - Lyon
Marseille - Rouen
St-Etienne - Toulouse

Où trouver Macintosh
sans vous compliquer la vie ?



Concessionnaire Agréé Grands Comptes

INTERNATIONAL COMPUTER

LE PLUS COURT CHEMIN VERS MACINTOSH.

26, rue du Renard Paris 4° 42 72 26 26
64, av. du Prado Marseille 6° 91 37 25 03

A B C D E F G

A B C D E F G

A B C D E F G

A B C D E F G

A B C D E F G

A B C D E F G

A B C D E F G

A B C D E F G

A B C D E F G

A B C D E F G

A B C D E F G

A B C D E F G